

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA

REVISION DES PROCÈS CRIMINELS ET CORRECTIONNELS

PAR

LÉON LEMOINE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Mardi 24 Novembre 1896, à 1 heure*

Président : M. LE POITTEVIN,

Suffragants {

MM. LARNAUDE,
CHAVEGRIN,

} professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1896

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA

REVISION DES PROCÈS CRIMINELS ET CORRECTIONNELS

PAR

LÉON LEMOINE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Mardi, 24 Novembre 1896, à 1 heure*



Président : M. LE POITTEVIN,
Suffragants { MM. LARNAUDE,
CHAVEGRIN, } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1896

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA GRAND'MÈRE

DE LA

REVISION DES PROCÈS CRIMINELS

ET CORRECTIONNELS

INTRODUCTION

« L'idée d'une erreur judiciaire, a dit Ortolan, allant frapper sans retour un innocent, est une idée devant laquelle recule notre esprit, et dont la réalisation ne sera jamais subie dans la société que comme une grande calamité. Or, même de nos jours, avec l'institution du jury, avec les procédures généreuses en usage, de pareilles erreurs se sont vues; il faut donc, dès qu'une telle erreur est reconnue, que les effets de la peine puissent cesser à l'instant. »

Ces paroles n'ont été que trop justifiées par les événements. Nous avons, en effet, de nombreux exemples d'erreurs judiciaires et la découverte de chacune de ces erreurs a provoqué dans le public une vive émotion et a soulevé de nombreuses réclamations.

Nous n'insisterons pas ici sur les nombreux cas d'erreurs

judiciaires qui se sont produits au cours de notre ancien droit. Ils peuvent, en effet, être considérés comme le résultat de la mauvaise organisation de notre ancienne procédure pénale et de l'absence de toute garantie pour le prévenu.

Nous nous contenterons de mentionner, à cause du grand retentissement qu'elles ont eu, les causes de Calas, des époux Sirven et des époux Montbailli.

En 1762, le Parlement de Toulouse reconnaît Calas coupable d'avoir tué son fils qui, en réalité, s'était suicidé. Calas périt sur l'échafaud, bien qu'il ne cessât de protester de son innocence. Grâce aux efforts de Voltaire et d'Élie de Beaumont, l'arrêt du Parlement de Toulouse fut enfin cassé, la mémoire de Calas réhabilitée, et une indemnité accordée à sa famille.

La même année, les époux Sirven, accusés du même crime que Calas, sont condamnés par le même Parlement de Toulouse, mais ils parviennent heureusement à gagner la Suisse. Voltaire intervint encore en cette circonstance. Élie de Beaumont prit en main la défense de ces malheureux et, après cinq années d'efforts, l'arrêt fut cassé et les époux Sirven furent réhabilités.

En 1770, une vieille femme ayant été frappée la nuit d'une attaque d'apoplexie foudroyante, les voisins accusèrent son fils et sa belle-fille : les époux Montbailli, de l'avoir assassinée. Le conseil d'Arras condamna ces infortunés à être rompus vifs et à expirer dans les flammes. Le mari subit sa peine. Quant à la femme, elle parvint, grâce à l'intervention

de son avocat et de Voltaire, à obtenir la revision de son procès et à faire casser l'arrêt.

La découverte de pareilles erreurs judiciaires souleva l'opinion publique et donna lieu à de vives protestations de la part des philosophes. Mais on s'imagina que ces erreurs étaient uniquement dues à la mauvaise organisation de notre ancienne procédure criminelle et qu'il suffisait, pour en empêcher le retour, de réformer la procédure et d'accorder, à l'accusé, pour sa défense, la plus grande somme de garanties possible et la liberté la plus grande. On s'aperçut bientôt que ce n'était là qu'une illusion. Les réformes opérées par la Constituante n'empêchèrent pas, en effet, de nouvelles erreurs judiciaires de se produire, comme nous le verrons au cours de cette étude.

Aussi reconnut-on qu'il était nécessaire d'instituer un mode de recours extraordinaire grâce auquel on pût obtenir l'annulation d'un jugement de condamnation, lorsqu'il apparaîtrait d'une façon certaine que ce jugement est contraire à la vérité. Cette voie de recours s'appelle la revision.

L'institution de la revision présente, comme nous venons de le voir, une grande utilité, et elle est destinée à corriger bien des injustices. Aussi semblerait-il qu'aucune objection ne puisse être formulée contre elle, et qu'en conséquence, tout le monde doit être d'accord pour donner à cette institution la plus grande extension possible et pour permettre à tout condamné qui offrirait de faire la preuve de son innocence, de recourir à la revision. Et cependant, il n'en a pas été ainsi. Le principe de la réparation de l'erreur judiciaire

s'est, en effet, heurté de tout temps à un autre principe non moins important : le principe de l'autorité de la chose jugée.

Est-il possible de concilier la revision avec l'autorité de la chose jugée? C'est là la première question que nous aurons à examiner, puis, cette question une fois résolue, nous étudierons la revision d'abord dans le passé, puis dans les législations étrangères et enfin dans la législation française actuelle, telle que l'a faite la loi du 8 juin 1895.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

**Comment l'institution de la revision est compatible
avec l'autorité de la chose jugée.**

S'il paraît conforme au but vers lequel tendent nos institutions judiciaires que les arrêts des tribunaux soient toujours l'expression la plus fidèle de la vérité et qu'en conséquence toute erreur judiciaire qui viendrait à être commise malgré les précautions prises par le législateur et par les magistrats puisse être toujours réparée, il est non seulement très utile, mais même indispensable que les décisions de la justice ne puissent pas être indéfiniment attaquées. C'est à quoi tendent la prescription et l'autorité de la chose jugée, la prescription ayant pour but de renfermer l'exercice de l'action dans un certain délai, et l'autorité de la chose jugée d'empêcher que l'action ne puisse être exercée plusieurs fois.

Et, cependant, bien que le principe de l'irrévocabilité des jugements ait toujours été considéré comme la base même de toute institution judiciaire, il est peu de législations qui n'aient reconnu la nécessité de se garantir contre le danger de l'erreur judiciaire en permettant la revision des procès,

du moins en matière pénale, lorsqu'il apparaît d'une façon évidente que la sentence rendue est contraire à la vérité.

Comment ces deux idées de l'autorité de la chose jugée et de la revision qui paraissent à première vue bien incompatibles peuvent-elles se concilier ? C'est ce qu'il importe d'examiner.

Et, tout d'abord, qu'est-ce, au juste, que l'autorité de la chose jugée ?

Nous en trouvons la définition suivante dans l'Ordonnance de 1667 : « Les sentences et jugements qui doivent passer en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort et dont il n'y a appel ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties y eussent formellement acquiescé ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans le temps, ou que l'appel ait été déclaré péri ⁽¹⁾ ».

Plus récemment la chose jugée a été définie : « Tout point litigieux décidé par un jugement qui, de sa nature, n'est pas susceptible d'être attaqué par les voies ordinaires de recours, ou qui a cessé de l'être à raison de l'expiration des délais fixés pour l'exercice du recours ⁽²⁾ ».

Quant à nos lois actuelles, elles ne définissent pas la chose jugée, mais se contentent d'en indiquer les conditions d'existence et d'en consacrer les effets. C'est ainsi que l'art. 1351 du Code civil, texte capital en la matière, dit simplement : « L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée

(1) Ord. de 1667 : tit. xxvii, art. 5.

(2) Boileux, *Comment. sur le Code Napoléon*, t. IV, p. 709.

soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité ».

L'autorité de la chose jugée est une règle qui a toujours été admise, du moins en matière civile. Cette règle est évidemment nécessaire à la bonne administration de la justice, il faut en effet que tout procès ait une fin, et, en conséquence, il arrive forcément un moment où la sentence du juge bonne ou mauvaise doit être considérée comme l'expression de la vérité. Mais cette règle de l'autorité de la chose jugée très utile, cela ne fait aucun doute, est-elle essentielle à la déclaration rendue par le juge? Monsieur de Savigny pense que non. « L'autorité de la chose jugée, dit-il, ne s'implique nullement de soi-même et n'est pas une conséquence nécessaire de l'exercice des fonctions judiciaires ⁽¹⁾ ». Mais cette opinion est loin d'être universellement admise. Elle a été combattue notamment par M. Griolet, au moins en matière civile, dans les termes suivants :

« Si l'institution de la justice a pour but d'assurer le maintien de l'ordre en imposant aux parties en désaccord l'application de la loi qui paraît juste aux hommes investis du pouvoir judiciaire, il est de l'essence de cette institution que ces décisions mettent fin au désaccord et ne laissent après elles aucune incertitude. La déclaration rendue par le juge sur les droits des parties est donc nécessairement irrévocable. Ne pouvant plus être attaquée, elle reste la

(1) Syst. VI, p. 264.

loi des parties, à moins que la personne à laquelle elle profite ne reconnaisse volontairement le rapport de droit qui l'oblige ou ne consente à se soumettre à une nouvelle décision judiciaire. Hors ces cas, la déclaration du juge doit être respectée comme la vraie et juste application de la loi. *Pro veritate habetur.* »

Nous pensons qu'il y a lieu, à ce sujet, de distinguer suivant qu'on se trouve en matière civile ou en matière pénale. Nous croyons que, tandis qu'en matière civile l'autorité de la chose jugée est essentielle à la déclaration rendue par le juge, il en est tout autrement en matière pénale. C'est ce que nous allons essayer de démontrer et, ce faisant, nous établirons du même coup la légitimité de la revision en matière criminelle et correctionnelle.

En matière civile, avons-nous dit, l'autorité de la chose jugée est essentielle à la déclaration rendue par le juge. Tout jugement rendu en matière civile a, en effet, pour but, de trancher un différend survenu entre deux parties et constitue en réalité un véritable arbitrage, arbitrage qui n'est d'ailleurs jamais obligatoire pour les parties puisqu'elles sont libres de ne pas porter leur différend devant les tribunaux et d'avoir recours à une transaction ou à un compromis. Il y a plus. Même dans le cas où le procès est engagé devant les tribunaux, la partie défenderesse peut toujours mettre fin au procès en acquiesçant à la demande.

Nous pouvons donc dire que tout jugement rendu en matière civile a pour but principal de trancher un différend et non pas de faire respecter la loi, puisque les plai-

deurs peuvent toujours empêcher les tribunaux de faire respecter la loi, en ne portant pas leur différend devant eux ou, s'ils l'y ont déjà porté, en transigeant, en compromettant, ou même, s'il s'agit du défendeur, en acquiesçant à la demande. Or, pour que le jugement puisse mettre fin au débat, il faut nécessairement qu'à un moment donné, ce jugement devienne inattaquable. —

La chose jugée puise ainsi son autorité dans le contrat judiciaire par lequel les parties soumettent leur litige à la décision du juge, contrat qui se forme par le dépôt des conclusions de chacune des deux parties.

L'autorité de la chose jugée est donc de l'essence même de la sentence rendue par le juge en matière civile.

Cette autorité de la chose jugée correspond en même temps à une nécessité des relations sociales. Comme l'a fort bien dit M. Le Poittevin dans le rapport qu'il a fait à la Société générale des prisons sur les demandes en revision des procès criminels et correctionnels : « Dans toute contestation sur une parcelle de terrain, sur une dette, sur un droit quelconque, le procès une fois fini doit être clos pour toujours ; des conventions ou des mutations de propriété s'effectuent, des intérêts se consolident sur les bases établies par la sentence : ce serait tout bouleverser dans l'organisation des familles et des biens et renverser les situations les mieux acquises, s'il était permis de revenir sur ce qui fut jadis décidé ⁽¹⁾ ».

(1) *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 959.

Aussi voyons-nous apparaître l'autorité de la chose jugée en matière civile aussitôt que la justice s'est dégagée de l'arbitraire du souverain et, depuis lors, ce principe s'est toujours maintenu dans toutes les législations. C'est ce que nous allons examiner rapidement.

A Rome, l'autorité de la chose jugée a été précédée par le principe de la consommation de l'action. La procédure des *legis actiones*, procédure primitive des Romains, était en effet dominée par la règle : *Bis de eadem re ne sit actio*. Ce n'était donc pas alors le *judicium*, mais seulement l'*actio* qui était protégée contre tout retour offensif de la part du demandeur primitif. Cela s'explique par ce fait que, dans les premiers temps, le *judicium* n'occupait dans la procédure romaine qu'une place fort peu importante. La *legis actio* consistait en effet principalement dans une série de rites ayant leur origine dans la loi et tendant à la faire respecter. Dans cette procédure, le magistrat jouait un rôle passif ; sa mission consistait uniquement à s'assurer que les formes prescrites étaient remplies ; c'étaient les deux plaideurs qui jouaient le rôle actif en luttant l'un contre l'autre. S'il y avait contestation, le magistrat devait renvoyer le fond du débat à un juge. Le magistrat se bornait, dans ce cas, à réglementer l'instance et à donner l'investiture au *judex* choisi, en principe, librement par les parties. Le *judex* n'était en réalité qu'un arbitre choisi directement ou indirectement par les parties et auquel le magistrat donnait son investiture. Le *judicium* n'avait alors, par conséquent, que peu d'importance. Ce furent donc d'abord uniquement les

effets de l'*actio* qu'on jugea nécessaire de faire respecter. Ce n'est que sous la procédure formulaire, procédure qui succéda à celle des *legis actiones*, qu'on songea à consacrer les effets essentiels du *judicium*. Cette procédure ayant un caractère prétorien, c'est le préteur qui a dû attribuer lui-même aux formules qu'il créa, un effet semblable à celui des actions de la loi. Il y a toutefois lieu de faire à ce sujet une distinction. L'action continue à être consommée *ipso jure* : « si legitimo judicio in personam actum sit ea formula quæ juris civilis habet intentionem ». Si ces diverses conditions ne sont pas remplies l'action n'est pas consommée *ipso jure* ; mais si l'action est intentée à nouveau, elle se trouve alors paralysée par une *exceptio* imaginée par le préteur : *l'exceptio rei judicatæ ou rei in judicium deductæ*.

Tel est, décrit dans ses grandes lignes, le système de la consommation de l'action, système qui a précédé celui de l'autorité de la chose jugée. Le système de la consommation de l'action suffisait, à la rigueur, à protéger le défendeur absous ; mais il n'en était pas de même pour le demandeur qui avait obtenu gain de cause. Prenons, à titre d'exemple, une action en revendication. Le demandeur a, nous le supposons, triomphé dans l'action par lui intentée et la chose revendiquée lui a été restituée. Le défendeur va alors pouvoir intenter à son tour une action en revendication contre le demandeur primitif, action par laquelle il lui réclamera la chose restituée, sans que ce dernier puisse invoquer le principe de la consommation de l'action, puisqu'il s'agit,

dans l'espèce, d'une action intentée par une autre personne que celle qui avait intenté l'action primitive. La question de propriété va donc être soulevée à nouveau, bien qu'elle ait été déjà tranchée par un premier jugement.

Le principe de la consommation de l'action était donc insuffisant. Mais le préteur vint combler cette lacune de la procédure romaine en y introduisant, mais toujours sous la forme d'une *exceptio*, le principe de l'autorité de la chose jugée; cette nouvelle *exceptio* garda le nom d'*exceptio rei judicatæ*; mais, loin de prendre la place de l'ancienne, elle vint la compléter. Le système de la consommation de l'action a continué à exister, à côté du système de l'autorité de la chose jugée, jusqu'à Justinien. C'est, en effet, Justinien qui supprima la théorie de la consommation de l'action.

Nous avons cru utile de faire connaître la manière dont l'autorité de la chose jugée a fait son apparition à Rome, parce que c'est dans les traditions et les textes du droit romain que se trouve l'origine de l'autorité que notre droit français reconnaît aux jugements.

A la vérité, le droit germanique contenait déjà certaines mesures destinées à assurer l'irrévocabilité de la chose jugée. A cet effet étaient dressés des actes dont les formules qui nous ont été conservées, portaient le nom de *securitates*. La partie qui avait obtenu gain de cause, s'engageait solennellement à ne pas intenter une nouvelle poursuite.

Mais ce n'était pas encore là l'autorité de la chose jugée telle qu'elle existait en droit romain.

Le principe et les règles du droit romain concernant

l'autorité de la chose jugée, commencèrent à faire leur apparition dans notre ancienne France à partir du règne de Charlemagne et ne firent dès lors que se développer grâce aux efforts combinés du droit ecclésiastique, des légistes et de la jurisprudence. Ce fut Pothier qui fixa les résultats de ce long travail d'assimilation. Quant à notre Code civil, il ne fit qu'emprunter à Pothier les dispositions des deux articles 1350 et 1351.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que l'autorité de la chose jugée a toujours été considérée comme essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière civile. — Il en a été autrement en matière pénale. Sans doute le principe de l'autorité de la chose jugée a toujours été admis, soit en droit romain, soit dans notre ancien droit, en matière pénale, comme en matière civile, mais, tandis que ce principe ne comportait en matière civile aucune exception, il en comportait au contraire de fort nombreuses en matière pénale, et l'existence même de ces exceptions admises, en droit romain d'abord, puis dans notre ancien droit, prouve que l'autorité de la chose jugée n'était pas alors considérée comme essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière pénale. C'est ce que nous allons démontrer en étudiant l'histoire de l'autorité de la chose jugée en matière pénale dans le droit romain et dans notre ancien droit.

Pour l'étude de l'autorité de la chose jugée en matière pénale dans le droit romain, il nous faut distinguer trois périodes : la première allant de la fondation de Rome à l'an

605 de Rome, la seconde de l'an 605 à l'établissement de l'Empire, et la troisième comprenant la période de l'Empire.

Dans la première période, il n'existe pas encore de juridiction criminelle dans le sens précis du mot. Le droit de punir appartient tout d'abord aux rois et à leurs délégués : les *duumviri perduellionis*, puis, après la chute de la royauté, ce droit passa aux consuls, au peuple (lorsque le condamné avait recours à la *provocatio ad populum*), et, dans les provinces, au Sénat. Mais ce droit de punir se confondait alors avec l'autorité législative et le pouvoir administratif. « Le peuple, dit M. Laboulaye dans son *Essai sur les lois criminelles*, était souverain juge, souverain administrateur et législateur suprême. Pour punir, il suffisait que l'acte lui parût coupable, fût-il ou non qualifié par les lois antérieures ».

Ces pouvoirs que M. Laboulaye reconnaît au peuple, appartenirent primitivement aux rois et, après eux, aux consuls. Or, dans ces conditions, il ne pouvait être question de l'autorité de la chose jugée, car l'autorité de la chose jugée nécessite l'existence d'une juridiction criminelle nettement distincte des pouvoirs législatif et administratif, et ce n'est qu'à partir de l'an 605 de la fondation de Rome que cette distinction commença à s'établir. Nous arrivons ainsi à la seconde période.

Au lieu de désigner, comme autrefois, un questeur spécial pour chaque affaire, on créa désormais des questeurs permanents, *quæstores perpetui*, nommés pour la durée ordinaire des magistratures et chargés de juger toutes les accusations relatives à un même crime.

La *quæstio* était un tribunal régulier rendant ses arrêts suivant une procédure nettement définie. Le principe de l'autorité de la chose jugée peut donc dès lors se concevoir. On ne sait pas toutefois exactement à partir de quelle époque ce principe fut admis en matière pénale. M. Laboulaye pense que ce fut la loi *Julia publicorum* qui, pour la première fois, établit l'autorité de la chose jugée en matière pénale. C'est en effet le texte le plus ancien qui l'ait consacrée. Ce texte est ainsi conçu :

« Si reus accusatori publico judicio ideo præscribat quod dicat se eodem crimine ab alio accusatum et absolutum, cavetur lege Julia publicorum, ut non prius accusetur quam de prioris accusatoris prævaricatione constiterit et pronuntiatum fuerit ». M. Griolet pense au contraire que l'autorité de la chose jugée existait bien avant la loi *Julia publicorum* ⁽¹⁾.

Il est probable que l'autorité de la chose jugée était opposée par l'accusé sous la forme d'une *præscriptio*.

Ainsi donc, le principe de l'autorité de la chose jugée fut admis en matière pénale, au moins à partir de la loi *Julia publicorum*, peut-être même plus tôt. Mais si ce principe fut admis, ce n'est qu'avec des restrictions qui l'annihilèrent à peu près complètement dans la pratique. Ce sont ces restrictions dont nous allons maintenant nous occuper.

Tout d'abord, comme l'effet des jugements criminels était restreint aux crimes compris dans l'accusation et que le même

(1) *De l'autorité de la chose jugée en matière civile et en matière criminelle*, p. 186.

crime se trouvait en général puni par plusieurs lois, il arrivait que, malgré le principe de l'autorité de la chose jugée, la même accusation se trouvait reproduite plusieurs fois sous des qualifications différentes et, parfois même, sous des qualifications identiques, mais en vertu de lois différentes. C'est ainsi que Milon fut accusé à la fois pour les faits relatifs au meurtre de Clodius : « lege Pompeia de vi, lege Pompeia de ambitu, lege Licinia de sodalitiis et lege Plautia de vi ». Il fut ainsi traduit devant quatre *quæstiones* différentes pour le même fait et il se trouva même cité à comparaître devant deux de ces tribunaux⁽¹⁾.

Un des complices de Milon : Saufeius, fut aussi poursuivi d'abord *Pompeia lege* et, après son acquittement, « repetitus est post paucos dies lege Plautia de vi, subscriptione ea quod loca superiora occupasset et cum telo fuisset » : C'est ainsi encore que Sextus avait été accusé à la fois *de vi* et *de ambitu* ⁽²⁾ et Gabinius *de ambitu et majestate* ⁽³⁾. Dans ces conditions, le principe de l'autorité de la chose jugée se trouvait considérablement amoindri dans son application. Ce n'est que plus tard qu'on admit l'identité des accusations malgré la diversité des lois. Ce fut la décision d'un sénatus-consulte rappelé dans la loi 14 Dig. *De accus.* « Senatus censuit ne quis ob idem crimen pluribus legibus reus fieret ».

D'autre part, tant que le droit de punir appartenait aux consuls, leurs décisions purent être paralysées par l'*intercessio* des tribuns ou par la *provocatio ad populum*. Aussi

(1) Asc., in *Mil.*, p. 39.

(2) Cic., *ad. quint.*, II, 3. — (3) Cic., *ad. quint.*, III, 2.

il arriva fréquemment que le peuple, usant de ses droits souverains, révisa des jugements de condamnation, soit pour réhabiliter des condamnés dont l'innocence était reconnue, soit même pour condamner des individus précédemment acquittés. C'est ainsi que le peuple prononça la réhabilitation de Camille ⁽¹⁾, de Popilius ⁽²⁾, de Metellus ⁽³⁾, de Marius ⁽⁴⁾ et de Cicéron ⁽⁵⁾. Par contre, il condamna des vestales que les pontifes avaient précédemment acquittées ⁽⁶⁾. C'est ainsi encore que Cicéron se proposait de s'adresser au peuple, en sa qualité d'édile, si Verrès était acquitté : « Hanc ego causam cum agam beneficio populi romani de loco superiore, non vereor ne aut istum vis ulla ex populi romani suffragiis eripere aut a me ullum munus ædilitatis amplius aut gratius populo romano esse possit ⁽⁷⁾ ».

Pendant la troisième période à laquelle nous arrivons, le droit de punir appartient à l'empereur et à ses délégués. Toutefois les *quæstiones perpetuæ* survécurent quelque temps à l'avènement de l'Empire; elles ne disparurent complètement qu'à partir du second siècle de l'ère chrétienne.

Pendant cette troisième période le principe de l'autorité de la chose jugée, bien qu'il existât en droit, ne fut pas plus respecté en fait que pendant la seconde période. L'empereur s'arrogea en effet les mêmes droits que ceux que le peuple s'était arrogés sous la République, et il lui arriva en conséquence assez fréquemment de reviser des jugements de con-

(1) Tite-Live, V, 46. — (2) Cic., Brut., 128. — (3) Diodore, p. 36.

(4) Appien, I, 70. — (5) Plut., in Cic., 33. — (6) Tite-Live, XVIII, 5 et sq. — (7) In Ver., II, 5.

damnation, soit en faveur d'un condamné, soit au préjudice d'un acquitté.

Ayant ainsi vu comment le principe de l'autorité de la chose jugée était appliqué à Rome en matière criminelle, nous allons rechercher comment il l'était dans notre ancien droit.

En matière criminelle, de même qu'en matière civile, notre ancien droit a emprunté au droit romain le principe de l'autorité de la chose jugée ainsi que les règles qu'il a suivies dans l'application de ce principe. Toutefois, ces règles ne furent réellement appliquées qu'à partir du xvi^e siècle, bien que le principe de l'autorité de la chose jugée en matière pénale fût connu bien avant. Beaumanoir en parle en effet. Nous trouvons même le principe de l'autorité de la chose jugée en matière criminelle formulé dans deux capitulaires de la collection de *Benedictus Levita*. Quoi qu'il en soit, le principe de l'autorité de la chose jugée fut reconnu d'une façon certaine en matière criminelle à partir du xvi^e siècle. Toutefois, ici encore, comme en droit romain, si le principe fut reconnu en droit, il fut fort mal appliqué dans la pratique. Les jugements de plus ample informé, d'une part, et, d'autre part, le droit que s'arrogèrent les rois et parfois même les Parlements ⁽¹⁾, de reviser les procès, supprimèrent à peu près complètement en fait l'application de l'autorité de la chose jugée en matière pénale.

Tout ce que nous avons dit jusqu'ici prouve bien que l'au-

(1) Nous en avons la preuve par Jousse et Ayrault.

torité de la chose jugée n'était considérée, ni en droit romain, ni dans notre ancien droit, comme essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière pénale. Il en est encore de même, à notre avis, dans notre législation actuelle. Le Code d'instruction criminelle ne parle, en effet, nulle part, de l'autorité de la chose jugée. Il se contente de décider que : « Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait » (art. 360), ce qui n'est que l'une des applications de l'autorité de la chose jugée. Cette disposition peut d'ailleurs s'expliquer aussi bien par une idée de faveur et de ménagement pour le prévenu acquitté que par l'idée de l'autorité de la chose jugée. Il en est de même, à notre avis, de l'art. 246, qui décide que le prévenu à l'égard duquel la Cour d'appel aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la Cour d'assises ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges. Nous ajouterons que si notre législation criminelle reconnaissait réellement que l'autorité de la chose jugée est essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière pénale, les art. 246 et 360 deviendraient des textes absolument inutiles. Nous croyons donc avoir démontré par les traditions historiques et par les textes, que l'autorité de la chose jugée n'est pas essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière pénale, comme elle l'est en matière civile. Nous croyons pouvoir démontrer également que cette solution est conforme à la raison.

Nous avons dit plus haut que tout jugement rendu en matière civile a pour but de trancher un différend survenu

entre deux personnes et constitue en réalité un véritable arbitrage, et que c'est là ce qui explique le caractère essentiel et nécessaire de l'autorité de la chose jugée en matière civile. Eh bien, il n'en est plus de même en matière pénale. Tout jugement rendu en matière pénale a, en effet, pour but immédiat, non pas de trancher un différend survenu entre deux personnes, mais de faire respecter la loi, de punir le coupable et d'intimider ceux qui seraient tentés de l'imiter. Il en résulte qu'à la différence de ce qui a lieu en matière civile, la transaction n'est pas admise en matière pénale. Il en résulte encore que, lors même que la victime du délit commis ne se plaindrait pas, le coupable n'en serait pas moins jugé, parce que tout fait contraire à la loi pénale doit être puni. Il en résulte enfin, à notre avis, que si le juge s'est trompé en condamnant à tort un innocent ou en acquittant un coupable, le procès devrait logiquement être repris puisque le but visé par la loi pénale : la punition du coupable, n'a pas été atteint. Notre législation n'admet pas, à tort à notre avis, qu'un coupable acquitté puisse être jugé à nouveau, mais du moins elle permet de reviser le procès de ceux qui ont été injustement condamnés et, en le permettant, elle ne va pas à l'encontre de la règle de l'autorité de la chose jugée puisque, comme nous nous sommes efforcés de le démontrer, la règle de l'autorité de la chose jugée ne reçoit sa pleine et entière application qu'en matière civile. Telle est la solution à laquelle nous croyons devoir nous arrêter.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'HISTOIRE DE LA REVISION

La découverte d'une erreur judiciaire a, de tout temps, vivement préoccupé les esprits et éveillé les protestations de la conscience.

On s'est toujours apitoyé sur le sort du malheureux qui, accusé d'un crime dont il n'est pas l'auteur, se voit arraché à son foyer et déshonoré aux yeux du monde, aussi est-il peu de législations qui n'aient reconnu la nécessité d'organiser en matière pénale des modes exceptionnels de réformation afin de constater et de réparer les erreurs judiciaires. C'est ce que nous avons déjà vu en examinant comment la règle de l'autorité de la chose jugée était appliquée en matière pénale, à Rome et dans notre ancien droit.

Nous diviserons l'histoire de la revision en cinq chapitres, savoir :

- 1° De la revision en droit romain.
- 2° De la revision dans notre ancien droit.

3° De la revision dans le droit intermédiaire.

4° Du système organisé par le Code d'instruction criminelle.

5° De la loi de 1867.

CHAPITRE PREMIER

De la revision en droit romain.

Le droit romain n'organisa pas un véritable système de revision des procès criminels, ayant pour but de rétracter les jugements de condamnation dans tous les cas où il apparaissait d'une façon évidente qu'une erreur judiciaire a été commise.

Mais, s'il n'exista pas à Rome une revision des procès criminels au sens propre du mot, il exista, du moins, certaines institutions qui permirent d'éviter jusqu'à un certain point les erreurs judiciaires et qui tinrent lieu en réalité de revision. Ces institutions qui sont de véritables voies de recours contre les condamnations pénales sont : la *provocatio ad populum*, l'*intercessio* et l'*appel*.

Mais, avant d'étudier ces trois voies de recours, il nous paraît nécessaire d'indiquer rapidement en quoi consistait le droit criminel des Romains.

Le droit pénal, à Rome, comme dans toutes les sociétés primitives, a eu tout d'abord pour fondement la vengeance privée. Toutefois, ce système qui ne faisait des crimes et des

délits qu'une affaire d'ordre purement privée commença à se modifier d'assez bonne heure.

Déjà, à l'époque de la loi des XII Tables, les Romains reconnaissent que certains crimes nuisent au peuple tout entier et doivent par conséquent être réprimés au nom de l'État. Toutefois, l'ancien système ne disparut jamais complètement. De là la distinction des délits en deux catégories : les *delicta privata* qui sont jugés par le magistrat chargé de la juridiction, dans la forme des procès civils, et qui aboutissent à une condamnation pécuniaire; et les *delicta publica* qui donnent lieu à une procédure toute différente de la procédure civile et qui ont pour résultat d'infliger au condamné une peine.

Les *delicta privata* étaient au nombre de quatre, savoir : le *furtum*, la *rapina*, le *damnum*, et l'*injuria*.

Quant aux *delicta publica*, ils rentrent jusqu'au VII^e siècle de la fondation de Rome dans deux catégories : le *parricidium* ou attentat contre la vie humaine, et le crime de *perduellio* ou attentat contre la sûreté de l'État. A partir du VII^e siècle, le nombre des *delicta publica* augmente; ils peuvent se grouper alors en deux catégories : les crimes ayant un caractère politique et les crimes de droit commun.

Les crimes ayant un caractère politique sont :

1^o L'ancien crime de *perduellio*, qui reste en vigueur jusqu'à la fin de la République.

2^o Le *crimen majestatis minutæ*, qui comprend toute entreprise susceptible de porter atteinte à la grandeur et à la majesté du peuple romain ou de ses représentants légaux, et

qui fut étendu par Auguste aux attaques, même verbales, dirigées contre la personne de l'empereur.

3° Le *crimen repetundarum*, qui comprenait tout abus de pouvoir d'un magistrat romain commis dans son intérêt personnel.

4° Le crime de *peculat*, concernant le détournement et la soustraction des deniers publics ou des biens affectés au culte.

5° Le *crimen ambitus*, ou crime de corruption électorale.

Quant aux crimes de droit commun, ce sont :

1° L'homicide.

2° Le crime de violence.

3° Le crime de faux.

4° Le crime de *plagio*, relatif à la vente, à la séquestration, à l'enlèvement d'un homme libre, d'un esclave.

5° Les attentats contre les bonnes mœurs.

Ainsi donc, il existait dans le droit romain deux sortes de délits : les délits privés et les délits publics.

Nous ne nous attarderons pas sur les délits privés; ils donnent lieu en effet à de véritables procès civils et, en conséquence, sont jugés par les magistrats ordinaires, dans les formes de la procédure civile. Enfin l'effet de la sentence peut être neutralisé, soit par l'*intercessio* de la *par majorve potestas*, soit par la *revocatio in duplum* (action en nullité dirigée contre le jugement par laquelle l'appelant se bornait à se défendre contre l'action *judicati* en niant la sentence, *infitiatio*, soit enfin par l'*in integrum restitutio* (annulation de la sentence par le préteur, en vertu de son *imperium*,

le magistrat remettant les parties dans la situation où elles se trouvaient avant le jugement). C'étaient là, en effet, les trois modes de recours admis contre les jugements rendus au civil.

Ceci dit relativement aux délits privés, passons aux délits publics. Ce sont eux qui font réellement l'objet du droit pénal romain.

Les voies de recours contre les condamnations pénales sont, comme nous l'avons déjà dit, au nombre de trois : la *provocatio ad populum*, l'*intercessio* et l'*appel*. Nous allons étudier chacun de ces trois modes de recours.

1° De la *provocatio ad populum*.

La *provocatio ad populum* était une voie de recours par laquelle un individu, condamné par le magistrat chargé de statuer en matière pénale, en appelait au peuple du jugement rendu afin de faire réformer la sentence de condamnation.

Quelle était au juste la nature de la procédure de la *provocatio ad populum*? Cette procédure était-elle une procédure d'appel, la sentence du magistrat étant valable par elle-même sauf confirmation par les comices; ou bien, au contraire, le rôle du magistrat consistait-il simplement à proposer au peuple une condamnation qui en réalité émanait de ce dernier? Les avis sont très partagés sur cette question. L'opinion d'après laquelle la *provocatio ad populum* ne constitue qu'une voie de recours contre un jugement qui, en réalité, émane du magistrat, véritable juge en matière

pénale, a été soutenue notamment par Eisenlohr⁽¹⁾. L'autre opinion d'après laquelle le jugement de condamnation émanerait en réalité du peuple a été soutenue, notamment par Rubino ⁽²⁾. D'après cet auteur le rôle du magistrat serait uniquement celui de nos chambres des mises en accusation.

L'opinion soutenue par Eisenlohr nous paraît la plus logique. Nous verrons en effet plus loin que la *provocatio ad populum* n'était permise que contre certaines condamnations, c'est donc que ces condamnations prononcées par le magistrat émanaient réellement de lui. Il semble, d'autre part, résulter des textes latins que nous possédons sur la *provocatio*, que le droit de punir appartenait en réalité aux magistrats ⁽³⁾.

La *provocatio ad populum* existait-elle déjà pendant la période royale, ou n'a-t-elle fait son apparition qu'avec la République? Il semble, au premier abord, que la nature même du pouvoir royal s'opposât à toute intervention du peuple. Le pouvoir royal était en effet absolu. Le roi nommait les juges comme il choisissait les officiers de son armée, et les tribunaux rendaient la justice en son nom. Dans ces conditions, il semble difficile d'admettre que la *provocatio* pût exister du temps de la royauté. Et cependant l'existence de la *provocatio* du temps de la royauté est affirmée par plusieurs textes. C'est ainsi que Cicéron

(1) *Die provocatio ad pop.*, p. 6 et s.

(2) *Untersuch.*, p. 445, n° 2.

(3) Voir notamment Tite-Live, I, 26 et Valère Maxime, VII, 1, 1. Ces deux textes sont relatifs au procès d'Horace.

dit : « Provocationem etiam a regibus fuisse declarant pontifici libri, significant nostri etiam augurales ⁽¹⁾ ». De même Sénèque « Aeque notat Cicero provocationem etiam a regibus fuisse ⁽²⁾ ». De même enfin Tite-Live ⁽³⁾.

Il semble donc impossible de nier que la *provocatio ad populum* existât déjà du temps de la royauté. Mais du moins il faut, à notre avis, restreindre, pendant cette période du droit romain, la *provocatio* aux procès criminels. Peut-être même faut-il restreindre son champ d'application aux délits militaires commis sous les armes. C'est du moins l'opinion d'Ihering qui explique ainsi l'existence de la *provocatio* dans le célèbre procès d'Horace relaté par Tite-Live. Niebuhr a cru voir dans ce droit de *provocatio* pendant la période royale un privilège réservé aux patriciens ⁽⁴⁾. Mais cette opinion de Niebuhr semble contredite par un texte de Cicéron qui admet : « provocationem omnium rerum ⁽⁵⁾ », et duquel il semble résulter que la *provocatio* ne fut pas accordée *ratione personarum* mais *ratione rerum* ⁽⁶⁾.

Il nous reste à expliquer comment l'existence de la *provocatio* pouvait se concilier avec l'absolutisme du pouvoir royal. L'explication qu'on peut en donner, c'est que, au début du moins, la *provocatio* ne pouvait avoir lieu que contre les jugements de condamnation prononcés par des délégués du roi et non contre ceux prononcés par le roi lui-même. On fait obser-

(1) *De republica*, II, 31. — (2) Sénèque, *Epistola*, 108.

(3) Procès d'Horace, I, 26. — (4) *Römische Geschishte*, I, 357.

(5) Cicéron, *De republica*, I, 40. — (6) Geib., 155.

ver en ce sens que, d'après Tite-Live, Horace en avait appelé au peuple d'un jugement rendu, non par le roi Tullus lui-même, mais par les duumvirs institués par le roi ⁽¹⁾. Ajoutons qu'il se peut fort bien que, dans les derniers temps de la royauté, il ait été admis à titre de concession gracieuse faite à l'opinion publique qu'on pourrait avoir recours à la *provocatio*, même contre les décisions du roi; mais la faculté de *provocare* n'a dû être qu'une faveur accordée par la royauté et non un droit arraché au pouvoir royal.

Nous n'insisterons pas davantage sur l'histoire de la *provocatio* pendant la royauté et nous passerons immédiatement aux lois *Valeriæ de provocatione* qui constituent les premiers documents certains que nous possédions sur l'existence de la *provocatio*. La première loi *Valeria de provocatione* date du début même de la République (an 245 de Rome). Cette loi accorda le droit de *provocatio* contre toute sentence capitale rendue par le magistrat. Toutefois la *provocatio* ne s'étendait pas au delà du *pomerium*; l'*imperium* consulaire demeurerait illimité hors de Rome. Ajoutons que le dictateur n'était pas soumis à la *provocatio* et qu'il en fut de même des jugements rendus par les decemvirs.

La loi *Valeria* rendue en l'an 245 de Rome fut confirmée par deux autres lois *Valeriæ* rendues en l'an 305 et en l'an 454 de Rome, par la loi des XII Tables, par les trois *leges Porciæ* et par une loi *Sempronia*. Ces confirmations succes-

(1) Mommsen, *Rôm.*, *Staatsrecht*, II, 9.

sives de la *provocatio* semblent prouver que ce ne fut pas sans résistance que les consuls acceptèrent l'intervention du peuple.

La *provocatio* existait pour tous les citoyens, mais uniquement pour eux. Ce privilège n'appartenait ni aux étrangers, ni aux esclaves, ni aux fils de famille.

La *provocatio* ne fut établie par la première loi *Valeria* qu'en matière capitale et pour les peines corporelles. C'est ce qui semble résulter des deux textes suivants :

« Ne quis magistratus civem romanum adversus provocationem necaret nec verberaret ⁽¹⁾ ».

« *Valeria* lex, quum eum qui provocasset, virgis cædi, scenisque necari vetuisset ⁽²⁾ ».

Il est vrai que Denys d'Halicarnasse déclare que la *provocatio* était, dès la première loi *Valeria*, possible contre les jugements prononçant de simples amendes ⁽³⁾. Mais cette opinion n'a pas triomphé. Il est admis que ce n'est que plus tard que la *provocatio* fut permise contre les condamnations pécuniaires.

Il nous reste à examiner par qui et comment était dirigée la procédure de la *provocatio*.

La *provocatio* était portée devant les comices par centuries, en matière capitale, du moins à partir de la loi des XII Tables. La procédure était dirigée, non par le consul lui-même, mais par ses représentants : les *quæstores parricidii* ou les *duumviri perduellionis*, suivant qu'il s'agissait

(1) Cicéron, *De Republica*, II, 31. — (2) Tite-Live, X, 9.

(3) Denys d'Halicarnasse, V, 19.

d'un crime de droit commun ou d'un crime politique.

Ce n'était pas seulement contre les sentences des consuls, mais aussi contre celles des tribuns, que la *provocatio* était possible.

A l'origine, lorsque la *provocatio* était dirigée contre un jugement de condamnation émanant d'un tribun, l'appel était porté devant les tribus, car les tribuns n'avaient pas alors le droit de convoquer les centuries. Ce n'est qu'à partir de la loi des XII Tables, peut-être même plus tard, que les tribuns purent convoquer les comices par centuries.

La *provocatio* pouvait être également dirigée devant les tribus par l'édile plébéien, par l'édile curule et par le grand pontife, contre les peines édictées par eux.

La *provocatio ad populum* perdit beaucoup de son importance lorsque furent instituées les *quæstiones perpetuæ*, tribunaux dont les sentences étaient sans appel.

Telle fut l'institution de la *provocatio ad populum*. C'est grâce à cette institution que de nombreux condamnés furent réhabilités, ainsi que nous l'avons déjà vu en étudiant les restrictions apportées par le droit romain à l'autorité de la chose jugée en matière pénale.

2° De l'*intercessio*.

L'*intercessio* était le droit accordé à tout magistrat romain de paralyser les actes de son collègue ou de son inférieur.

L'*intercessio* n'apparut que sous la République. Elle ne pouvait pas en effet exister pendant la période royale, puis-

que tous les pouvoirs se concentraient alors dans la main du roi. Il semble même résulter des explications de Tite-Live relatives à l'origine de l'*intercessio*, que cette voie de recours n'apparut qu'avec le tribunat. Toutefois cette opinion est rejetée par Mommsen qui pense que Tite-Live s'est laissé dominer par cette circonstance que ce furent les tribuns qui se servirent le plus souvent de l'*intercessio* et qui donnèrent à cette institution son plus grand développement. Le tribun pouvait en effet avoir recours à l'*intercessio* contre les décisions de tous les magistrats, celles du dictateur toutefois exceptées.

L'*intercessio* servait de voie de recours contre les jugements de condamnation émanés des magistrats du peuple romain, aussi bien que contre les autres décrets de ces magistrats. Toutefois, pour que l'*intercessio* pût avoir lieu, il fallait que le citoyen qui se prétendait injustement lésé par la décision du magistrat adressât une plainte entre les mains d'un magistrat ayant le droit d'*intercessio*, et que cette plainte fût motivée par des raisons graves et sérieuses. Il fallait, en outre, que cette plainte émanât d'un citoyen romain et qu'elle eût lieu à Rome ou dans un mille de Rome.

Ajoutons que l'*intercessio* ne pouvait pas avoir lieu contre les jugements des *quæstiones perpetuæ*.

3° De l'appel.

L'appel n'a fait son apparition en droit romain qu'avec l'Empire. Au début de l'Empire, l'empereur était seul juge

d'appel ; mais il délégua bientôt sa juridiction aux préfets de la capitale et, à titre extraordinaire, à d'autres personnages.

Plus tard, les juridictions se hiérarchisèrent et il s'établit alors toute une série d'appels aboutissant à l'empereur, juge d'appel suprême. On pouvait toujours recourir à l'empereur pour faire annuler les jugements de condamnation rendus par ses délégués. Les sentences de condamnation du préfet du prétoire elles-mêmes qui n'étaient pas susceptibles d'appel, parce qu'elles étaient rendues au nom de l'empereur, pouvaient être cependant annulées par lui lorsque le condamné lui adressait une *supplicatio* ⁽¹⁾. Cette revision pouvait même émaner de son successeur opérant la rétractation de la sentence précédemment rendue par son tribunal. Il arriva ainsi fréquemment à l'empereur de reviser des condamnations sans autre règle que son bon plaisir.

La revision des procès criminels pouvait donc toujours être obtenue sous l'Empire, sans aucune autre restriction que la volonté de l'empereur.

(1) Lois ; 1 c, *De sententiis præfectorum prætorio* ; 5 c, *De precibus imperatori offerendis* ; Novelle, 119.

CHAPITRE II

De la revision dans notre ancien droit.

Nous avons, dans le chapitre précédent, indiqué par quels moyens on pouvait, à Rome, obtenir la revision des procès en matière pénale. Nous allons maintenant rechercher quels étaient, dans notre ancien droit, les moyens employés pour arriver au même résultat. Mais, avant d'aborder ce sujet, il nous faut faire deux observations préliminaires.

1^{re} observation. — Jusqu'en 1667, les voies de recours contre l'erreur judiciaire ont été les mêmes en matière criminelle et en matière civile.

2^e observation. — Jusqu'en 1670, la revision ne se distinguait pas nettement de l'appel. La distinction entre les voies de recours ordinaires et les voies de recours extraordinaires est alors inconnue, de même que la distinction entre les voies de recours pour erreur de fait et les voies de recours pour erreur de droit. L'ordonnance de 1670 en créant la revision proprement dite fit disparaître cette confusion.

Ces observations préliminaires faites, nous allons aborder l'étude des voies de recours dans notre ancien droit.

Nous ne nous arrêterons pas sur le droit gaulois. Nous n'avons, en effet, sur cette période du droit, que des renseignements très insuffisants. On a parlé, à la vérité, d'un parlement druidique, en appliquant à cette époque des expressions qui ne furent usitées que bien plus tard, et on a prétendu que cette assemblée constituait une véritable juridiction d'appel ⁽¹⁾. Mais cette assertion est loin d'être justifiée. Elle a été repoussée par des auteurs considérables, notamment par M. Roget de Belloguet dans son *Ethnogénie gauloise* ⁽²⁾.

Nous ne nous arrêterons pas non plus sur le droit des Germains. La Germanie de Tacite ne contient rien en effet qui puisse faire supposer l'existence d'un tribunal d'appel chez les Germains. On a fait remarquer d'ailleurs que chez un peuple où les procès donnent lieu à la guerre privée ou au duel, une juridiction d'appel ne se conçoit pas.

On a encore dit que l'introduction des appels aurait été impossible chez les Germains, attendu que, « tant que les jugements émanaient du peuple, personne ne pouvait s'arroger le droit de connaître de la cause qui venait d'être terminée ⁽³⁾ ».

Aussi, sans plus nous attarder sur les origines lointaines de notre ancien droit, nous allons immédiatement passer à l'époque mérovingienne.

En France, dit un ancien jurisconsulte, « toutes les justices dépendent du roi, en ce qu'elles procèdent de lui et retour-

(1) Laferrière, *Histoire du droit français*, II, 166.

(2) *Ethnogénie gauloise*, III, 305, 416.

(3) Meyer, *Institutions judiciaires*.

nent à lui, ainsi que tous les fleuves ont leur source et leur chute en la mer ». Les Mérovingiens, les Carlovingiens et les Capétiens ont également possédé, en principe, sinon toujours en fait, la plénitude de l'autorité judiciaire. Ils ont été souverains justiciers et souverains législateurs. Il est vrai que pendant la période féodale les seigneurs exercèrent en fait le pouvoir judiciaire, mais cela vient de ce que, par suite d'une double usurpation, ils avaient décentralisé la justice en même temps que la souveraineté. La justice et la souveraineté restaient encore unies en leur personne. C'est en ce sens que les feudistes ont pu dire : Justice et fief ne sont qu'un. Mais le roi « souverain fiefieux » et suzerain universel, s'efforça dès le principe, de rattacher les justices seigneuriales à la justice royale et de rétablir les liens de subordination et de dépendance qu'avait laissés s'altérer le relâchement de l'autorité centrale⁽¹⁾. Ajoutons que c'est grâce à la théorie de l'appel que la royauté arriva à ce but.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que les rois eurent toujours, sauf toutefois en pleine féodalité, le droit de reviser les procès et de casser les jugements de condamnation.

Ceci dit, nous allons aborder l'étude des voies de recours contre les jugements de condamnation d'abord pendant la période barbare des Mérovingiens et des Carlovingiens (du v^e au x^e siècle), puis pendant la période féodale (du xi^e au xv^e siècle), et enfin pendant la période royale (de 1483 à 1789).

(1) Gasquet, *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, t. I, p. 237.

PREMIÈRE PÉRIODE

PÉRIODE BARBARE

(v^e au x^e siècle).

Avant de rechercher quelles étaient pendant cette période de notre ancien droit les voies de recours contre les jugements de condamnation nous allons examiner en quoi consistait alors le droit pénal.

L'invasion des barbares avait désagréé la Gaule romaine. Au Nord s'étaient établis les Francs ; à l'Est les Burgondes ; au Sud les Wisigoths.

Au moment où s'établirent en Gaule les royaumes barbares la seule législation qui existât alors consistait dans le droit romain.

Après la fondation des royaumes barbares les Gallo-romains conservèrent leurs lois nationales. Ce fait s'explique par les deux considérations suivantes :

1° Les rois barbares n'eurent jamais l'idée de supprimer l'ancien ordre de choses et ils se présentèrent de préférence aux yeux de leurs sujets Gallo-romains comme les continuateurs plutôt que comme les destructeurs de l'Empire romain.

2° Étant donné les notions de droit qu'avaient les Germains, on s'explique aisément que les conquérants aient respecté les lois nationales des Gallo-romains. Le droit des Germains reposait, en effet, sur la coutume. Or, aux yeux des barbares, les lois nationales des Gallo-romains étaient des

lois reposant sur la coutume et ils les respectèrent en cette qualité.

Les Gallo-romains conservèrent donc la jouissance de leurs lois nationales, en matière pénale aussi bien qu'en matière civile; mais, par contre, les Germains continuèrent à être régis par les coutumes germaniques. Dans le cours des temps cette situation se compliqua et, dès lors, fut nettement posé le principe de la personnalité des lois, c'est-à-dire qu'on laissait à chaque race d'hommes la jouissance de sa loi nationale. Ce système de la personnalité des lois subsista sous les Mérovingiens et sous les Carlovingiens.

Le droit romain en vigueur à cette époque était puisé dans le Code Théodosien et dans les *Institutes* de Gaïus. Les recueils étaient : la *lex romana Wisigothorum*, rédigée sous Alaric II en 506, et la *lex romana Burgundiorum*, rédigée aussi au commencement du VI^e siècle.

Quant aux coutumes germaniques, elles étaient contenues dans les *leges barbarorum*, recueils de lois rédigés du V^e au IX^e siècle sous l'autorité royale. Les *leges barbarorum* étaient, dans la plupart des cas, des rédactions officielles arrêtées par des commissions et soumises à l'acceptation du peuple.

Elles étaient loin de contenir l'ensemble du droit privé et du droit pénal. Les anciennes coutumes germaniques consistaient au début en des tarifs de compositions pécuniaires. Ces coutumes, lorsqu'elles furent rédigées, s'étaient déjà développées. Toutefois elles étaient encore loin de représenter de véritables codes et elles se rappro-

chaient plus ou moins du type primitif. Celle qui se rapprochait le plus de ce type primitif était la loi salique. Sur les 65 titres de la loi salique, il n'y en a guère que 5 ou 6 qui se rapportent au droit privé. La plupart des règles de la loi salique se rapportent à des tarifs de compositions pécuniaires, à la manière dont s'opère la composition et à divers autres sujets se rapportant au droit pénal.

Les autres lois barbares étaient : la loi des Francs ripuaires, la loi des Wisigoths et la loi des Burgondes.

Au milieu de ces lois si diverses, les capitulaires commencent une période d'unification en fondant une sorte de droit commun. Les capitulaires s'appliquaient en effet à tous les sujets du royaume, de par la volonté royale, tandis que les *leges* ne s'appliquaient qu'à certaines races d'hommes par suite du consentement des populations.

Parmi les capitulaires relatifs au droit pénal, les principaux sont : un capitulaire de Childebart de 595, un de Dagobert de 680, et plusieurs de Charlemagne.

Si, maintenant, nous recherchons quel était le système de pénalité admis pendant la période de notre ancien droit qui fait actuellement l'objet de notre étude, nous voyons que ce système était assez complexe.

Tout d'abord, par suite du système de la personnalité des lois, les Gallo-romains n'étaient pas soumis à la même législation pénale que les Germains. C'est ainsi que le meurtre commis par un Gallo-romain était puni d'une peine afflictive tandis que le meurtre commis par un Germain ne donnait lieu qu'à une composition pécuniaire, au début du moins.

Chez les peuples germaniques nous trouvons tout d'abord le système de la vengeance privée. Tout délit contre un particulier devient une cause de guerre privée entre la famille de l'offenseur et celle de l'offensé. C'est le droit de vengeance qu'on reconnaît à la victime. Puis nous trouvons le système de la composition pécuniaire. C'est ce qu'on appelle le *Wehrgeld*. La loi salique n'était guère qu'un tarif de compositions. Au début, si les parties ne parvenaient pas à s'entendre sur le montant de la composition pécuniaire, la vengeance privée reprenait ses droits. Puis l'usage de la composition pécuniaire se généralisa de plus en plus et passa à l'état de coutume. Enfin, le pouvoir public intervint en établissant dans la loi salique un tarif de compositions pécuniaires. Dès lors, le pouvoir social se fit payer aussi une certaine somme qu'on appela le *fredum*. L'importance de ce *fredum* était proportionnée à la puissance du chef qui l'imposait, c'est-à-dire aux garanties que son intervention apportait pour le maintien de la paix. Le *fredum* est l'origine de l'amende et des frais de justice qui sont restés confondus dans notre ancienne jurisprudence⁽¹⁾. Ainsi donc, on considère que le meurtre, par exemple, est une affaire privée qui donne lieu de la part du coupable au paiement d'une somme d'argent à la famille de la victime (*Wehrgeld*) et au paiement d'une amende au pouvoir social (*fredum*). Toutefois il y a des crimes qui peuvent nuire à l'ordre public ; ce sont les crimes contre l'État (trahison, désertion, intelligences avec l'ennemi), les attentats

(1) Laborde, *Cours de droit criminel*, p. 26.

contre le souverain et les outrages au culte national. Pour ces crimes sont établies de véritables peines : la peine de mort, par exemple.

Le rôle du pouvoir social, à mesure qu'il prendra de la force, sera d'augmenter le nombre des crimes et délits considérés comme nuisant à l'ordre public, et, quant à ceux qui restent encore considérés comme des délits privés, de défendre complètement la vengeance privée. Ce système devient très sensible sous Charlemagne et s'affirme de plus en plus sous la féodalité. A ce point de vue le *fredum* joua un rôle important dans la transformation des délits privés en délits publics en attribuant à une partie de la composition le caractère pénal. Au ix^e siècle, cette transformation est déjà opérée pour certains délits frappés d'une amende proprement dite de 60 sous d'or appelée Ban du roi, tels que l'incendie, le rapt, l'effusion du sang dans les églises⁽¹⁾.

Maintenant que nous savons en quoi consistait le droit pénal pendant la période barbare, nous allons rechercher quelles étaient les voies de recours contre les jugements de condamnation.

Notons tout d'abord qu'il ne pouvait y avoir lieu à aucune voie de recours contre l'application du Wehrgeld. Le Wehrgeld constituait en effet une véritable transaction et, en cette qualité, la condamnation était irrévocable. Ce que nous allons dire ne s'appliquera donc que dans les cas où une véritable peine avait été prononcée.

(1) Capitulaire de Charlemagne de 806 ; — Capitulaire de Louis le Débonnaire de 819 (Baluze, I, 447, 599).

Y avait-il, pendant la période mérovingienne, de véritables voies de recours contre les jugements? La question est vivement controversée. Heineccius admet l'existence des appels chez les Wisigoths, les Alamans et les Lombards⁽¹⁾. Savigny admet aussi les appels chez les Wisigoths, mais nie leur existence dans les lois germaniques. Rogge, s'appuyant sur la loi salique (LX, 4) et sur la loi des Alamands (XLI, 3) reconnaît bien que des instances régulières ne fonctionnaient pas chez les Francs, mais qu'on pouvait appeler de tout jugement rendu par les rachimbourgs (assesseurs des comtes et ducs mérovingiens). L'appel se faisait devant le tribunal de Dieu par le combat.

Quant à nous, nous pensons que l'appel pour mal jugé existait déjà sous les Mérovingiens, mais que le roi seul avait autorité pour en connaître. La constitution Clotarii de 560 (§ 6) attribue en effet au roi et, à son défaut, à l'évêque, le pouvoir de réformer ce qui aurait été mal jugé.

Passons maintenant à l'époque des Carlovingiens. Le roi continua à être seul juge d'appel, au moins jusqu'en 810. C'est ce qui semble résulter d'un capitulaire de 755 (c. 29), du quatrième capitulaire de 806 (§ 7), et enfin du deuxième capitulaire de 819 (§ 5). Mais à partir de 810, nous voyons apparaître quelques idées nouvelles. C'est ainsi que le cinquième capitulaire de 819 enjoint aux missi de réformer tout ce qu'ils peuvent réformer, sauf à en rendre compte à l'empereur. Ils n'enverront au tribunal

(1) Heineccius, *Elementa juris germanici*, III, § 289.

de l'empereur que ce qu'ils ne pourront pas réformer ⁽¹⁾. Nous en concluons que, dès lors, les missi devinrent juges d'appel. C'est d'ailleurs l'opinion de Laferrière ⁽²⁾ et de Louandre ⁽³⁾. En sens contraire : Meyer ⁽⁴⁾, Hulshoff ⁽⁵⁾.

La partie qui en appelait du jugement rendu devait le « blasphemare ⁽⁶⁾ ». La partie appelante devait vraisemblablement se présenter devant le missus ou devant le roi et prouver qu'elle avait été injustement condamnée. Si elle n'y parvenait pas, elle était condamnée à payer une amende. Si, au contraire, elle prouvait que le juge l'avait condamnée à tort, c'était le juge qui devait payer l'amende. Ajoutons que la preuve du mal jugé qui, d'après la procédure des *leges*, se faisait par le combat ou les épreuves, pouvait être administrée autrement devant le *placitum palatii*.

DEUXIÈME PÉRIODE

PÉRIODE FÉODALE

(XI^e au XV^e siècle).

Les sources du droit pénal pendant cette période sont les coutumes locales, le droit romain et le droit canonique.

Les coutumes locales prirent la place des *leges* à mesure que la fusion se fit entre les anciens Gallo-romains et les barbares.

(1) Fournier, *Essai sur l'histoire du droit d'appel*. — (2) Laferrière, II, 423-427. — (3) *Revue des Deux-Mondes*, 1879, 15 juill. (p. 435).

(4) Meyer, I, 450. — (5) Hulshoff, 60, 62.

(6) Deuxième capitulaire de 805, c. 8 (Walter, II).

Le droit romain de Justinien pénétra en France au début de cette période. — Quant au droit canonique ses dispositions étaient moins sévères que celles des coutumes. Aussi recherchait-on la qualité de clerc pour y être soumis. Les dispositions du droit canonique étaient appliquées pour la répression des crimes intéressant la foi, quelle que fût la qualité de l'accusé.

La transformation des délits privés en délits publics continue pendant la période féodale. Les délits graves furent dès lors punis de peines corporelles. Cette transformation des anciens délits privés en délits publics amena la disparition des compositions pécuniaires.

L'appel pour mal jugé qui existait déjà pendant la période précédente subsista pendant la période féodale, mais en subissant des modifications profondes. L'appel, au cours de cette période, se présenta successivement sous trois formes différentes, savoir : le faussement du jugement, l'amendement de jugement et la supplication. Les deux premières voies de recours que nous venons d'énumérer étaient invoquées devant les tribunaux seigneuriaux tandis que la troisième : la supplication, était adressée au roi lui-même.

Nous allons étudier successivement chacune de ces trois voies de recours.

1° Du faussement du jugement.

Le faussement du jugement ou appel de faux jugement s'attaquait à la sentence rendue par la Cour féodale. C'était

une prise à partie brutale du plaideur contre les pairs qui le jugeaient, une sorte de cassation barbare dont l'origine se trouve certainement dans les coutumes germaniques⁽¹⁾. Avant d'entrer dans les détails de la procédure du faussement du jugement, nous allons commencer par indiquer sommairement en quoi consistait ce mode de recours.

Le faussement du jugement consistait en ce que, au moment où les juges émettaient leur avis, l'inculpé qui se considérait comme étant injustement condamné déclarait le jugement faux et mauvais et, en conséquence, provoquait tous les juges ou l'un d'eux au duel judiciaire en jetant son gage de bataille⁽²⁾. Suivant le résultat du duel, le jugement était maintenu ou cassé et la partie qui succombait payait une amende ou, parfois même, subissait une peine cruelle⁽³⁾.

Le faussement du jugement n'existait qu'en faveur des gentilshommes. Eux seuls en effet étaient jugés par leurs pairs. Cette voie de recours ne pouvait donc être exercée ni par les hommes de poeste, ni à plus forte raison par les serfs « Vileins ne puet fausser le jugement son seignor ne de ses homes, s'il n'est garniz de loi privée, par quoi il le puisse fere ⁽⁴⁾ ».

Le faussement du jugement avait lieu devant la Cour du suzerain immédiatement supérieure à celle qui avait rendu

(1) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*.

(2) Beaumanoir, LXI, 45. — *Établissement de Saint-Louis*, I, 81. — De Fontaines, ch. XXII. — *Livre de Jost. et de Plet.*, I, XX, tit. XVI.

(3) Beaumanoir, LXVII, 7, 8, 9.

(4) De Fontaines, XXII, 3.

le jugement attaqué⁽¹⁾. Il ne fallait pas en effet que la même Cour fût à la fois juge et partie. Cependant lorsque le seigneur justicier avait encore des hommes en nombre suffisant qui n'avaient pas siégé dans la première instance, l'appel était débattu devant la première Cour⁽²⁾.

Ajoutons que les jugements rendus par la Cour du roi ne pouvaient pas être faussés. Cette Cour était en effet souveraine⁽³⁾.

Le duel ne joue dans la procédure du faussement du jugement que le rôle de preuve. Il est donc faux de dire, comme l'ont fait certains auteurs⁽⁴⁾, que cette procédure constituait plutôt une provocation au duel qu'un véritable appel. Le faussement du jugement réunit tous les éléments d'un véritable appel. Nous y trouvons en effet, comme l'a fait remarquer Fournier dans son *Essai sur l'histoire du droit d'appel*, un premier jugement : celui qui est faussé, et un tribunal supérieur : celui qui est juge du combat, celui à qui il faut remettre les gages de bataille, celui qui prononce après le résultat du duel.

Le faussement du jugement pouvait se présenter sous deux formes différentes. Il y avait ou bien faussement de la Cour, ou bien faussement du jugement. Nous allons nous occuper successivement de chacune de ces deux formes de faussement.

(1) Beaumanoir, LXI, 65.

(2) *Ibid.*, LXVII, 8.

(3) Pierre de Fontaines, XXII, 21, 22.

(4) Schœffner, III, 556 et Warkoenig, III, 238.

Les textes les plus anciens ne nous parlent que d'une seule manière de fausser les jugemens, savoir : le faussement de la Cour.

« Si aucun vient en la haute court et dit que la court est fausse, on que elle a fait faus jugemens, tous céaus de la court l'en doivent desmentir et tendre lor gages encontre lui devant le seignor et se il tent le sien et le seignor le receit après ce n'i peut avoir fin ni merci, la bataille deit estre telle qu'il se deit combatre à tous céaus de la court l'un après l'autre se il tant dure ⁽¹⁾ ».

Ainsi donc celui qui fausse la cour doit combattre tous les juges qui la composent. Cette manière de combattre les jugemens était usitée non seulement en Palestine, ainsi que le prouve le texte précédemment cité, mais l'était également en France, ainsi que le prouve le texte suivant : « Quant aucuns apele de faus jugement et il atent tant que li jugemens est prononcies et que tuit li home se sunt acordé au jugement ; et li apelères dist après que li jugemens est fax et malvès, et por tel le fera en le cort de chix ou droit le menrra en tel manière d'apel, il converroit qu'il se combatist toz seus encontre toz les homes, se tuit li home offroient le jugement à fere pour bon ⁽²⁾ ».

Primitivement, la procédure féodale ne faisait aucune distinction dans la manière de fausser les jugemens. Elle donnait toujours lieu au duel judiciaire. Mais peu à peu, on

(1) *Assises de la haute cour*, Navarre, c. 87 (I, 561), et Ibelin, c. 110 (I, 179).

(2) Beaumanoir, LXI, 45.

chercha à éviter les dangers du duel judiciaire en permettant d'attaquer les jugements d'une autre façon et de là vint la distinction entre le faussement avec vilain cas et le faussement sans vilain cas.

Nous trouvons cette distinction dans Beaumanoir : « Par ce qui est dit dessus pot-on véoir qu'il sunt deus manières de jugemens fausser desqueles li uns des apiax se doit demener par gages, quand on ajoute aveques l'apel vilain cas ; l'autre se doit demener par erremens sor quoi li jugemens fu fes ⁽¹⁾ ».

Il y avait vilain cas quand on joignait à son appel des paroles injurieuses pour le juge ou la Cour que l'on attaquait telles que : « Vos avez fet le jugemens faus et malvès comme malvès que vous êtes ».

Il n'y avait pas vilain cas si l'on disait simplement : « Cis jugement est faux et malvès et requier l'amendement de le cort de mon seignor ».

L'appelant pouvait choisir librement entre ces deux manières de procéder.

Telles étaient les manières de procéder lorsque l'on voulait fausser la Cour entière. Il nous faut maintenant indiquer en quoi consistait le faussement du juge.

Ce nouveau mode de faussement existait du temps de Beaumanoir. « Il y a certaine voie de sagement apeler, car en tele manière, porroit-on apeler qu'il se converroit combatre toz seus à toz les homes qui aroient fet le jugement... Et qui sagement apele, il ne convient qu'il se combatte qu'à un tant solement ⁽²⁾ ».

(1) Beaumanoir, LXVII, 8.

(2) *Ibid.*, LXI, 44.

Cette nouvelle procédure consistait en ce que l'appelant faussait l'opinion de chaque juge à mesure qu'il l'émettait, en sorte que l'appelant n'avait à combattre qu'un seul juge et non plus la Cour tout entière.

La condition essentielle pour profiter du bénéfice qu'on pouvait ainsi acquérir était d'appeler sagement, ainsi que le dit Beaumanoir. Or celui qui agit sagement doit, au moment où il voit les juges « appareillies de jugier » s'adresser au seigneur et lui demander de faire d'abord prononcer un de ses hommes. Le seigneur l'accorde et, aussitôt que le juge a prononcé, le fausseur formule son appel.

Vers le commencement du XII^e siècle, on commença à distinguer dans le faussement du juge s'il y avait ou non vilain cas et on n'exigea plus le duel judiciaire que s'il y avait vilain cas.

A partir du XIII^e siècle, la procédure du faussement se transforma. Le duel judiciaire disparut dans le cas où on en appelait des jugements des baillis seigneuriaux ou royaux.

En effet, le principe de la pairie n'étant pas appliqué dans les assises des baillis, là où on ne jugeait pas « par hommes », l'appel de faux jugement, tel que nous l'avons décrit plus haut, devait disparaître, et c'est bien ce qui eut lieu ainsi que nous l'apprend Beaumanoir. « Et il a grant différence entre les apiax qui sont fet des jugemens des baillis et les apiax qui sont fet des jugemens des homes. Car, s'on apèle des jugemens as baillix en le court où il jugent, il ne font pas lor jugement bon par gages de bataille, ainçois sont porté

li errement du plet sor quoi li jugemens fu fes en le court du segneur souverain..... Et ainsi n'est-il pas de cix qui apèlent du jugement que li home font, car li apiax est demenés par gages de bataille ⁽¹⁾ ».

Ce texte de Beaumanoir est confirmé par les *Établissements de Saint-Louis* : « Si aucuns viaut fausser jugement en pais là où fausemenz de jugement afiert, il n'i avra point de bataille, mais li clains et li respons et li autre errement dou plait seront raporté en nostre cort; et selonc les errementz dou plet, l'en fera tenir ou dépecier le jugement. Et cil qui sera trovez en son tort l'amandera par la costume de la terre ⁽²⁾ ».

Ces deux textes établissent d'une façon évidente la transformation de l'appel par fausement de jugement au XIII^e siècle. Ils ne font d'ailleurs que rappeler l'ordonnance de 1260 qui remplaça dans les pays d'obéissance au roi le duel judiciaire par la preuve par témoins. « Si aucun veut fausser jugement en pais où il appartient que jugement soit faussé, il n'y aura point de bataille, mes les claines et les respons et les autres destrains de plet seront apportés en notre court et jugé selon les errements du plet ⁽³⁾ ».

Dans les justices royales on établit, dès avant l'ordonnance de 1260, qu'on pourrait toujours appeler de l'inférieur au supérieur « du prévôt au bailli, du bailli au roi, ès cors là u prévot et bailli jugent ⁽⁴⁾ ». C'était donc parfois une triple instance.

(1) Beaumanoir, I, 14. — (2) *Établissements de Saint-Louis*, I, 7.

(3) Ordonnance de 1260, § 8. — (4) Beaumanoir, LXI, 65, 66.

L'appel se modelait ainsi peu à peu d'après les principes du droit romain. Il ne faisait pas d'ailleurs les mêmes progrès dans les justices des seigneurs que dans les justices royales. Même après l'ordonnance de 1260 on suivait ordinairement dans les cours féodales l'ancienne forme de procéder. Cependant, là même, la procédure selon « l'établissement le roi » gagnait du terrain.

Nous arrivons ainsi à l'amendement de jugement, la seconde des formes que revêtit l'appel au cours de la période féodale.

2° De l'amendement de jugement.

La procédure de l'amendement de jugement ressemblait à celle du faussement dans son dernier état. Vraisemblablement cette procédure était appliquée avant la suppression du duel judiciaire dans le domaine royal aux bourgeois et aux roturiers qui ne pouvaient pas avoir recours au duel judiciaire. On pouvait toujours recourir au roi dans le plaid qu'il tenait lui-même afin d'obtenir la réformation des sentences rendues par ses officiers.

L'amendement de jugement usité à partir du ^{xiii}e siècle devant les tribunaux seigneuriaux eut principalement pour but d'éviter le combat judiciaire. Ce fut la nouvelle procédure employée dans les cours féodales qui suivirent les principes posés dans les ordonnances et les Établissements ⁽¹⁾.

(1) Fournier, *Essai sur l'histoire du droit d'appel*, p. 206.

3° De la supplication.

Le faussement de jugement présentait un grave inconvénient, il contenait toujours une injure pour celui auquel il s'adressait. « Apiaux contient félonie et iniquité », disent les *Établissements de saint Louis* ⁽¹⁾. Il en résultait que celui qui voulait fausser la sentence de la Cour de son seigneur devait commencer par se dégager envers lui des liens de l'hommage. Cette procédure ne pouvait pas être employée contre les officiers royaux. Aussi fallût-il trouver pour ce cas un autre moyen de recours et ce moyen fut la supplication.

La supplication fut donc tout d'abord employée devant les officiers royaux de la Cour du roi. Mais elle se spécialisa surtout pour les recours adressés au roi lui-même ⁽²⁾.

Il n'y avait pas entre la supplication et l'amendement de bien grande différence. La seule différence qui existait entre ces deux modes de recours, c'est que la supplication était employée devant le roi tandis que l'amendement l'était devant les cours féodales.

Il existait au contraire une différence réelle entre la supplication et l'appel de faux jugement, ce dernier mode de recours signifiant à cette époque appel par gages de bataille, tandis qu'il en était tout autrement de la supplication.

(1) *Établissements de saint Louis*, II, 16.

(2) Fournier, *Essai sur l'histoire du droit d'appel*, p. 205.

Ajoutons que, dans sa requête au souverain, le demandeur devait indiquer l'objet du litige, la sentence faussée, la date du jugement et le motif qui poussait à appeler. « L'on doit dire la cause resonable par quoi li jugement est mauvès ⁽¹⁾ ».

Avec l'apparition de cette nouvelle voie de recours : la supplication, commence l'intervention efficace du pouvoir royal dans l'œuvre judiciaire. Le premier acte de cette intervention fut la création par Philippe Auguste en 1190 des baillis dont la mission était d'aller, au nom du roi, surveiller dans les provinces l'administration de la justice. Au nombre de leurs attributions il faut citer le droit qu'ils avaient de casser et de réformer certains jugements. Ils étaient supérieurs aux prévôts et formaient avec eux les premiers éléments d'une hiérarchie au sommet de laquelle se trouvait le roi. C'est par eux que se généralisa l'usage des voies de recours. La coutume s'imposa de suivre pas à pas les degrés de juridiction ⁽²⁾.

En 1270, saint Louis abolit expressément dans les justices de son domaine la pratique du duel judiciaire et fit de son intervention une voie de recours régulière, non seulement dans l'étendue de ses domaines, mais même dans les domaines des autres seigneurs du royaume.

Ces progrès ne s'accomplirent pas toutefois sans soulever de vives résistances. Longtemps après les ordonnances de saint Louis le duel judiciaire continua à être pratiqué même

(1) Livre de Jostice, XX, 16, § 2.

(2) Péan, *l'Erreur judiciaire*, p. 171.

dans les justices royales. C'est ainsi que Philippe le Bel après avoir constaté que beaucoup de crimes sont restés impunis faute de preuve testimoniale décide que, il y aura lieu « à gages de bataille toutes les fois que le corps du délit sera certain, que le crime emportera peine de mort, qu'il ne pourra pas être prouvé par témoins et qu'il y aura contre celui qui en sera soupçonné présomption semblable à vérité ».

D'autre part les seigneurs employèrent tous les moyens possibles, même la violence, pour empêcher leurs vassaux d'en appeler à la justice royale des jugements rendus par eux ⁽¹⁾.

Toutefois cette résistance de la part des seigneurs s'éteignit peu à peu et la suprématie royale finit par être acceptée.

Mais cette extension des pouvoirs du roi nécessita une organisation judiciaire plus savante que celle existant alors et de là vint la création du Parlement. Le Parlement de Paris tira son origine de l'ancienne *curia regis*. Mais pour que la *curia regis* se transformât en Parlement, il fallut qu'elle acquît un personnel fixe, qu'elle se tint toujours dans le même lieu et qu'elle devînt permanente.

Au commencement du xiii^e siècle l'élément féodal de la *curia regis* se réduisit à un collège de 12 pairs (6 pairs laïques et 6 pairs ecclésiastiques). De plus, dans le cours du xii^e siècle, nous voyons apparaître dans la *curia regis* un

(1) Voir à cet égard les registres des Olim aux années 1281, 1293 et 1310.

noyau fixe formé des conseillers du roi. Ces conseillers ne figurèrent d'abord que comme auxiliaires et jouèrent, en général, au début, le rôle de rapporteurs. Plus tard un nouveau progrès s'accomplit. Il consista en ce que le roi dressa à l'avance pour chacune des sessions de la Cour royale une liste des juges qui devaient y siéger. Or, le roi choisissait ces juges parmi ceux qui étaient les plus aptes à remplir cette fonction et, à chaque session, ce furent presque toujours les mêmes noms qui reparurent sur la liste du roi. Le personnel de la *curia regis*, s'il ne fut pas encore fixe en droit, le fut du moins dès lors en fait.

Enfin le Parlement tendit à acquérir une périodicité régulière et un siège fixe. Il se tint deux fois par an à Paris.

A partir de 1244 le Parlement de Paris est un corps composé de magistrats permanents et qui reçoivent, à ce titre, des honoraires.

Dans ce personnel fixe il reste cependant quelques traits rappelant l'organisation de l'ancienne *curia regis*. C'est ainsi qu'on distingue dans le Parlement deux sortes de conseillers : les conseillers clercs et les conseillers laïcs ou laïques.

En 1302 l'ancienne coutume d'après laquelle le Parlement se tenait à Paris fut transformée en loi. Le Parlement devint, en outre, permanent. Enfin, il fut divisé en plusieurs sections qui sont : la Grand'Chambre, la Chambre des enquêtes, la Chambre des requêtes et la Chambre de la Tour-nelle.

La Grand'Chambre jugeait : en appel, les causes jugées

sur plaidoiries par les présidiaux et les bailliages et sénéchaussées; en première instance, les causes des pairs, celles de l'Université, des officiers du roi et des membres des cours souveraines, sauf celles qu'il plaisait au roi d'évoquer à son conseil. Cette chambre jugeait aussi les causes des gens d'église, les affaires touchant le droit de régale et les matières bénéficiales. C'était elle enfin qui distribuait aux autres chambres les causes que chacune devait instruire et juger.

La Chambre des enquêtes jugeait : en appel, les procès jugés par écrit dans les tribunaux inférieurs et les causes criminelles qui n'entraînaient pas de peines afflictives; en première instance, les causes dont les appels pouvaient être portés à la Grand'Chambre.

La Chambre des requêtes vérifiait s'il y avait matière à appel et délivrait les lettres de justice. Elle jugeait en première instance les causes civiles, personnelles et mixtes des privilégiés et de tous ceux qui avaient des lettres de *committimus* revêtues du grand sceau de la chancellerie.

La Chambre de la Tournelle était la chambre criminelle du Parlement.

Le Parlement considéré en tant que Cour souveraine de justice ne rompit pas dès son origine toute attache avec le roi. Souvent le roi présidait le Parlement et c'était sous sa présidence que la Cour rétractait ou réformait les sentences qu'elle avait rendues. Mais peu à peu sa présence y devint plus rare. Parfois le roi statue en son Conseil sur les appels des sentences du Parlement, mais le plus souvent il se borne

à renvoyer l'arrêt attaqué à la Cour souveraine pour qu'il soit révisé s'il y a lieu. Les recours adressés au roi se transforment ainsi le plus souvent en simples moyens de rétractation ⁽¹⁾.

Sous Philippe le Long la supplication adressée au roi donne lieu à la délivrance de *lettres de grâce de dire contre les arrêts* qui renvoient devant le Parlement. Mais la délivrance de ces lettres royales ayant donné lieu à des abus, Philippe de Valois décida en 1340 que les parties proposant l'erreur seraient tenues de donner caution des frais du recours et qu'au cas où elles perdraient leur cause, elles seraient frappées d'une amende. Les *lettres de grâce de dire contre les arrêts* se transforment alors en *lettres de proposition d'erreur*. La procédure de ces nouvelles lettres est fixée par l'ordonnance de 1344 « Ceux qui veulent proposer erreurs doivent mettre les erreurs par écrit et les bailler aux maistres ordinaires de l'hotel ⁽²⁾ ». Par une ordonnance de 1479, Louis XI fixa à deux ans le délai pendant lequel on pourrait agir par proposition d'erreur et il décida que « si par importunité ou autrement lettres étaient obtenues pour avoir outre le dit temps lettres de grâce pour être reçus à proposer erreur, elles seront nulles, de nul effet et valeur, et ordonne qu'il n'y soit aucunement obtempéré ».

(1) Péan, *L'Erreur judiciaire*.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. 1, p. 733; ordonnance de décembre 1320.

TROISIÈME PÉRIODE

PÉRIODE ROYALE

(1483-1789)

La féodalité expire au commencement de cette période sous les coups que lui avait portés Louis XI.

Pendant cette période disparaissent les délits privés. Le nom reste cependant, mais il ne répond plus à l'idée primitive. « Tout délit contre les particuliers donne lieu, comme le fait remarquer Laborde ⁽¹⁾, à l'application d'une peine : sa répression appartient donc au droit pénal; mais elle dépend de la volonté de la victime ou de ses héritiers. Elle seule peut exercer ou provoquer la poursuite et sa transaction avec l'auteur du délit lui assure l'impunité. Les délits publics, au contraire, sont poursuivis d'office par les magistrats du ministère public. Leur action n'est pas subordonnée à une plainte et la transaction de la partie lésée ne l'empêche pas d'aboutir à une condamnation ».

Si maintenant nous passons à l'étude des voies de recours contre les jugements de condamnation, il nous faut distinguer deux périodes : la première qui va de 1483 à 1667 et la seconde de 1667 à 1789.

1^{re} période : 1483-1667. — Pendant cette période les

(1) *Cours élémentaire de droit criminel*, n. 44.

lettres de proposition d'erreur subsistent, mais avec des restrictions. En effet, d'une part, en 1539, François I^{er} abaisse le délai de recours à une année, alors qu'il avait été fixé par Louis XI à 2 ans, et, d'autre part, François I^{er} frappe d'une amende arbitraire qui ne pouvait être moindre que l'ordinaire du fol appel ceux qui succomberaient dans l'appel par eux intenté.

Mais, à côté de la supplication adressée au roi en vue d'obtenir de lui des *lettres de proposition d'erreur*, apparaissent dans la pratique d'autres voies de recours. Au lieu de s'adresser au roi on adresse une requête à la juridiction qui a rendu le jugement attaqué, lorsque l'erreur alléguée provient du fait des parties en cause et non du juge. C'est la *requête civile*. Ou bien encore on s'adresse directement à la juridiction dont on attaque l'arrêt en invoquant la nullité de cet arrêt ou la contrariété de ses dispositions.

Henri II décida dans l'ordonnance de Chanteloup rendue en 1545 que « à l'avenir nul ne sera reçu à contrevenir aux arrêts de nos Parlements et autres Cours souveraines par voies de nullité et contrariété d'arrêts. Ainsi se pourvoiront par proposition d'erreur ». Mais cette ordonnance ne fut pas observée et les instances en nullité et contrariété d'arrêts subsistèrent jusque sous Louis XIII qui ordonna en janvier 1629 de les renvoyer devant le Grand Conseil lorsque les arrêts émaneraient de différentes cours et les confondit avec la requête civile et la proposition d'erreur dans toutes les autres hypothèses. Quant aux lettres

de requête civile, elles se détachèrent de plus en plus nettement de la proposition d'erreur ⁽¹⁾.

Ajoutons que vers la fin du xvi^e siècle apparaît la distinction entre l'erreur de droit et l'erreur de fait et que, dès lors, les lettres de proposition d'erreur furent, en principe, réservées aux erreurs de fait « Les lettres de proposition d'erreur s'obtiennent du Roy de sa certaine science contre un arrêt pour le rétracter d'autant qu'il a été mal jugé par erreur de fait. On ne reçoit en alléguant erreur de droit contre un arrêt ⁽²⁾ ».

2^e Période : 1667-1789. — Jusqu'en 1667, les voies de recours contre l'erreur judiciaire sont les mêmes en matière criminelle et en matière civile. Les lettres de proposition d'erreur et les lettres en forme de requête civile peuvent être également délivrées dans l'un comme dans l'autre cas. Toutefois, trente ou quarante ans avant l'ordonnance de 1667, la proposition d'erreur disparut en fait, en sorte que l'ordonnance de 1667 qui en abrogea expressément l'emploi ne fit que sanctionner et confirmer une situation de fait déjà bien établie. D'autre part, l'ordonnance de 1667 ne conserva la requête civile qu'en matière civile et en interdit formellement l'emploi en matière criminelle ⁽³⁾. Cependant certaines provinces en conservèrent encore quelque temps l'usage; mais il fut abrogé successivement par diverses dispositions législatives postérieures à l'ordonnance de 1667, notamment

(1) Péan : *L'Erreur judiciaire*.

(2) Guénois, C. f. *des Ordonnances*, I, 7, t. 11.

(3) Ordonnance de 1667, art. 42, tit. 35.

par l'ordonnance de 1670 ⁽¹⁾ et par le règlement du Conseil du 28 juin 1738 ⁽²⁾.

La proposition d'erreur abrogée en matière pénale comme en matière civile par l'ordonnance de 1667 ne reparut sous une forme nouvelle, réservée cette fois aux procès criminels, qu'avec l'ordonnance de 1670, sous le nom de *revision*. Jousse en donne la définition suivante : « Les lettres de revision sont des lettres que le roi accorde pour revoir et examiner de nouveau le procès criminel d'une personne condamnée contradictoirement par arrêt ou jugement en dernier ressort, afin de révoquer la condamnation, s'il y a lieu, et de renvoyer le condamné ou sa mémoire absous des cas qui lui ont été imposés, avec restitution et rétablissement de ses biens confisqués et dans sa réputation et bonne renommée. Ces lettres sont en matière criminelle ce qu'étaient autrefois les propositions d'erreur en matière civile ⁽³⁾ ».

L'ordonnance de 1670 en créant la revision proprement dite, la restreignit aux seules matières criminelles. C'est là une heureuse innovation, car, selon la remarque de Tolozan, si l'humanité ne permettait pas d'abroger l'usage de la revision dès que c'est la vie, la liberté ou l'honneur des citoyens qui sont en jeu, et en présence des exemples déplorables, toujours trop fréquents, d'innocents frappés d'une condamnation irrévocable, il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un intérêt purement civil. Il importe en effet au repos des familles,

(1) Ordonnance de 1670, tit. 16.

(2) Règlement du Conseil du 28 juin 1738, part. I, tit. VII.

(3) Jousse, *Traité de la justice criminelle*.

alors qu'une décision souveraine est intervenue et que toutes les voies judiciaires ont été mises en usage, de ne plus renouveler des contestations irrévocablement et contradictoirement décidées entre les parties.

Les lettres de revision devaient s'obtenir au grand sceau, tandis que les lettres de requête se délivraient à la chancellerie établie près la Cour qui avait rendu la décision attaquée par cette voie de recours.

L'ordonnance de 1670 et le règlement de 1738 n'avaient apporté aucune restriction au droit d'accorder la revision. Le Conseil pouvait repousser ou admettre à son gré les demandes en revision.

Au témoignage de Tolozan on admettait comme pouvant donner lieu à revision toutes les erreurs qui pouvaient vicier la sentence attaquée sans qu'il y eut lieu de distinguer à cet égard entre les erreurs de fait et les erreurs de droit. Cependant, quant à l'erreur de droit, « il est assez rare, dit Tolozan, qu'elle puisse donner lieu à un moyen de revision. Toutefois si l'accusé faisait voir qu'il n'y avait, dans l'objet du procès, aucune espèce de délit qui méritât une instruction criminelle, si, par exemple, on avait condamné les héritiers de celui qui aurait commis un crime, à des peines afflictives ou infamantes, au lieu de ne les condamner qu'aux réparations civiles, ce serait une véritable erreur de droit qui pourrait fournir un moyen de revision. On peut aussi regarder comme une erreur de droit la prononciation d'une peine qui n'est pas proportionnée à la nature du crime, comme si, par exemple, on avait prononcé la peine de mort pour une rixe légère ».

Le condamné qui demandait au roi des lettres de revision devait adresser une requête au Conseil. Cette requête devait être examinée par le maître des requêtes et par le Conseil. Puis les lettres de revision, une fois obtenues, devaient être expédiées à la Cour qui avait rendu le jugement attaqué, avec l'arrêt du Conseil et l'avis du maître des requêtes.

Si le demandeur en revision succombait, il était condamné à une amende.

La revision pouvait être obtenue, même après la mort de l'accusé, comme dans l'affaire de l'Angle rapportée aux causes célèbres par Fouquier.

CHAPITRE III

De la revision dans le droit intermédiaire.

Notre ancienne procédure, comme nous l'avons vu précédemment, ouvrait largement aux victimes d'une erreur judiciaire les moyens de faire effacer la condamnation qui les avait frappées. L'intervention régulière du Conseil avait, dans les derniers temps, dépouillé peu à peu la revision de son caractère arbitraire. Le système de revision alors admis était donc bien combiné. En conséquence, il semblerait que l'Assemblée constituante ait dû maintenir ce système; et cependant ce fut l'Assemblée constituante qui supprima la revision. Cette suppression de la revision semble au premier abord d'autant plus surprenante que les cas d'erreurs judiciaires avaient été fort nombreux au cours du XVIII^e siècle et avaient vivement ému l'opinion publique. Toutefois cette attitude de l'Assemblée constituante peut s'expliquer par les trois raisons suivantes :

1^{re} raison. — On s'imaginait alors que les cas d'erreurs judiciaires, si nombreux au cours du XVIII^e siècle, étaient uniquement dus aux abus de notre ancienne pro-

cédure. La suppression des arrestations arbitraires, la publicité des débats, l'adoucissement de la détention préventive, la modération des peines, l'abolition de la torture, la substitution du juré au magistrat, telles furent les réformes qu'on réclama et l'on s'imagina que ces réformes, une fois obtenues, l'erreur judiciaire disparaîtrait pour toujours. C'est ce qui explique que la Constituante se préoccupa uniquement d'éviter les erreurs judiciaires en entourant la procédure criminelle de toutes les garanties compatibles avec l'ordre public, et ne prit aucune mesure pour réparer les erreurs judiciaires qui pourraient se produire par la suite.

2^e raison. — La revision, telle qu'elle fonctionnait sous l'ancien régime, constituait une partie de la justice retenue. Les *lettres de revision* étaient en effet rangées parmi les *lettres de grâce*, terme générique, dit Jousse, « qui comprenait toutes les lettres émanant de la souveraine puissance ». Or, on se rappelait les abus auxquels avait donné lieu l'exercice de la justice retenue et principalement des lettres de grâce dont l'effet était d'arrêter le cours de la justice suivant le bon plaisir du roi. « Il y a par la nature des choses une espèce de contradiction entre le Conseil du monarque et ses tribunaux », avait dit Montesquieu ⁽¹⁾. Aussi la justice n'étant plus considérée par la Constituante comme une prérogative royale, le législateur considéra que les arrêts du jury devaient être

(1) *Esprit des lois*, liv. VI, chap. 6.

sans appel, attendu qu'il ne pouvait pas concevoir l'existence d'un tribunal supérieur au jury. Et cependant, comme l'a fait remarquer M. Le Poittevin dans son rapport sur les demandes en revision des procès criminels et correctionnels, « La revision pouvait être conservée sans faire appel à une justice retenue puisqu'elle fut maintenue pour les procès anciens : le Conseil du roi cédait la place au tribunal de cassation ⁽¹⁾ ».

3^e raison. — La Constituante ayant admis le principe de l'oralité des débats devant le jury crut que ce nouveau principe ne pouvait pas se concilier avec l'idée de la revision, attendu que les motifs du verdict ne devaient laisser aucune trace dans la procédure et qu'en conséquence il serait impossible de reconnaître l'erreur : « Un philosophe éclairé et vertueux, écrit-on dans un article paru dans le *Moniteur* du 18 décembre 1790, voulait, il y a vingt ans, que l'on fît imprimer toutes les procédures, que l'existence d'un citoyen pût être défendue par les lumières de tous ceux dont la cause excitait l'intérêt. Il voulait qu'aucune porte ne fût fermée à la vérité. Aujourd'hui une nuit éternelle va couvrir le crime des juges. On anéantit les preuves de l'innocence ou du crime de l'accusé ».

Un grand nombre de députés à l'Assemblée constituante sont du même avis. « Si l'innocent succombe, dit l'abbé Maury, quel moyen y aura-t-il de s'élever contre un jugement inique ? Tout aura disparu. Il ne restera qu'une grande

(1) *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 946.

injustice qu'on ne pourra réparer. Je m'appuie des exemples de Calas et des trois roués. Jamais on n'aurait pu revoir leurs procès, réhabiliter leurs mémoires, si les preuves n'avaient pas été écrites ». De même M. Goupil : « La question est de savoir si un accusé pourra être jugé, condamné, exécuté, mis à mort sur de prétendues preuves dont il ne reste aucun vestige. Une famille jetée dans la plus désespérante consternation par la perte d'un parent innocent ne pourra ni le faire réhabiliter ni poursuivre les témoins calomnieux. Je vois un arrêt irrévocable comme les arrêts du destin qui soumettaient les dieux et les hommes et auxquels Jupiter même était forcé d'obéir. L'accusé condamné ne pourra pas dire au juge : Je suis innocent, en voilà la preuve, faites revoir le jugement. Que dis-je ? Il sera impossible de reviser le jugement : il ne restera plus trace de ses dépositions ⁽¹⁾ ». Tronchet fait les mêmes critiques. « La revision est absolument dépendante des charges quand elle porte sur une erreur de fait volontaire ou involontaire. Ce n'est dès lors que sur l'inspection du procès qu'on peut avoir cette forte présomption d'erreur de fait qui peut donner ouverture à la revision. Si, au contraire, à l'instant du jugement, l'état du procès n'est pas constaté, il n'est pas possible de parvenir par la suite à cette forte présomption qui permet d'user de la voie de la revision. Il faut cependant également éviter de rendre la revision trop difficile à l'innocence et trop facile au coupable et à l'intrigue ».

(1) *Moniteur* du 5 janvier 1791.

Ainsi donc le caractère oral de la procédure criminelle semblait à un grand nombre de conventionnels s'opposer à toute idée de revision. Toutefois ce n'était pas là l'avis de tout le monde. Thouret dit en effet : « La revision peut avoir lieu sans que la procédure soit écrite. Il est sûr que si l'on parvient à découvrir des preuves qui réfutent celles qui avaient été produites, si un acte produit au procès est démontré faux par d'autres actes, le moyen de revision existe toujours ». Et Pétion en donne l'exemple suivant : « Un homme est condamné pour un délit. Dans une instance postérieure les vrais coupables sont convaincus de l'avoir commis, ils en conviennent. Dans ces cas, dans ceux d'une évidence semblable, et ce sont là ces erreurs de fait qui appellent et nécessitent la revision, dans ces cas, dis-je, il importe peu que les dépositions aient été ou n'aient pas été écrites, parce qu'il est démontré que, si des faits de cette nature eussent pu être connus, l'accusé n'aurait pas subi de condamnation. Que l'erreur porte, ou sur le corps du délit, ou sur la personne accusée, ou sur les preuves, elle peut être facilement reconnue ». C'est sur ces explications que l'Assemblée constituante adopta le système de la procédure orale, le 19 janvier 1791.

Dès lors, il ne fut plus question de la revision. La loi concernant la justice criminelle et l'établissement des jurés parue les 16 et 29 septembre 1791 ne prévoyait aucun cas de revision.

L'Assemblée constituante supprima donc pour l'avenir la revision. Cependant, afin de ne pas violer le principe de la

non-rétroactivité des lois, elle rendit un décret : le décret du 19 août 1792, qui chargea la Cour de cassation du soin de juger les demandes en revision introduites antérieurement au décret des 8, 9 octobre, 3 novembre 1789, décret qui avait implicitement supprimé la revision. Le décret du 19 août 1792, « considérant qu'aucune loi n'a encore formellement désigné le tribunal qui doit connaître des demandes en revision portées au ci-devant conseil jusqu'au moment de sa suppression, et de celles qui pourraient être formées à l'égard des jugements criminels antérieurs à la publication du décret du mois d'octobre 1789 », décide que, « le tribunal de cassation doit connaître des demandes en revision formées au ci-devant conseil jusqu'au moment de sa suppression et de celles qui, dans le délai de trois mois à compter de la publication du présent décret, pourront être formées par devant lui, pour jugements criminels et en dernier ressort rendus avant la publication du décret du 8 octobre 1789 ». Il décide, en outre, que ces demandes seront portées à la section de cassation pour y être jugées dans les formes prescrites par le décret du 27 novembre 1790 ; et enfin il règle la forme à suivre devant le tribunal saisi de la revision par renvoi et les effets de la revision une fois obtenue.

Ainsi donc, le droit de revision accordé par la loi du 19 août 1792 au tribunal de cassation a été limité à deux cas : celui des demandes formées au ci-devant conseil jusqu'au moment de sa suppression, et celui où, dans le délai de trois mois, il serait formé de pareilles demandes pour jugements criminels en dernier ressort rendus avant le décret des 8

et 9 octobre 1789. En dehors de ces deux cas, le tribunal n'a aucun droit de revision. C'est ce qui a été jugé par un arrêt du tribunal de cassation du 7 thermidor an VIII, arrêt qui a rejeté une demande en revision formée contre un arrêt du Parlement de Toulouse du 13 février 1790.

Telle était la situation établie par la loi du 19 août 1792 lorsque, après un procès qui présenta deux décisions inconciliables et la condamnation d'un innocent, la Convention rétablit pour l'avenir la revision, mais seulement pour le cas de l'existence simultanée de deux condamnations inconciliables. Le décret qu'elle rendit à cet égard et qui date du 15 mai 1793, est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — « Si un accusé a été condamné pour un délit et qu'un autre accusé ait aussi été condamné comme auteur du même délit, en sorte que les deux condamnations ne puissent se concilier et fassent la preuve de l'innocence de l'une ou de l'autre partie, l'exécution des deux jugements sera suspendue, quand même on aurait attaqué l'un ou l'autre sans succès au tribunal de cassation ».

ART. 2. — « Si c'est le même tribunal qui a rendu les dits jugements, il sera compétent pour en ordonner la revision et renvoyer, à cet effet, les accusés devant le tribunal criminel le plus voisin, sur leur propre demande ou sur la réquisition du ministère public, lequel sera tenu, en pareil cas, d'agir d'office pour faire ordonner la revision ».

ART. 3. — « Lorsque les dits jugements auront été rendus en des tribunaux différents, l'accusateur public ou les parties intéressées en instruiront le ministre de la Justice; celui-ci

dénoncera le fait au tribunal de cassation, qui cassera, si les deux condamnations ne peuvent se concilier, les jugements dénoncés et, en conséquence, renverra les accusés en un même tribunal criminel, le plus voisin du lieu du délit, mais qui ne pourra être choisi parmi ceux qui auront rendu les dits jugements ».

Un autre décret du 29 juillet 1793 porte que les jugements en matière criminelle, quoique rendus dans les formes civiles, seront sujets à revision, mais seulement dans le cas d'inconciliabilité entre deux condamnations.

Enfin, un décret du 22 frimaire an III, défend d'admettre aucune demande en revision des jugements criminels portant confiscation des biens, rendus et exécutés pendant la Révolution.

Le Code du 3 brumaire an IV ne s'occupa nullement de la voie de la revision. Il ne reproduisit même pas la disposition du décret du 15 mai 1793 pour le cas de l'existence simultanée de deux condamnations inconciliables. Bien plus, on pourrait penser qu'il l'abrogea par son art. 594 qui déclare qu'à l'avenir il n'y aura plus d'autres règles et d'autres formes de procédure criminelle à suivre que celles contenues dans le présent Code. Cependant, un arrêt du tribunal de cassation du 9 vendémiaire an IX a jugé que l'art. 594 du Code du 3 brumaire an IV ne mettait pas obstacle à l'application des décrets de 1792 et de 1793.

CHAPITRE IV

Du système organisé par le Code d'instruction criminelle.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que, sauf dans le cas de l'existence simultanée de deux condamnations inconciliables, la revision n'était pas permise dans notre droit intermédiaire.

Cette législation intermédiaire était d'autant plus rigoureuse que l'art. 13 du Code pénal de 1791 avait aboli le droit de grâce comme étant incompatible avec la souveraineté de la loi et que le droit de grâce ne fut restitué au pouvoir exécutif que par l'art. 86 du sénatus-consulte du 16 thermidor de l'an X.

Aussi réclamait-on le rétablissement de la revision afin de permettre la réparation des erreurs judiciaires, erreurs qui, on le reconnaissait alors, étaient décidément dans certains cas inévitables. On en avait eu plusieurs exemples douloureux. Nous nous contenterons de citer l'affaire des Petit Renault, colporteurs à Besançon, condamnés sur un faux témoignage et dont le procès ne put être revisé malgré la condamnation du faux témoin ; et la fameuse affaire Lesur-

ques, condamné à mort et exécuté pour un crime qu'il n'avait pas commis et dont le procès ne put pas non plus être revisé, malgré la condamnation et l'exécution ultérieure du vrai coupable.

Aussi jugea-t-on qu'une transformation de la procédure criminelle s'imposait.

La loi du 7 pluviôse de l'an IX substitua la procédure écrite et secrète à la procédure orale devant le jury d'accusation et rendit la poursuite au ministère public.

Le 28 mars 1801, un arrêté des consuls chargeait un comité de jurisconsultes d'élaborer un projet de Code criminel. Le projet fut présenté au Conseil d'État le 5 juin 1804. La question du jury arrêta pendant quatre années l'achèvement de cette entreprise. Une enquête fut ouverte auprès des tribunaux; les résultats en furent hostiles au jury. Le jury de jugement fut néanmoins maintenu, mais le jury d'accusation fut remplacé par une chambre de la Cour d'appel. Enfin, en 1808, le Code d'instruction criminelle était définitivement voté.

Avec le Code d'instruction criminelle de 1808 reparaît dans la loi, pour n'en plus sortir, le pourvoi en revision.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives au pourvoi en revision étaient les suivantes :

ART. 443. — « Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des

deux arrêts sera suspendue, quand même la demande en cassation de l'un ou de l'autre arrêt aurait été rejetée.

« Le ministre de la Justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le procureur général près la Cour de cassation, de dénoncer les deux arrêts à cette Cour.

« La dite Cour, section criminelle, après avoir vérifié que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé sur les actes d'accusation subsistants, devant une Cour autre que celles qui auront rendu les deux arrêts. »

ART. 444. — « Lorsqu'après une condamnation pour homicide, il sera, de l'ordre exprès du ministre de la Justice, adressé à la Cour de cassation, section criminelle, des pièces représentées postérieurement à la condamnation et propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette Cour pourra préparatoirement désigner une Cour d'appel pour reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins, et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation.

« L'exécution de la condamnation sera de plein droit suspendue par l'ordre du ministre de la Justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et, s'il y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette Cour.

« La Cour désignée par celle de cassation prononcera

simplement sur l'identité ou non identité de la personne; et après que son arrêt aura été, avec la procédure, transmis à la Cour de cassation, celle-ci pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une Cour d'assises autre que celles qui en auraient primitivement connu. »

ART. 445. — « Lorsqu'après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même la Cour de cassation aurait rejeté la requête du condamné.

« Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le ministre de la Justice, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du procureur général, chargera le procureur général près la Cour de cassation de dénoncer le fait à cette Cour.

« La dite Cour, après avoir vérifié la déclaration du jury, sur laquelle le second arrêt aura été rendu, annulera le premier arrêt, si par cette déclaration les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, elle le renverra devant une Cour d'assises autre que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt.

« Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sur-

sis sera levé de droit et l'arrêt de condamnation sera exécuté. »

ART. 446. — « Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront pas être entendus dans les nouveaux débats ».

ART. 447. — « Lorsqu'il y aura lieu de reviser une condamnation pour la cause exprimée en l'art. 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, la Cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

« Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui. »

Ainsi donc, au cas de revision prévu par le décret de 1793, savoir : le concours de deux condamnations inconciliables, le Code d'instruction criminelle s'était contenté d'en ajouter deux autres : la preuve de l'existence de la prétendue victime de l'homicide, et la poursuite et condamnation pour faux témoignage d'un témoin à charge.

La première de ces deux innovations s'imposait. Quant à la seconde elle offrait certains dangers. En effet, il se peut fort bien que le faux témoignage n'ait exercé aucune influence sur la déclaration du jury. Néanmoins il fut reconnu qu'il était nécessaire dans ce cas d'avoir recours à une nouvelle instruction.

Il résulte des art. 443 et suivants du Code de 1808 que la revision ne peut être demandée qu'en matière criminelle

et jamais en matière de police correctionnelle. Les art. 443 et suivants ne parlent en effet que de « crimes ». Legraverend en a donné le motif suivant : « Des peines correctionnelles qui n'ont aucun caractère infamant ne peuvent provoquer l'emploi de cette mesure extraordinaire dont le but est de réparer, dans des cas déterminés, les erreurs possibles de la justice, et de soustraire à la peine et surtout à l'infamie, les condamnés à l'égard desquels il y a eu erreur reconnue ».

D'autre part, les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la revision sont limitatives. Cependant Carnot pense que, « si Sa Majesté, usant de la souveraine puissance dont elle est revêtue, ordonnait la revision d'un procès, hors les cas que le Code d'instruction criminelle détermine, les tribunaux devraient s'empresser de déférer à ses ordres, puisque, ayant le droit de faire grâce, elle a nécessairement celui d'ordonner la revision des procès que des circonstances particulières tirent de la règle commune ⁽¹⁾ ». Mais cette opinion paraît fort contestable. Néanmoins un décret impérial de 1813, portant des lettres patentes de revision, lesquelles ont été transcrites et enregistrées en audience solennelle de la Cour de cassation, le 8 juin 1814, semble confirmer l'opinion précitée de Carnot. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un nommé Ellemberg qui avait été condamné à 16 ans de travaux forcés pour complicité de vol. Extrait du bagne pour être jugé sur une nouvelle

(1) Carnot, *De l'instruction criminelle*, t. III, p. 234.

accusation, l'instruction démontra que, non seulement il n'était pas coupable du dernier crime qu'on lui imputait, mais qu'il était même innocent du vol pour lequel il avait été condamné. Des poursuites furent alors dirigées contre le vrai coupable qui, toutefois, ne put être mis en jugement parce que la prescription avait couvert son crime. Dans cet état de choses la revision n'étant plus possible le grand juge proposa au Conseil privé tenu le 14 mars 1813, d'accorder grâce entière à Ellemberg. Le Conseil statua en ces termes :

« A l'égard du nommé Ellemberg, il résulte du rapport qu'il paraît que le délit pour lequel il a été condamné a été commis par un autre contre lequel on ne peut procéder parce que le délai dans lequel les poursuites sont autorisées est expiré, et qu'en conséquence, si Ellemberg est innocent, ce ne sont pas des lettres de grâce qu'on lui doit parce que la grâce suppose le crime, mais des lettres d'abolition. Cependant, comme des lettres d'abolition ne sont pas un acte autorisé dans nos institutions, il faudrait trouver un moyen pour faire annuler le premier jugement rendu contre Ellemberg, et le faire juger de nouveau. On pourrait intituler : *lettres de revision gracieuse*, l'acte qui renverrait ces sortes d'affaires à la Cour de cassation. »

Dans le Conseil privé tenu le 12 décembre suivant, le grand juge proposa de renvoyer la question à l'examen du Conseil d'État et, en attendant sa décision, d'accorder à Ellemberg remise du reste de la peine. Une discussion s'éleva à ce sujet et l'on voit, par l'extrait du procès-verbal, que l'empereur

trancha la difficulté en chargeant le grand juge « de rédiger des lettres de revision gracieuse, ou lettres patentes, pour renvoyer l'affaire à la Cour de cassation en l'investissant du droit de casser le jugement en ce qui concerne la condamnation d'Ellemborg ». Ce fut, en effet, l'objet d'un décret du 20 décembre 1813.

La revision telle qu'elle était organisée par le Code d'instruction criminelle de 1808 était insuffisante. L'affaire Ellemborg avait déjà montré les conséquences désastreuses de la prescription au point de vue de la revision.

En 1820 renaît l'affaire Lesurques et alors apparaît à nouveau l'insuffisance de la revision telle que l'avait organisée le Code d'instruction criminelle. La famille Lesurques avait présenté une requête à Louis XVIII et des pétitions aux Chambres. Par arrêt de 1822 le Conseil d'État émit l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'étendre la revision à l'hypothèse où les condamnés ont cessé d'exister, sauf toutefois l'exception admise par le Code d'instruction criminelle dans son art. 437, au cas où l'existence de la prétendue victime de l'homicide est prouvée.

A la Chambre des représentants et à la Chambre des pairs on avait pensé autrement : « Quoi ! s'était écrié le rapporteur de la Chambre des pairs, M. de Valence, parce que la vérité s'est manifestée trop tard, elle perdrait ses droits ! Ceux de l'innocence ne sont-ils pas imprescriptibles ? Si le malheureux Lesurques n'avait pas subi un jugement dont l'erreur est plus claire que le jour, il conserverait la vie, il serait rendu à l'honneur, et parce qu'il a péri victime

d'une fatalité épouvantable, il faut qu'il soit enseveli sous le poids de l'opprobre de sa condamnation et de l'exécution de l'arrêt qu'il n'avait pas mérité ». Sur le rapport du comte de Valence la Chambre des pairs adopta le 15 avril 1822, la proposition suivante :

« Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien adresser aux Chambres un projet de loi qui statue sur un mode de revision à suivre lorsque deux individus ayant été condamnés par deux arrêts différents pour le même crime, les deux arrêts ne pourront se concilier, seront la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre de ces deux condamnés, et que le premier de ces deux condamnés aura cessé de vivre. »

Cette proposition n'aboutit pas. Mais cet insuccès n'arrêta pas le soulèvement de l'opinion publique causé par l'affaire Lesurques, et les propositions faites en vue d'arriver à la modification de l'art. 443 du Code d'instruction criminelle se multiplièrent.

En 1836, le comte de Laborde proposa d'autoriser la revision après le décès du condamné. Cette proposition fût écartée par l'ordre du jour, mais après une longue discussion qui témoigne des préoccupations de la Chambre.

En 1851, la proposition Favreau et de Riancey fixe également l'attention de l'assemblée nationale. Cette proposition tendait à ce que le pourvoi en revision fût accueilli dans le cas de décès des condamnés. La Cour de cassation devait, d'après ce projet, nommer un curateur à la mémoire de celui au nom duquel la revision était demandée, et prononcer, toutes Chambres réunies, sur l'annulation de l'une ou l'autre

condamnation. Ce projet fut admis à une seconde délibération.

En 1864, la même modification de l'art. 443 du Code d'instruction criminelle fut encore sollicitée devant le Corps législatif, et les auteurs de la proposition ne la retirèrent que devant la promesse faite par le Gouvernement de mettre la question à l'étude.

Nous arrivons ainsi à la loi du 29 juin 1867.

CHAPITRE V

De la loi du 29 juin 1867.

La loi du 29 juin 1867 remplaça les anciennes dispositions des art. 443 à 447 par les suivantes :

ART. 443. — « La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, dans chacun des cas suivants :

« 1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide;

« 2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou l'autre condamné;

« 3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu. — Le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats. »

ART. 444. — « Le droit de demander la revision appartient :

« 1° Au ministre de la Justice ;

« 2° Au condamné ;

« 3° Après la mort du condamné à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

« En matière correctionnelle, la revision ne pourra avoir lieu que pour une condamnation à l'emprisonnement ou pour une condamnation prononçant ou emportant l'interdiction soit totale, soit partielle, de l'exercice des droits civiques, civils et de famille.

« La Cour de cassation, section criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties invoquant un des cas ci-dessus spécifiés.

« La demande de celles-ci sera non recevable pour les cas déterminés aux n^{os} 2 et 3 de l'article précédent, si elle n'a pas été inscrite au ministère de la justice dans le délai de deux ans, à partir de la seconde des condamnations inconciliables ou de la condamnation du faux témoin.

« Dans tous les cas, l'exécution des arrêts ou jugements dont la revision est demandée, sera de plein droit suspendue sur l'ordre du ministre de la Justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité. »

ART. 445. — « En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la Cour procédera directement ou par commis-

sion rogatoire à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

« Lorsque l'affaire sera en état, si la Cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision, elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une Cour ou un tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

« Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la Cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation. »

ART. 446. — « Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts.

« Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée, et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts. »

ART. 447. — « Lorsqu'il s'agira du cas de revision exprimé au n° 1^{er} de l'art. 443, si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui

puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé ».

Les innovations de la loi de 1867 sont les suivantes :

1° La loi de 1867 autorise la revision après le décès de l'un ou de plusieurs des condamnés, sans aucune restriction. De plus, dans cette hypothèse ainsi que dans tous les autres cas où il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre les parties, la Cour de cassation est chargée de prononcer elle-même, toutes Chambres réunies et sans renvoi, sur le fond du procès. Le rôle de la Cour de cassation se trouve ainsi considérablement agrandi. C'est là, comme on l'a fait remarquer, « l'innovation la plus importante de la loi de 1867, car elle est le point de départ de tout un système. Elle contient l'idée d'une hiérarchie nouvelle où le jury n'occupera plus le sommet. Elle prépare ainsi et facilite l'extension de la révision ⁽¹⁾ ».

2° La loi de 1867 étend la revision, des matières criminelles aux matières correctionnelles, mais seulement pour les condamnations à l'emprisonnement et pour celles qui prononcent ou emportent l'interdiction totale ou partielle de l'exercice des droits civiques, civils et de famille.

3° La loi de 1867 autorise expressément la revision, quelle que soit la juridiction qui ait statué; par suite elle la rend applicable aux décisions des juridictions d'exception.

4° La demande passe toujours par le ministère de la justice; à ce point de vue aucun changement. C'est toujours

(1) Péan, *L'Erreur judiciaire*.

le Garde des sceaux qui doit donner, soit d'office, soit sur la réclamation des parties, au procureur général près la Cour de cassation, l'ordre exprès d'en saisir la section criminelle. Mais quand la demande est formée par les intéressés, le ministre n'est plus, comme sous le Code de 1808, un premier degré de juridiction qui pouvait arrêter la demande. C'est un simple agent de transmission, obligé d'agir quand il en est requis sous peine de prise à partie ⁽¹⁾.

5^e Tandis que le Code de 1808 ne soumettait la demande en revision à aucun délai fatal, dans quelque cas que ce fût, la loi de 1867 décide que, dans le cas d'inconciliabilité des arrêts et dans le cas de condamnation d'un faux témoin à charge, la demande devra, pour être recevable, avoir été inscrite au ministère de la justice dans les deux ans qui suivront la seconde des condamnations inconciliables ou la condamnation du faux témoin. Ajoutons que l'art. 2 de la loi du 29 juin 1867 contient une disposition transitoire ainsi conçue : « Dans tous les cas où la condamnation donnant ouverture à revision dans les termes de l'art. 443, paragraphes 2 et 3 serait antérieure à la présente loi, le délai fixé par l'art. 444, pour l'inscription de la demande, courra à partir de la promulgation ».

La loi de 1867, malgré les modifications qu'elle avait fait subir à la législation de 1808, était absolument insuffisante. En effet, elle interdisait le plus souvent au condamné, victime d'une erreur judiciaire, tout moyen de faire reconnaître

(1) Exposé des motifs de la loi de 1867; n° 10 (Dalloz, 67, IV, 62).

son innocence, car elle limitait la revision pour erreur de fait du juge à des cas tout à fait exceptionnels. La possibilité d'une revision dans tous les cas avait paru incompatible avec le principe de l'autorité de la chose jugée, bien que l'autorité de la chose jugée ne soit nullement essentielle en matière pénale. On n'avait pas compris que si l'on abandonnait ce principe pour permettre la revision dans certains cas il n'y avait aucune bonne raison pour ne pas la permettre toutes les fois que l'innocence d'un condamné apparaissait d'une manière évidente. Or, d'après la loi de 1867, il ne suffisait pas que l'innocence du condamné fût évidente, il fallait que cette innocence pût être constatée dans les conditions indiquées par la loi. Dans les deux derniers cas prévus par elle, la revision d'une sentence injuste supposait nécessairement un second procès suivi d'une seconde condamnation. Elle ne pouvait donc pas être demandée si le second procès était impossible, par exemple après la mort du vrai coupable ou du faux témoin, ou si, pour une raison quelconque, une condamnation n'avait point été prononcée contre l'un ou l'autre. La revision était également impossible dans les cas plus fréquents encore où il n'y avait ni de contradiction entre deux décisions judiciaires, ni de faux témoin punissable. Dans ces conditions, il était bien rare que le condamné innocent pût obtenir justice.

Un amendement destiné à remédier à ces inconvénients avait été, à la vérité, présenté au cours de la discussion de la loi de 1867 par M. Martel, dans les termes suivants :

ART. 443. — « Dans tout autre cas, lorsqu'une con-

damnation criminelle ou correctionnelle sera attaquée pour cause d'erreur de fait, le ministre de la Justice, sur le vu des mémoires et des pièces justificatives, devra d'office saisir la Cour de cassation. Cette Cour, avant de faire droit, pourra désigner un de ses membres pour procéder, soit par elle-même, soit par commission rogatoire, à tous actes de vérifications ou d'informations jugés nécessaires. La dite Cour, le ministère public entendu, décidera d'après les justifications produites, s'il y a lieu d'admettre la requête en revision du procès pour cause d'erreur sur la personne du coupable ».

Cet amendement fut repoussé par ce motif que la revision ne doit être admise que là où il y a certitude de l'erreur de la condamnation.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

La question de l'erreur judiciaire a attiré l'attention du législateur, non seulement en France, mais aussi à l'étranger, et elle a été résolue dans la plupart des législations étrangères en faveur de l'institution de la revision. Certaines législations ont même, bien avant 1895, fait à la revision une place plus large que ne l'avait fait notre Code d'instruction criminelle. Telles sont la législation autrichienne, la législation allemande et la législation du canton de Berne.

Par contre, il y a quelques législations, peu nombreuses il est vrai, qui n'admettent dans aucun cas la revision. Telles sont les législations des États-Unis et de l'Angleterre.

Les États-Unis ne connaissent pas la revision. Il est vrai que, d'après le Code de procédure criminelle de l'État de New-York qui date de 1881, l'accusé peut, jusqu'à ce que la sentence soit prononcée et, s'il y a condamnation à mort, jusqu'à l'exécution, demander et obtenir un nouveau débat

devant d'autres jurés, « lorsqu'il est démontré par *affidavit* que le défendeur peut produire une preuve qui, administrée plus tôt, aurait probablement modifié le verdict, pourvu que cette preuve soit découverte après le débat, et ne corrobore pas simplement celles déjà fournies, et que le défaut de sa production au débat ne soit pas imputable à un manque de diligence ⁽¹⁾ ». Mais, comme l'a fait remarquer M. Le Poitevin, dans son rapport sur les demandes en révision ⁽²⁾. « Ce n'est point là une révision : C'est plutôt une sorte de recours contre le verdict avant qu'il ait définitivement produit son effet ».

En Angleterre, le condamné, s'il y a eu erreur de droit, peut obtenir avec le consentement de l'attorney général un *writ of error*, et alors il comparait devant la Chambre de la Haute Cour qui maintient ou casse le jugement attaqué. Mais, en cas d'erreur de fait, aucun pourvoi en révision n'est admis. Toutefois, la reine peut exercer son droit de grâce, et, dans ce cas, le prisonnier est mis en liberté. Ajoutons que des réformes ont été projetées. Le Gouvernement a, en effet, déposé à la Chambre des communes, le 14 mai 1878, le projet d'un Code portant à la fois sur le droit pénal et sur l'instruction criminelle. Ce projet, préparé par Stephen, approuvé par les légistes de la Couronne, accepté par le Gouvernement, fut voté en première et en seconde lecture par les Communes, mais n'a pas été transformé en

(1) Voir à ce sujet, Fournier, *Code de procédure criminelle de l'État de New-York*, art. 465.

(2) *Revue pénitentiaire*, année 1895, p. 944.

loi, l'opposition à ces réformes ayant regagné le terrain perdu ⁽¹⁾.

Relativement à la revision des procès, le projet de Stephen veut qu'une affaire terminée par la condamnation de l'accusé puisse être instruite de nouveau dans les trois cas suivants :

1° Si le juge qui a présidé les assises l'ordonne à la requête du condamné.

2° Si, sur un recours en grâce, l'un des secrétaires d'État estime, pour une raison quelconque, que la condamnation n'aurait pas dû être prononcée, et que la Cour des appels criminels, saisie par lui de la question, soit de cet avis.

3° Si, à la demande du condamné, la Cour des appels criminels juge que la revision est devenue nécessaire par la circonstance qu'un nouveau jugement a condamné pour le même fait un autre accusé, ou qu'un des témoins entendus a été depuis lors condamné pour faux témoignage contre l'accusé.

Comme on le voit, d'après le projet de Stephen, la revision pourrait avoir lieu dans tous les cas où il apparaîtrait qu'une erreur judiciaire a été commise.

Ceci dit nous allons passer en revue les principaux systèmes de revision admis à l'étranger.

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. VI.

CHAPITRE PREMIER

De la revision dans la législation belge.

La revision des procès dans la législation belge était restée, jusqu'en 1894, soumise aux mêmes règles que celles qui avaient été édictées par notre Code d'instruction criminelle de 1808. Une loi du 18 juin 1894 est venue réglementer à nouveau cette importante matière et a remplacé les anciennes dispositions des articles 443 à 447 du Code d'instruction criminelle de 1808 par des dispositions complètement différentes et qui constituent un progrès considérable sur la législation antérieure.

La loi de 1894 autorise la revision non-seulement, comme auparavant, en matière criminelle, mais même en matière correctionnelle, qu'il s'agisse d'une condamnation à l'emprisonnement ou d'une condamnation à l'amende. Sur ce dernier point, la loi belge du 18 juin 1894 va plus loin que la loi française du 29 juin 1867, laquelle n'autorisait la revision en matière correctionnelle que pour les condamnations à l'emprisonnement et pour celles qui prononcent ou emportent l'interdiction totale ou partielle de l'exercice des

droits civiques, civils et de famille. La loi belge n'exclut de la révision que les condamnations à des peines de simple police qu'elle ne considère pas sans doute comme assez graves pour nécessiter une procédure aussi importante que celle de la revision.

La loi de 1894 autorise la revision dans les trois cas suivants :

1° Si des condamnations prononcées, contradictoirement ou non, à raison d'un même fait, par des arrêts ou jugements distincts, contre des accusés ou prévenus différents, ne peuvent se concilier, et que la preuve de l'innocence de l'un des condamnés résulte de la contrariété des décisions;

2° Si un témoin entendu à l'audience, dans le cas d'un procès jugé contradictoirement par une Cour d'assises, ou entendu, soit à l'audience, soit au cours de l'instruction préparatoire, dans le cas d'un procès jugé par une autre juridiction ou par une Cour d'assises statuant par contumace, a subi ultérieurement, pour faux témoignage contre le condamné, une condamnation passée en force de chose jugée;

3° Si la preuve de l'innocence du condamné ou de l'application d'une loi pénale plus sévère que celle à laquelle il a réellement contrevenu, paraît résulter d'un fait survenu depuis sa condamnation ou d'une circonstance qu'il n'a pas été à même d'établir lors du procès.

Tels sont les trois cas de revision actuellement prévus par l'art. 443 du Code d'instruction criminelle belge.

Comme on le voit, la loi de 1894 a conservé deux des

anciens cas de revision : celui fondé sur l'inconciliabilité de deux condamnations et celui qui est basé sur la condamnation d'un faux témoin ayant déposé contre le condamné ; et, à ces deux cas spéciaux de revision, elle en a ajouté un autre, plus général, qui permet d'obtenir la revision dans presque tous les cas où une erreur judiciaire a été commise, soit que la victime de l'erreur judiciaire ait été condamnée à tort, soit qu'on lui ait appliqué une peine plus sévère que celle qu'elle aurait dû subir (le demandeur en revision a été condamné, par exemple, à une peine criminelle pour vol qualifié, alors qu'il n'aurait dû être condamné qu'à une peine correctionnelle pour vol simple). Il suffit, pour que la revision puisse être demandée, que la preuve de l'innocence du condamné ou de l'application d'une loi pénale plus sévère que celle à laquelle il a réellement contrevenu paraisse résulter d'un fait survenu depuis sa condamnation ou d'une circonstance qu'il n'a pas été à même d'établir lors du procès. Ajoutons que, pour que la demande en revision soit recevable, il faut que le demandeur joigne à sa requête un avis, motivé en faveur de celle-ci, de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats à la Cour d'appel ayant dix années d'inscription au tableau.

La loi de 1894 ne fixe de délai pour la recevabilité de la demande en revision que dans le cas où la demande est basée sur la condamnation d'un faux témoin. Le délai est, dans ce cas, de cinq ans, et il ne commence à courir qu'à partir de la condamnation définitive du faux témoin. Quant aux deux autres cas de revision, ils ne sont soumis à aucun délai.

Si la seconde condamnation, dans le premier cas de revision, ou la condamnation encourue par le faux témoin, dans le second cas, a été prononcée par contumace, la revision pourra néanmoins être demandée, alors même que la peine prononcée par contumace se trouverait prescrite.

Ayant ainsi recherché quels sont les cas dans lesquels la loi belge du 18 juin 1894 autorise la formation d'une demande en revision, il nous faut maintenant rechercher quelles sont les personnes qui ont le droit de former cette demande et quelle est la procédure qui doit être suivie pour aboutir à la revision.

Le droit de demander la revision appartient :

1° Au condamné.

2° Si le condamné est décédé, si son interdiction a été prononcée, ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, à son conjoint, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et sœurs.

3° Au ministre de la Justice.

Comme on le voit, la loi belge de 1894, à la différence de la loi française de 1867, n'accorde le droit de demander la revision après la mort du condamné, ni à ses légataires universels ou à titre universel, ni à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse, ni à d'autres collatéraux que ses frères et sœurs. Mais, par contre, la loi belge assimile au cas de décès du condamné, celui de son interdiction et de son absence déclarée.

Ceci dit, abordons l'étude de la procédure en matière de revision.

1. Le demandeur en revision doit former sa demande

devant la Cour de cassation. La Cour de cassation est saisie de la demande, soit par le réquisitoire du procureur général, soit par une requête signée d'un avocat à la Cour, détaillant les faits et spécifiant la cause de revision.

Si le condamné est décédé, s'il est absent ou interdit, la Cour de cassation désigne un curateur à sa défense, lequel est chargé de le représenter dans la procédure en revision.

La partie civile est tenue d'intervenir dans l'instance en revision, et si la demande en revision est admise, elle est mise en cause devant la juridiction saisie du jugement au fond de la revision, et, soit qu'elle compareisse, soit qu'elle ne compareisse pas, l'arrêt lui est commun.

Si la demande en revision est fondée sur l'un des deux premiers cas de revision prévus par la loi de 1894, la Cour de cassation, si elle reconnaît que la demande est fondée, annule les condamnations attaquées et les renvoie, selon les cas, devant une Cour d'appel ou une Cour d'assises qui n'en aura pas primitivement connu.

Si la demande est fondée sur le troisième cas de revision et si elle est déclarée recevable, la Cour de cassation commence par ordonner qu'il sera instruit sur la demande en revision par une Cour d'appel qu'elle en chargera afin de vérifier si les faits articulés à l'appui de la demande en revision paraissent suffisamment concluants pour qu'il y ait lieu de procéder à la revision. Cette instruction a lieu à l'audience publique de la Chambre civile et, selon que la Cour d'appel émet l'avis qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à revision, la Cour de cassation annule la condamnation

et renvoie l'affaire devant une Cour d'appel ou une Cour d'assises qui n'en aura pas primitivement connu, ou bien rejette la demande en revision.

Lorsque la demande en revision portera sur une condamnation pour homicide et que l'existence de la prétendue victime de l'homicide à une date postérieure à celle de la condamnation sera établie, si le condamné est vivant et si les constatations faites dans l'instruction laissent subsister contre lui des charges suffisantes pour une inculpation correctionnelle ou criminelle, la Cour d'appel le déclarera dans son arrêt, et la Cour de cassation, en annulant la condamnation, renverra l'affaire à une Cour d'appel ou à une Cour d'assises qui n'en aura pas primitivement connu. A défaut de cette déclaration faite par la Cour d'appel, la Cour de cassation annulera la condamnation sans renvoi.

Le renvoi à une Cour d'assises n'a lieu que si la condamnation à reviser ou l'une des condamnations reconnues inconciliables a été prononcée par une Cour d'assises. En cas de renvoi à une Cour d'assises, un nouvel acte d'accusation doit être dressé. La Cour d'assises, dans ce cas, doit toujours statuer avec l'assistance du jury, même lorsqu'il y a contumace.

Telle est la procédure qui a été établie par la loi du 18 juin 1894 relativement au pourvoi en revision.

Il nous reste à rechercher quels sont les effets que produit la revision, une fois qu'elle a été prononcée.

Il faut, à cet égard, distinguer suivant que l'instance en revision aboutit à un arrêt d'acquiescement, ou suivant

qu'elle aboutit simplement à une réduction de la peine.

Si l'instance en revision aboutit à un arrêt d'acquiescement, l'innocence du condamné se trouve publiquement établie. La publicité est ici obtenue par l'affichage, sur la demande de l'intéressé ou de ses ayants-droit, de l'arrêt, dans le *Moniteur belge*, dans un journal de la province où la condamnation annulée a été prononcée, dans la commune où l'infraction a été relevée et dans celle où la décision primitive a été rendue. De plus, une expédition doit être transmise au ministre de la Justice et une autre expédition délivrée au condamné ou au curateur à sa défense.

En outre, la partie civile perd le bénéfice des condamnations obtenues à son profit et elle est condamnée à telles restitutions que de droit, sans néanmoins qu'elle puisse, sauf le cas de dol personnel, être condamnée à la restitution des fruits et intérêts, si ce n'est à partir de l'arrêt qui admet la revision.

Enfin, une indemnité dont le montant est fixé par le Gouvernement doit être allouée à la charge du Trésor public, soit au condamné, soit à ses ayants-droit. Ajoutons que l'amende perçue indûment doit être remboursée avec les intérêts légaux depuis la perception.

Si l'instance en revision aboutit à une simple réduction de la peine, une indemnité peut être allouée au condamné, mais cette indemnité est, dans ce cas, purement facultative.

CHAPITRE II

De la revision en Suisse.

La revision existe en Suisse, et certains cantons lui font même une place très large. Nous citerons notamment : les cantons de Berne, de Genève et de Neuchâtel.

Le Code pénal du canton de Berne qui remonte à l'année 1854 autorise la revision, notamment, lorsque, postérieurement à la condamnation, des indices ont été découverts propres à motiver l'acquittement.

Le ministère public a également le droit d'user de cette voie de recours contre l'accusé acquitté qui, postérieurement à son acquittement, a fait un aveu judiciaire ou extrajudiciaire de sa culpabilité.

Le Code d'instruction pénale du canton de Genève qui date du 25 octobre 1884 et qui a été révisé par la loi du 1^{er} octobre 1890 fait également une place très large à la revision. Lorsque, d'une manière ou d'une autre, l'innocence d'un condamné vient à se révéler, la revision du jugement peut être demandée à la Cour de cassation qui annule celui-ci, si elle juge les preuves suffisantes (art. 478 et suivants).

Enfin le Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel, voté le 25 septembre 1893 ⁽¹⁾, autorise la formation d'une demande en revision dans les trois cas suivants :

1° Lorsque, par deux arrêts successifs, deux accusés sont condamnés comme complices du même délit, de telle façon que les arrêts ne peuvent se concilier et que leur contradiction fait preuve de l'innocence de l'un ou l'autre (art. 500).

2° Lorsque, après la condamnation prononcée contre un accusé, l'un des témoins qui a déposé à charge est condamné pour faux témoignage, et aussi lorsqu'une pièce produite aux débats, à charge de l'accusé, est reconnue fausse ou falsifiée (art. 501).

3° Lorsque, postérieurement à une condamnation, il est découvert des preuves de l'innocence du condamné (art. 502).

La demande ne peut être introduite que par le procureur général, elle est portée devant la Cour de cassation.

La revision peut avoir lieu, même après le décès du condamné (art. 507).

Le condamné reconnu innocent obtient des dommages-intérêts proportionnés au préjudice matériel ou moral qu'il a subi. Si le condamné est décédé, des dommages-intérêts peuvent être alloués à ceux des membres de sa famille qui ont eu à souffrir de la condamnation (art. 508).

(1) Ce code est le 3^e publié à Neuchâtel depuis 1861. Le 1^{er} date de 1861 et le second de 1875 (*Annuaire de la législation étrangère*, 1894, p. 554).

CHAPITRE III

De la revision dans la législation italienne.

Le Code de procédure pénale du royaume d'Italie modifié par la loi des 28-30 juin 1876 admet, relativement à la revision, un système analogue à celui de notre Code d'instruction criminelle de 1808, en lui faisant toutefois subir quelques modifications.

Ces modifications sont les suivantes :

1° Le Code de procédure pénale du royaume d'Italie assimile au cas où l'un des témoins à charge a fait un faux témoignage contre l'accusé, celui où il s'est rendu coupable de réticences à la charge de l'accusé. Dans l'un et l'autre cas le témoin doit être poursuivi et, s'il est condamné, il y a lieu à revision en faveur de la victime du faux témoignage ou de la réticence commise à son détriment (art. 690).

2° La revision est ouverte, non seulement en matière criminelle, mais même en matière correctionnelle, pourvu toutefois que le jugement dont on demande la revision ne soit pas susceptible d'appel. Dans ce cas, la Cour de cassation, s'il y a lieu au renvoi de l'affaire, désigne, soit une autre Cour

d'appel, soit un autre tribunal correctionnel qui se trouvera dans la juridiction de la Cour dans laquelle sont placés le tribunal ou les tribunaux qui auront prononcé les sentences annulées (art. 693).

3° Dans tous les cas de condamnation à une peine corporelle à temps, la détention subie par le condamné, soit à l'occasion de la sentence, soit durant la suspension de l'exécution de celle-ci, sera comprise dans la durée de la peine (art. 694).

CHAPITRE IV

De la revision dans la législation allemande.

En Allemagne, la revision des procès est connue sous le nom de « reprise de la procédure ».

Le Code de procédure pénale allemand, qui date de 1877, autorise la « reprise d'une procédure terminée par un jugement passé en force de chose jugée », lorsqu'on découvre l'existence d'une erreur judiciaire. Ajoutons que peu importe la nature de la condamnation. La reprise de la procédure peut être demandée, non seulement lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit, mais même lorsqu'il s'agit d'une simple contravention. Il suffit que le jugement attaqué ait acquis l'autorité de la chose jugée et, par conséquent, ne soit plus susceptible d'aucune voie de recours.

La reprise de la procédure n'a lieu que si elle est demandée par les parties intéressées, elle n'a jamais lieu d'office.

La reprise de la procédure peut avoir lieu, soit dans l'intérêt du condamné, soit au préjudice de l'accusé.

Elle peut avoir lieu dans l'intérêt du condamné dans cinq

cas qui sont énumérés dans l'art. 399 du Code de procédure pénale allemand.

Ces cinq cas sont les suivants :

1^{er} cas. — La reprise de la procédure peut être demandée par le condamné, « lorsqu'une pièce produite aux débats à son préjudice aura été reconnue fausse ou falsifiée ».

Par pièce, il faut entendre ici tout document écrit employé au cours de l'instruction ou des débats comme moyen de preuve, sans qu'on ait à rechercher si ce document a pu exercer ou non une influence quelconque sur l'esprit du juge.

2^e cas. — La reprise de la procédure peut être demandée par le condamné, « lorsqu'un témoin ou un expert entendu sous serment se sera rendu coupable, sciemment ou par négligence, d'un manquement aux devoirs imposés par le serment, en faisant une déposition ou en donnant un avis à son préjudice ».

Deux conditions sont exigées par ce texte pour que la reprise de la procédure puisse être demandée par le condamné dans le cas où un témoin ou un expert a, au préjudice de l'accusé, fait une déposition ou donné un avis contraire à la vérité.

1^o Il faut tout d'abord que le témoin ou l'expert ait été entendu sous la foi du serment.

2^o Il faut en second lieu que l'erreur commise par le témoin ou l'expert soit le résultat, ou bien de sa mauvaise foi, ou bien de sa négligence.

3^e cas. — Le troisième cas dans lequel la reprise de la procédure peut être demandée par le condamné est celui où « un des juges, jurés ou échevins qui auront concouru au

jugement, aura commis à l'occasion de l'affaire, un manquement aux devoirs de sa charge, de nature à entraîner des poursuites criminelles et une condamnation à une peine publique, pourvu toutefois que ce manquement n'ait point été provoqué par le condamné lui-même ».

Il s'agit des cas prévus par les art. 334 et 336 du Code pénal allemand. L'art. 334 prévoit le cas où un juge, un juré ou un échevin aura exigé ou accepté ou se sera fait promettre des dons ou autres avantages pour décider ou diriger en faveur ou au préjudice d'une des personnes intéressées, un procès dont l'instruction ou la décision lui est confiée, et punit le coupable de la peine de la réclusion. Quant à l'art. 336, il prévoit le cas où un fonctionnaire s'est rendu coupable volontairement, au cours d'un procès, de prévarication en faveur ou au préjudice de l'une des parties, et le frappe de la réclusion pendant cinq ans au plus.

4^e cas. — Le condamné peut encore demander la reprise de la procédure, « lorsque le jugement criminel sera fondé sur un jugement rendu par un tribunal civil et que cette dernière décision aura été infirmée par un autre jugement passé en force de chose jugée ».

Ce texte fait allusion au cas où le caractère délictueux d'un fait dépend de la décision à rendre sur une question juridique de l'ordre civil. Le tribunal criminel peut alors à son gré, ou bien statuer également sur cette question en se conformant aux règles en vigueur pour la procédure et la preuve en matière pénale, ou bien suspendre l'instruction de l'affaire, fixer un délai aux intéressés pour intro-

duire une action civile, et attendre, pour statuer sur la question pénale, que la décision de la juridiction civile soit intervenue (art. 261 du Code de procédure pénale allemand). Dans ce dernier cas le tribunal criminel peut tenir pour constants les faits dont le tribunal civil a reconnu l'existence et se dispenser d'en faire faire de nouveau la preuve; et, dans ces conditions, si le jugement rendu par le tribunal civil vient à être infirmé dans la suite par un autre jugement passé en force de chose jugée, il est juste que la reprise de la procédure criminelle puisse être demandée.

5° cas. — La reprise de la procédure peut enfin être demandée par le condamné, « lorsque de nouveaux faits ou des moyens de preuve nouveaux seront produits qui, seuls ou rapprochés des preuves antérieurement reçues, peuvent déterminer l'acquittement de l'accusé ou une condamnation à une peine moins forte, par suite de l'application d'une loi pénale moins sévère..... ». Et le législateur allemand ajoute que : « Dans les affaires jugées par les tribunaux d'échevins ⁽¹⁾, on ne pourra produire que des faits ou moyens de preuve qui n'étaient pas connus du condamné ou qu'il n'avait pu faire valoir, sans qu'il y eut de sa faute, lors de procédure antérieure, y compris l'instance d'appel ».

Ainsi donc, le condamné peut demander la revision, non

(1) Les tribunaux d'échevins connaissent : 1° De toutes les contraventions ; — 2° Des délits punis au maximum d'un emprisonnement de 3 mois ou d'une amende de 600 marcs ; — 3° De certains autres délits ayant occasionné un dommage peu considérable.

seulement lorsqu'il peut produire des faits ou moyens de preuve nouveaux, propres à motiver son acquittement, mais même lorsque ces faits ou moyens de preuve sont de nature à le faire condamner à une peine moins forte par suite de l'application d'une loi pénale moins sévère, c'est-à-dire lorsque ces faits ou moyens de preuve nouveaux le constituent dans une situation légale meilleure. Exemple : un individu est condamné pour voies de fait à trois années d'emprisonnement en vertu de l'art. 223 du Code pénal allemand. Puis, postérieurement à la condamnation, on s'aperçoit que le condamné n'avait pas 18 ans au moment où il a commis l'acte punissable, en sorte qu'il n'aurait dû être condamné qu'à 18 mois de prison au maximum, conformément à l'art. 57 du Code pénal allemand qui fixe le maximum de la peine à appliquer dans ce cas, à la moitié du maximum déterminé par la loi pénale pour les cas ordinaires. Le condamné pourra demander la revision afin de faire réduire sa peine de moitié.

Tels sont les divers cas dans lesquels une procédure terminée par un jugement passé en force de chose jugée doit être reprise en faveur du condamné.

Aux termes de l'art. 400 du Code de procédure pénale allemand : « L'exécution du jugement ne sera pas suspendue par la demande en reprise de la procédure. — Le tribunal pourra néanmoins ordonner un sursis ou une suspension de l'exécution ».

Et l'art. 401 ajoute :

« L'exécution de la peine ne fera pas obstacle à la

demande en reprise de la procédure, non plus que le décès du condamné. En cas de décès, le conjoint, les parents en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs de la personne décédée auront le droit de former cette demande. »

Cette énumération est limitative.

La procédure peut donc être reprise en faveur du condamné.

Elle peut l'être également au préjudice de l'accusé dans les quatre cas suivants :

« 1° Lorsqu'une pièce produite aux débats en sa faveur sera reconnue fausse ou falsifiée. »

« 2° Lorsqu'un témoin ou un expert entendu sous serment se sera rendu coupable, sciemment ou par négligence, d'un manquement aux devoirs imposés par le serment, en faisant une déposition ou en donnant un avis en sa faveur. »

« 3° Lorsqu'un des juges, jurés ou échevins qui auront concouru au jugement, aura commis, à l'occasion de l'affaire, un manquement aux devoirs de sa charge, de nature à entraîner des poursuites criminelles et une condamnation à une peine publique. »

« 4° Lorsque l'accusé, après son acquittement, aura fait en justice ou extrajudiciairement, un aveu digne de foi relativement au fait punissable. »

Ce dernier cas de reprise de la procédure au préjudice de l'accusé n'a lieu qu'autant que l'accusé a été acquitté. L'aveu de l'accusé condamné, recueilli postérieurement à sa condamnation et portant sur l'existence de circonstances aggra-

vantes écartées par le tribunal, faute de preuves, ne saurait motiver la reprise de la procédure. C'est ce qui a été jugé par le tribunal de l'Empire, le 5 mars 1881 (1).

Il en est autrement dans les trois premiers cas. La reprise de la procédure peut alors avoir lieu au préjudice d'un condamné, dans le but de le frapper d'une peine plus forte que celle précédemment prononcée contre lui, soit par suite d'une loi pénale plus sévère, soit par suite de la découverte de circonstances aggravantes.

Ajoutons que, aux termes de l'art. 403 du Code de procédure pénale allemand : « La reprise de la procédure ne pourra avoir lieu afin de faire modifier la peine dans les limites de la pénalité fixée par la même loi ». La demande en reprise de la procédure doit donc être rejetée toutes les fois que les moyens invoqués à l'appui de cette demande reposent uniquement sur une appréciation des faits plus favorable ou moins favorable au condamné.

La demande en reprise de la procédure peut être fondée, ainsi que nous l'avons déjà vu, sur l'articulation d'un fait punissable, sur un faux témoignage par exemple. Dans ce cas, la reprise de la procédure ne pourra avoir lieu qu'autant qu'une condamnation passée en force de chose jugée aura été prononcée pour ce fait, ou que l'introduction ou la continuation d'une procédure pénale ne pourra pas avoir lieu par suite d'autres motifs que le défaut de preuves, par suite, par exemple, de la mort de l'auteur de l'acte punissable ou de la prescription de la peine.

(1) *Entscheidungen des Reichsgerichts in Strafsachen*, t. 3, p. 399.

Ayant ainsi fait connaître dans quels cas la reprise de la procédure peut avoir lieu dans la législation allemande, il nous faut maintenant rechercher quelle est la procédure qui doit être suivie en semblable matière. C'est là l'objet des art. 405 et suivants du Code de procédure pénale allemand.

Le premier acte de cette procédure consiste dans la formation de la demande en reprise de la procédure.

Cette demande est soumise aux dispositions générales relatives aux voies de recours (art. 405). Elle doit énoncer le motif légal de la reprise de la procédure ainsi que les moyens de preuves (art. 406, al. 1). Si la demande émane de l'accusé, de son conjoint ou d'un de ses parents, elle devra être faite sous la forme d'un mémoire signé par le défenseur ou par un avocat avoué, ou sous la forme d'une déclaration faite devant le greffier qui en dressera procès-verbal (art. 406, al. 2).

La demande en reprise de la procédure ainsi formée doit être portée devant le tribunal dont émane le jugement attaqué. C'est en effet ce tribunal qui doit décider si la demande est recevable. Ajoutons que la décision doit être rendue sans débats oraux préalables (art. 407).

Si la demande n'est pas déposée en la forme prescrite, si elle ne fait valoir aucun motif légal autorisant la reprise de la procédure, ou si elle ne signale aucun moyen de preuve susceptible de l'appuyer, elle doit être rejetée comme non recevable (art. 408, al. 1). Dans le cas contraire, la demande doit être signifiée à l'adversaire du demandeur avec

fixation d'un délai pour qu'il puisse produire ses observations (art. 408, al. 2).

Si le tribunal estime qu'en principe la demande est recevable, il commettra un juge pour recueillir les preuves si cela est nécessaire. Après la clôture de l'administration de la preuve, le ministère public et l'inculpé sont invités à produire leurs observations dans un délai qui leur sera fixé (art. 409, al. 1 et 4).

Si le tribunal reçoit la demande, il ordonnera la reprise de la procédure et prescrira de recommencer les débats (art. 410, al. 2). Toutefois il pourra prononcer immédiatement l'acquittement ou rejeter la demande, si le condamné est décédé (art. 411, al. 1). Le tribunal pourra également, dans d'autres cas, prononcer immédiatement l'acquittement du condamné, s'il existe des preuves suffisantes à cet égard (art. 411, al. 2).

Le tribunal prononcera en même temps que l'acquittement, l'infirmité du premier jugement (art. 411, al. 3).

Sur la réquisition du demandeur, l'infirmité du jugement sera annoncée par la voie du *Moniteur officiel* de l'Empire allemand et pourra l'être également au moyen de l'insertion dans d'autres feuilles, si le tribunal le juge convenable (art. 411, al. 4).

Toutes les décisions rendues en première instance par le tribunal, sur une demande en reprise de procédure, pourront être attaquées au moyen d'un pourvoi immédiat (art. 412). A la suite des nouveaux débats, le tribunal confir-

mera le jugement primitif ou statuera à nouveau sur l'affaire après l'avoir infirmé (art. 413, al. 1).

Si la reprise de la procédure a été demandée au profit du condamné, le nouveau jugement ne pourra pas appliquer une peine plus forte què celle qui avait été prononcée par le premier jugement (art. 413, al. 2).

CHAPITRE V

De la revision dans la législation autrichienne.

En Autriche, de même qu'en Allemagne, la revision des procès est connue sous le nom de « reprise de la procédure ».

Le Code d'instruction criminelle autrichien, entré en vigueur en 1874, autorise sous ce nom la revision d'une décision définitive, soit en faveur de l'accusé, soit contre lui. De même qu'en Allemagne, la reprise de la procédure peut être demandée, même lorsqu'il s'agit d'une peine prononcée pour une contravention.

La reprise de la procédure peut avoir lieu en faveur du condamné dans les trois cas suivants énumérés dans l'art. 353 :

1° Quand il sera prouvé que sa condamnation a été déterminée par la falsification d'une pièce, par un faux témoignage, par la corruption ou tout autre fait punissable commis par un tiers ;

2° Quand le condamné alléguera de nouveaux faits ou de nouveaux moyens de preuve qui, seuls ou joints aux preuves antérieurement faites, seront de nature à entraîner son acquittement ou une condamnation à une peine moindre.

3^e Quand deux ou plusieurs personnes auront été condamnées par différentes décisions, et qu'en comparant ces décisions entre elles ainsi que les faits qui leur servent de fondement, on sera amené nécessairement à reconnaître l'innocence d'une ou de plusieurs de ces personnes.

En Autriche, de même qu'en Allemagne, la reprise de la procédure peut être demandée, quel que soit le temps écoulé depuis que le demandeur a eu connaissance du fait donnant lieu à revision.

Les personnes qui peuvent demander la reprise de la procédure sont : le condamné lui-même et, après sa mort : les personnes qui ont le droit de former dans son intérêt un pourvoi en cassation ou d'interjeter appel. Si le ministère public a connaissance d'une circonstance qui pourrait fonder une demande en reprise de procédure dans l'intérêt de l'accusé, il est de son devoir, soit de faire connaître cette circonstance à l'accusé ou à une personne ayant le droit de demander la reprise de la procédure, soit de former lui-même cette demande (art. 354).

La reprise de la procédure peut donc avoir lieu en faveur du condamné.

Elle peut également avoir lieu au préjudice de l'accusé, soit pour le faire condamner, alors qu'il avait été précédemment acquitté par une décision passée en force de chose jugée, soit pour faire prononcer contre lui une peine plus sévère que celle qui avait été précédemment prononcée contre lui.

La demande en reprise de procédure au préjudice de l'accusé fait l'objet des art. 355 et 356 du Code d'instruction criminelle autrichien, articles qui sont ainsi conçus :

ART. 355. — « Le ministère public ou l'accusateur privé ne pourra demander la reprise de la procédure, à raison d'un fait pour lequel l'accusé a été acquitté par une décision passée en force de chose jugée, que si le droit de poursuite contre l'infraction n'est pas éteint par la prescription, et si :

« 1° La décision a été déterminée par une falsification d'un acte ou par un faux témoignage, par la corruption ou tout autre acte punissable de l'accusé ou d'un tiers, ou que :

« 2° L'accusé a plus tard fait un aveu judiciaire ou extra-judiciaire du fait qui lui est reproché, ou qu'il se manifeste de nouveaux faits ou moyens de preuve qui, seuls ou joints aux preuves antérieurement produites, sont de nature à amener la conviction de l'accusé. »

ART. 356. — « Le ministère public ne pourra demander la reprise de la procédure, pour qu'une loi pénale plus sévère soit appliquée à l'accusé à raison du fait pour lequel il a été condamné, qu'autant qu'on se trouvera dans un des cas prévus par l'art. 355, et que :

« 1° Le crime réellement commis est puni de la mort ou de la réclusion perpétuelle, alors que, d'après la loi pénale appliquée, l'accusé ne pouvait être condamné qu'à une réclusion temporaire, ou que :

« 2° Il y avait lieu de prononcer la peine de la réclusion pour dix ans au moins, alors que la peine a été appliquée d'après une disposition pénale prononçant la réclusion pour cinq ans au plus, ou que :

« 3° Le fait constitue un crime, tandis que l'accusé a été

condamné seulement pour un délit ou une contravention de la compétence des tribunaux de districts. »

Tels sont les divers cas dans lesquels la reprise de la procédure peut avoir lieu dans la législation autrichienne.

Il nous faut maintenant indiquer quelle est la procédure de cette voie de recours. Elle fait l'objet des art. 357 et suivants du Code d'instruction criminelle autrichien, lesquels articles sont ainsi conçus :

ART. 357. — « La reprise de la procédure devra être demandée devant la Cour de première instance devant laquelle cette procédure était pendante. Quand il aura été statué sur un fait qui constitue un crime, par un tribunal de district, la demande devra être portée devant la Cour de première instance dans le ressort de laquelle se trouve ce tribunal de district.

« Le juge d'instruction devra examiner les faits qui servent de fondement à la demande. Ensuite le ministère public ou l'accusateur privé, dans le cas de l'art. 353, l'accusateur dans les cas des art. 355 et 356, devra être entendu. La Cour de première instance composée de quatre juges dont un président, devra statuer à huis-clos sur l'admissibilité de la procédure. Il n'y aura de recours contre cette décision que devant la Cour de seconde instance. Ce recours devra être dénoncé dans les trois jours à la Cour de première instance.

« Si la Cour de seconde instance admet la reprise de la procédure, elle pourra désigner une autre Cour pour diriger l'instruction. »

ART. 358. — « Par la décision admettant la reprise de la procédure, le jugement antérieur n'est déclaré non avenu

que dans celles de ses dispositions concernant l'infraction à raison de laquelle la reprise a été admise. Les conséquences légales de la condamnation contenues dans ce jugement subsistent provisoirement ; elles ne disparaissent que dans la mesure où elles ne doivent pas résulter de la nouvelle décision.

« L'exécution des dispositions du premier jugement concernant les intérêts privés ne sera possible, pendant la durée de la procédure reprise, qu'à charge par les intéressés de donner une garantie. »

ART. 359. — « Par l'effet de la reprise de la procédure, l'affaire sera, en règle générale, ramenée à l'état d'instruction. Celle-ci devra être conduite et complétée conformément à la décision autorisant la reprise de procédure et selon les preuves nouvelles produites. Les dispositions relatives à la suspension de l'instruction et à la mise en état d'accusation s'appliqueront également en ce cas.

« Si la procédure se termine sans qu'il soit passé aux débats, l'accusé a le droit de demander la publication de la décision suspendant la procédure ou de la décision par laquelle l'accusation est définitivement écartée. Ces décisions ont le même effet que les décisions prononçant un acquittement.

« Si l'on en vient à de nouveaux débats, la partie lésée devra aussi en être instruite ; les dépositions des témoins, des experts, des complices qui ne peuvent plus être entendus seront lues et enfin un nouveau jugement sera rendu.

« Si l'accusé est condamné, il devra être tenu compte de la peine déjà subie pour la fixation de la peine nouvelle.

« Quand la reprise de la procédure n'aura été admise que

dans l'intérêt de l'accusé, on ne pourra lui appliquer une peine plus sévère que celle prononcée contre lui par le premier jugement.

« Les voies de recours ordinaires seront ouvertes contre le nouveau jugement. »

ART. 360. — « La juridiction qui déclarera admissible la reprise de la procédure dans l'intérêt de l'accusé pourra, si l'accusateur y consent, rendre de suite un jugement prononçant l'acquittement de l'accusé ou faisant droit à sa demande relative à l'application d'une peine plus douce.

« Aucune voie de recours ne sera ouverte contre ce jugement. »

ART. 361. — « La demande d'un condamné en reprise de procédure ne suspend pas l'exécution de la peine, à moins que le tribunal appelé à statuer sur cette reprise n'estime, après avoir entendu l'accusateur, qu'il y a lieu, d'après les circonstances, de suspendre l'exécution.

« Lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a admis la reprise de la procédure, l'exécution de la peine doit être immédiatement suspendue, et il doit être statué sur l'emprisonnement de l'accusé conformément aux dispositions du chapitre XIV, »

La reprise de la procédure dans l'intérêt d'un condamné exige, ainsi que nous l'avons vu plus haut, certaines conditions indiquées dans l'art. 353, et elle est ordonnée par la Cour de première instance devant laquelle cette procédure était pendante. Mais ce n'est pas là la seule manière dont un condamné puisse, dans la législation autrichienne, obtenir

la revision de son procès, lorsqu'il a été frappé d'une peine criminelle ou correctionnelle. En effet, aux termes de l'art. 362 du Code d'instruction criminelle autrichien :

« La Cour de cassation est autorisée extraordinairement, après avoir entendu le procureur général, à ordonner la reprise de la procédure dans l'intérêt d'un individu condamné pour crime ou délit, sans être tenue de se conformer aux conditions indiquées dans l'art. 353. Elle jouit de ce droit dans les cas où des doutes graves s'élèvent sur l'exactitude des faits servant de fondement au jugement sans que ces doutes soient dissipés par les recherches ordonnées par elle; il n'importe que ces doutes s'élèvent :

« 1° Dans la délibération sur un pourvoi en cassation ou après les débats publics ouverts sur ce pourvoi, ou

« 2° Dans la délibération sur un rapport fait conformément à l'art. 341, ou enfin

« 3° Dans un examen de pièces fait sur la demande du procureur général.

« La Cour de cassation peut aussi, dans ces cas, rendre de suite un nouveau jugement acquittant l'accusé ou lui appliquant une peine plus douce; dans ce cas, l'unanimité des voix et l'assentiment du procureur général sont exigés.

« Les demandes des parties ayant pour but d'obtenir une des décisions précédentes de la Cour de cassation doivent être repoussées par les tribunaux auxquels elles sont adressées; elles ne peuvent jamais faire l'objet d'une discussion dans la procédure orale.

« Les art. 358 et 359 s'appliquent à la reprise de procédure ordonnée par la Cour de cassation.

« Le droit de suspendre l'exécution de la peine et de renvoyer la procédure ultérieure à la juridiction d'un autre ressort n'appartient qu'à la Cour de cassation. »

Il existe donc de profondes différences entre la reprise de la procédure devant la Cour de cassation et la reprise de la procédure devant la Cour de première instance. Ces différences sont les suivantes :

1° Tandis que la reprise de la procédure devant la Cour de première instance peut avoir lieu aussi bien au préjudice de l'accusé qu'en faveur du condamné, la reprise de la procédure devant la Cour de cassation ne peut avoir lieu qu'en faveur du condamné.

2° La reprise de la procédure devant la Cour de cassation n'a lieu qu'en matière criminelle ou correctionnelle, tandis que la reprise de la procédure devant la Cour de première instance peut avoir lieu même en matière de simple contravention.

3° La reprise de la procédure devant la Cour de cassation n'est pas soumise aux conditions de l'art. 353.

4° La reprise de la procédure devant la Cour de cassation peut être ordonnée au cours d'une délibération sur un pourvoi en cassation, tandis que la reprise de la procédure devant la Cour de première instance ne peut avoir lieu que si la décision attaquée a force de chose jugée.

CHAPITRE VI

De la revision dans la législation russe.

Le Code de procédure criminelle russe autorise, dans son art. 935, la revision des jugements ayant acquis force de chose jugée dans les quatre cas suivants :

1° Lorsque plusieurs personnes ont été condamnées par différentes décisions pour un même crime qui ne peut avoir été commis que par un des condamnés ;

2° Lorsqu'il y a eu condamnation pour un crime qui n'a pas été commis, ou pour un meurtre, et que la prétendue victime se représente ; lorsqu'on acquiert la certitude de l'innocence du condamné, ou que, par suite d'erreur judiciaire, une peine d'un degré supérieur à celle qui était méritée a été prononcée ;

3° Lorsque les pièces et les témoignages qui ont servi de base à la condamnation ont été reconnus faux ;

4° Lorsqu'il a été prouvé par jugement que les juges se sont laissé guider par un intérêt pécuniaire ou personnel en rendant la décision dont on demande la revision.

Le soin de statuer sur les pourvois en revision appartient

au Sénat. Le législateur de 1864 a en effet transformé le Sénat, de juridiction d'appel qu'il était précédemment, en Cour suprême de cassation, en y créant deux départements de cassation avec mission de statuer sur les pourvois en cassation et en revision des jugements définitifs ⁽¹⁾.

Ajoutons qu'une décision du Conseil de l'Empire, approuvée par S. M. l'Empereur le 10/22 juin 1877, a organisé au sein des départements de cassation du Sénat une « Chambre réunie » (*prisontstvie*), présidée par le président de l'Assemblée générale de ces départements, et composée de deux sénateurs du département criminel, de deux du département civil et de deux du premier département du Sénat; et que c'est devant cette Chambre réunie que doit avoir lieu l'examen des requêtes et des demandes relatives à la revision des affaires criminelles ⁽²⁾. Si cette Chambre réunie reconnaît le bien-fondé du pourvoi en revision, elle prononce l'annulation de la sentence rendue et renvoie le procès devant le tribunal auquel appartient naturellement la connaissance de l'affaire.

(1) Kapnist, *Code d'organisation judiciaire de l'Empire de Russie de 1864*, édition de 1883 à 1890, p. 86.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1877, p. 684.

CHAPITRE VII

De la revision dans la législation japonaise.

Le pourvoi en revision fait l'objet des art. 439 et suivants du Code de procédure criminelle pour l'Empire du Japon, code qui a été promulgué par le décret n° 37, le 7^e mois de la 13^e année de Mei ji (1880) ⁽¹⁾.

La revision ne peut avoir lieu en droit japonais que s'il s'agit d'une condamnation criminelle ou correctionnelle; elle ne peut avoir lieu qu'en faveur du condamné et jamais au préjudice de l'accusé. Enfin elle ne peut être demandée

(1) La préparation du projet de Code de procédure criminelle pour l'Empire du Japon a été commencée au ministère de la justice, en juillet 1877, (7^e mois de la 10^e année de Mei ji) et a été terminée à la fin de l'année 1878. La rédaction du projet primitif qui en est sorti est due à M. Boissonnade.

Ce projet a été alors présenté par le ministre de la Justice au Conseil suprême du Gouvernement (Dai jo kwan) et bientôt transmis par celui-ci au Sénat (Genro in).

Une nouvelle commission fut alors chargée de la revision de ce premier projet et de la présentation d'un projet définitif.

Le projet ainsi revisé est devenu loi du pays par le décret de 1880.

(Pour plus amples détails, voir : Boissonnade, *Projet de Code de procédure criminelle pour l'Empire du Japon*).

en faveur du condamné que si la condamnation attaquée est devenue irrévocable et à la condition que l'on se trouve dans l'un des cinq cas prévus par l'art. 439.

Ces cinq cas sont les suivants :

1° Une condamnation a été prononcée pour homicide et on acquiert la preuve de l'existence de la personne prétendue homicidée, au moment où la condamnation a été prononcée, ou de sa mort antérieurement à l'acte incriminé.

2° Deux ou plusieurs individus ont été condamnés séparément à raison du même fait, sans qu'il y ait complicité entre les condamnés.

3° Un individu ayant été condamné pour un crime ou un délit, il est ensuite prouvé par un acte authentique ⁽¹⁾ dressé antérieurement à l'infraction, qu'il n'était pas au lieu de ladite infraction, lorsqu'elle a été commise.

4° Un ou plusieurs officiers ou particuliers ont été condamnés pour avoir déterminé par corruption, par faux témoignage, ou par d'autres moyens, la condamnation de l'accusé.

5° Des actes de la procédure ont été reconnus par un acte authentique, faux ou entachés d'erreurs.

Les personnes qui peuvent demander la revision sont :

(1) Boissonnade dans son projet de Code de procédure criminelle pour l'Empire du Japon cite comme exemples d'actes authentiques : un acte administratif signé devant le maire ou devant le préfet, un acte de procédure signé au greffe par la partie ou une notification remise par le greffier à sa personne même. La constatation de la présence dans une administration publique où la personne était employée pourrait avoir la même force si l'usage de cette administration était de constater régulièrement les présences.

1° Le ministère public près le tribunal qui a prononcé la condamnation attaquée;

2° le procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la condamnation a été prononcée;

3° Le procureur général à la Cour de cassation agissant soit d'office, soit sur l'ordre du ministre de la Justice;

4° Le condamné;

5° En cas de décès du condamné, ses parents ou alliés.

Aucun délai n'est fixé pour la recevabilité de la demande en revision. La revision peut être demandée à toute époque, même après que la peine aura été subie ou éteinte (art. 441).

Quant à la procédure de la revision elle est réglée par les art. 442 à 446 ainsi conçus :

ART. 442. — « La demande en revision sera formée par une requête déposée au greffe du tribunal qui a rendu le jugement attaqué avec copie dudit jugement et des pièces à l'appui.

« Le commissaire du Gouvernement près le tribunal originaire transmettra la dite requête, avec son avis, au procureur général près la Cour de cassation.

« Le commissaire du Gouvernement du tribunal originaire et le procureur général près la Cour d'appel adresseront leur propre requête suivant les dispositions précédentes. »

ART. 443. — « La Cour de cassation, sur la demande de son procureur général, nommera sans délai un juge rapporteur, lequel fera son rapport, après avoir pris connaissance de l'affaire. »

ART. 444. — « La chambre criminelle de la Cour de cassation se réunira en chambre du conseil, toutes affaires cessantes, et elle statuera sur le pourvoi en revision d'après le rapport du juge rapporteur et les conclusions du procureur général. »

ART. 445. — « Si les causes de revision se trouvent justifiées, la Cour cassera le jugement attaqué et ordonnera la revision des condamnations prononcées au criminel et au civil, et renverra les affaires devant une juridiction de même ordre et degré que celle qui avait déjà prononcé.

« La juridiction à laquelle les affaires seront renvoyées pour la revision prononcera en la forme ordinaire. »

ART. 446. — « Dans le cas où la revision est demandée par les parents ou alliés du condamné décédé, si la Cour de cassation reconnaît que la demande en revision est justifiée, elle cassera les condamnations sans qu'il y ait lieu au renvoi devant un autre tribunal. »

Enfin l'art. 447 décide que : « Si le jugement de la juridiction de renvoi porte l'acquiescement de l'inculpé ou si la Cour de cassation casse le jugement attaqué dans le cas de l'article précédent, le jugement ou arrêt sera publié et affiché pour réhabiliter l'honneur du condamné ».

CHAPITRE VIII

De la revision dans la législation chinoise.

La revision existe dans la législation chinoise sous le nom de « cassation des jugements rendus à faux » (1).

Lorsque les tribunaux de justice, dans les provinces ou dans la capitale, ont occasion de prendre connaissance d'un jugement rendu à faux, ils doivent faire un résumé exact et fidèle des circonstances qui s'y rapportent et de l'espèce de l'injustice qui aura été commise; ce résumé doit être mis sous les yeux de l'Empereur, pour qu'une commission spéciale soit nommée, à l'effet d'examiner en quoi pèche le jugement. Si l'on arrive à prouver la fausseté de l'accusation portée contre ledit jugement ou l'injustice de la sentence, le magistrat qui aura instruit l'affaire de la revision devra rectifier d'abord la sentence à l'égard de la personne contre qui elle aura été prononcée, et porter ensuite sa décision sur la culpabilité encourue par elle et sur la peine méritée

(1) *Ta-Tsing-Leu-Lee* ou les lois fondamentales du Code pénal de la Chine, traduit par Staunton et Renouard de Sainte-Croix; section ccccx.

par l'accusateur ou par le magistrat qui a rendu la sentence attaquée ⁽¹⁾, suivant qu'elle aura ou n'aura pas été rendue conformément à l'accusation.

(1) Voir, ouvrage précité, section ccccxix, relativement aux peines encourues par les magistrats coupables de prévarication ou d'erreur.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

(Loi du 8 juin 1895.)

La loi de 1867, comme nous l'avons dit précédemment, était complètement insuffisante, et cette insuffisance provenait de ce qu'elle n'autorisait la revision que dans certains cas limitativement déterminés et sous la condition qu'une seconde condamnation fût intervenue, en sorte que, le plus souvent, le condamné, victime d'une erreur judiciaire, se trouvait dans l'impossibilité de faire reconnaître son innocence. On en eut bientôt la preuve.

En 1873, meurt à Cayenne Pierre Vaux, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour incendie volontaire, par arrêt du mois de juin 1852. On s'aperçut alors que Pierre Vaux était innocent du crime pour lequel il avait été condamné et que le véritable coupable était un nommé Gallemard, maire de Longepierre, le principal accusateur de Pierre Vaux. Gallemard fut arrêté et traduit en Cour d'as-

sises; mais avant que le jugement fût rendu, il se pendit dans sa prison et rendit ainsi impossible la revision du procès de Pierre Vaux que ses enfants avaient demandée en 1879.

Le 4 mars 1886, M. Royssel, évoquant les faits Lesurques et Pierre Vaux, proposa l'addition suivante à l'art. 443 :

« 1° Si l'auteur signalé d'un crime ou d'un délit pour lequel a été prononcée une première condamnation ne peut plus être poursuivi par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité.

« 2° Si, dans les mêmes circonstances et par les mêmes motifs, un témoin, sur la fausse déposition duquel la condamnation s'est produite, ne peut plus être poursuivi. »

A la même époque environ, M. Vergoin proposa la création d'une nouvelle voie de recours, dite : la revision.

Sur ces entrefaites éclata un nouvel incident : l'affaire Borrás.

Borrás avait été condamné à mort, au mois d'août 1887, par la Cour d'assises de l'Aude, malgré ses antécédents irréprochables et ses énergiques dénégations, pour un crime dont il n'était pas l'auteur. Fort heureusement sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. Son innocence fut reconnue à la suite d'une circonstance toute fortuite. Un crime à peu près analogue à celui dont Borrás avait été accusé fut commis en Espagne. Le coupable nommé Rosell avoua qu'il était aussi l'auteur du double assassinat du Petit Condom pour lequel Borrás avait été

condamné. L'enquête qui fut faite dans la suite établit d'une manière évidente l'innocence de Borrás. Mais la revision du procès de Borrás fut néanmoins impossible: En effet l'instruction contre Rosell n'avait pas pu aboutir par la raison qu'il était en Espagne, sa patrie, d'où son extradition était impossible. En conséquence, le Président de la République dut se contenter de gracier Borrás en 1890. Cet incident donna lieu à de nouvelles propositions sur lesquelles la Chambre a eu à statuer et qui ont donné naissance à la loi du 8 juin 1895.

Ces propositions sont au nombre de quatre.

La première due à l'initiative de M. Laguerre et déposée le 2 juin 1890 se scinde en deux parties ainsi conçues :

1^{re} *proposition*. — ART. 1^{er}. — « La Cour de cassation, après avoir admis la revision du procès, fixera le chiffre de l'indemnité à accorder à la victime de l'erreur judiciaire ou à ses ayants-droit ».

ART. 2. — « 1° La revision pourra avoir lieu, outre les cas spécifiés par l'art. 449, toutes les fois qu'il y aura des présomptions graves, desquelles paraîtra résulter l'innocence de celui qui demande la revision ;

« 2° Elle pourra encore avoir lieu, alors même qu'un des condamnés a déjà subi sa peine, et alors même qu'il a été gracié ;

« 3° Le droit de demander la revision est imprescriptible. »

2^e *proposition*. — ARTICLE UNIQUE. — « Il sera ouvert un crédit de 50.000 fr. au ministère de la Justice, au

profit de Borrás, dès que l'erreur judiciaire dont il a été victime aura été légalement reconnue ».

M. Laguerre appuie son projet d'extension des cas de revision des considérations suivantes :

« La loi du 29 juin 1867 qui a, d'une manière très restrictive, déterminé les cas dans lesquels la revision pourra avoir lieu, est loin d'être suffisante et il y a lieu de la modifier. Que demandons-nous? C'est qu'au lieu de circonscrire d'une façon extrêmement rigoureuse et limitative les cas dans lesquels la revision des procès pourra avoir lieu, on ouvre une voie qui donne satisfaction à un innocent condamné.

« Dans la législation ancienne, la législation d'avant 1789, celle qu'on a appelée barbare parce qu'elle employait la torture et la question comme moyens d'instruction, il n'y avait pas de limite posée à la revision des procès criminels.

« En 1791, nous voyons apparaître la loi sur le jury, et comme si le jury devait être une garantie absolue pour l'accusé, le législateur, dans son enthousiasme et sa confiance, supprime la revision des procès.

« Deux ans après, on reconnaît qu'on s'est trompé et, en 1793, on introduit un cas unique sur la revision des procès criminels.

« En 1808 on autorise la revision dans deux autres cas.

« Le cas prévu par la loi de 1893 et les deux cas prévus par la loi de 1808 sont les seuls qui soient prévus par la législation actuelle.

« La loi de 1867 a purement et simplement maintenu ces trois cas, en ajoutant que l'on pourra défendre la mémoire des morts et reviser les condamnations prononcées par les juridictions correctionnelles.

« Eh bien! messieurs, quand on voit comment le législateur a été amené à étendre successivement les cas de revision, est-ce qu'on ne doit pas se dire : La revision des procès criminels, c'est-à-dire la réhabilitation d'un homme qui a été injustement condamné, est un droit supérieur à toutes les considérations qu'on peut faire valoir?

« Quand un innocent a été frappé, et quand il y a de sérieuses apparences que si son procès est révisé, il sortira vainqueur de l'accusation dont il a été victime, il n'est pas possible de lui refuser impitoyablement le moyen d'obtenir sa réhabilitation. »

La seconde proposition de loi : celle de M. Reinach, déposée le 3 juin 1890, ne contient aucune extension des cas de revision, mais crée seulement le droit pour le condamné, son conjoint, ses ascendants et descendants, à une indemnité accordée par la Cour d'appel du ressort, détermine un minimum, et prescrit cette action par cinq ans à dater de la revision.

La troisième proposition de loi, déposée par M. Chiché, le 7 juin 1890, donne ouverture à revision, sans frais, en tout temps, sur de sérieuses présomptions, avec droit à une indemnité pour le condamné seul. L'art. 4 de ce projet, relatif à l'extension des cas de revision, est ainsi conçu :

« Si de sérieuses présomptions d'innocence s'élèvent en

faveur d'un condamné, le ministre de la Justice devra saisir de l'affaire la Cour de cassation. Celle-ci s'entourera de tous les moyens d'information qu'elle jugera utiles; de nouveaux témoins pourront être entendus et de nouvelles pièces produites. Le condamné ne sera tenu de faire l'avance d'aucun frais; il pourra se faire assister d'un défenseur de son choix, même pris en dehors du tableau des avocats à la Cour de cassation ou à la Cour d'appel. Si son innocence est reconnue, la condamnation sera annulée et l'arrêt fixera le montant des dommages-intérêts. »

Enfin le projet de M. Chiché se termine par un article ainsi conçu :

ART. 6. — « Tous ceux qui, par leurs dénonciations faites à la légère ou méchamment, par leurs témoignages malveillants ou inconsidérés, auront contribué à égarer la justice, pourront être mis en cause, soit par l'accusé, le prévenu ou le condamné, soit par le ministère public, et condamnés à rembourser au Trésor public le montant des condamnations pécuniaires et des frais, sans préjudice des poursuites correctionnelles ou criminelles pour dénonciation calomnieuse ou faux témoignage. »

Quant à la quatrième proposition de loi : celle de M. de Lacretelle, elle se borne à demander le vote d'une indemnité au profit de Borrás.

Ce sont ces diverses propositions de loi qui ont donné naissance à la loi du 8 juin 1895.

Cette loi s'occupe de deux sujets distincts.

En premier lieu, elle s'occupe de la revision des procès

criminels et correctionnels, et, en second lieu, des indemnités à accorder aux victimes des erreurs judiciaires.

Bien que la question de l'indemnité ne rentre pas dans le plan de notre étude, nous ne la passerons pas complètement sous silence.

Ceci dit, nous allons nous occuper successivement :

1° De l'élaboration de la loi du 8 juin 1895.

2° Des cas dans lesquels la revision peut être demandée.

3° Des personnes qui peuvent demander la revision.

4° Du délai dans lequel la revision doit être demandée.

5° De la procédure en matière de revision.

6° Des effets de la revision.

CHAPITRE PREMIER

De l'élaboration de la loi du 8 juin 1895.

Nous avons vu précédemment que plusieurs projets de loi relatifs aux erreurs judiciaires avaient été déposés par divers membres du Parlement dans les premiers jours du mois de juin de l'année 1890. Une commission fut chargée d'examiner ces divers projets de loi et, le 26 juin 1890, elle faisait connaître ses conclusions par l'organe de son rapporteur : M. Pourquery de Boisserin.

Le rapporteur commence par examiner les divers projets de loi soumis au Parlement. Le projet de loi de M. Laguerre constitue, à son avis, une juridiction nouvelle. « En matière correctionnelle où la décision est déjà soumise en fait au contrôle du juge supérieur, il peut ne pas y avoir de grands inconvénients; mais en matière criminelle ce serait une grave atteinte portée à l'autorité du jury ».

Relativement aux autres propositions émanées de l'initiative parlementaire, le rapport s'exprime dans les termes suivants :

« La commission n'a pas cru devoir s'approprier la pro-

position de loi de M. de Lacretelle, tout en rendant hommage aux sentiments généreux et élevés qui l'ont inspirée. Son admission serait la revision par le Parlement d'une décision de justice; ce serait la violation et la destruction du principe protecteur de la séparation des pouvoirs.

« Il en est de même de la demande de crédit de M. Laguerre; elle est, il est vrai, subordonnée à la revision du procès Borrás, mais elle paraît dicter cette revision au nom du Parlement, et substitue la Chambre aux tribunaux pour l'évaluation des dommages.

« L'art. 4 de la proposition de M. Chiché n'est pas davantage admis par votre commission. Les gens de la campagne et bon nombre d'habitants des villes n'aiment pas à être témoins dans les affaires criminelles; ils sont troublés à la seule pensée de comparaître en justice. Une disposition législative semblable à celle de M. Chiché augmenterait les difficultés que la justice rencontre dans la recherche de la vérité. »

Ayant fait cette première élimination, la commission, aborde l'examen de la question de la revision dans les termes suivants :

« Le principe de l'autorité de la chose jugée, indispensable à l'ordre public, contient dans sa formule l'aveu de la faillibilité humaine : *Res judicata pro veritate habetur*. Ce qui est jugé est tenu et accepté comme vérité. C'est une convention nécessaire. Si l'intérêt général, celui des accusés, si la stabilité sociale, le prestige des juges, com-

mandent cette sanction à toute décision définitive, la vérité, la justice ordonnent de la faire fléchir en face de l'innocence démontrée, de l'erreur certaine. Le respect qui entoure la magistrature est même augmenté par le courageux aveu de son involontaire erreur et l'éclatante réparation accordée à celui qui a souffert. »

Après avoir ainsi affirmé la nécessité de l'institution de la revision, le rapport retrace l'histoire de cette institution dans notre ancien droit, dans le droit intermédiaire, dans le Code d'instruction criminelle de 1808, sous la législation de 1867, puis il continue :

« Le nombre des erreurs judiciaires avérées qu'il est impossible de faire entrer dans les cas limités de l'art. 443 a, depuis longtemps, démontré l'insuffisance de cette réforme » (il est question de la réforme accomplie par la loi de 1867).

Le rapport ajoute que la commission « a tenu à ne pas faire une loi spéciale placée en dehors du Code d'instruction criminelle. Les dispositions nouvelles adaptées aux articles anciens laissent intacte l'œuvre d'ensemble du Code d'instruction criminelle et son numérotage ».

Ces observations préliminaires étant faites, la commission consacre les principes suivants :

1° Elle déclare les condamnations à l'amende prononcées pour délits correctionnels, susceptibles de revision, et elle en donne le motif suivant : « La publicité illégale donnée par la presse à presque toutes les condamnations aggrave la peine prononcée par le juge et surtout ses conséquences morales et matérielles. Le souvenir de la flétrissure, même légère,

survit et suit une famille. La grâce, la réhabilitation, l'amnistie ne l'effacent pas ». Toutefois la commission décide que les décisions correctionnelles sur des contraventions déférées exceptionnellement à cette juridiction ne seront pas revisables, par ce motif que : « une contravention est presque toujours une légèreté, un oubli, où souvent l'intention n'est pour rien et où l'honneur n'est pas en jeu ».

2° La commission constate l'impossibilité de prévoir tous les cas de revision, c'est-à-dire toutes les circonstances de fait où l'innocence méconnue peut se révéler. Or, ainsi que le dit le rapport : « La revision limitée, c'est l'erreur judiciaire protégée par l'imprévoyance du législateur ; c'est l'innocent enfermé, avec son déshonneur immérité, dans un cercle légal, en face du juge qui déplore son erreur, veut et ne peut la réparer. Cette effrayante injustice, à même d'entraîner l'innocent à tous les excès, serait la négation du progrès, un reste de barbarie dans le XIX^e siècle et en France. Votre commission a cru pouvoir concilier les formes judiciaires protectrices du principe de la chose jugée avec les droits impérissables de celui qui subit ou a subi une condamnation injuste. Sur la proposition de M. Louis Jourdan, le projet Boysset a été repris. Il n'augmente pas les cas de revision. Il donne une très large satisfaction aux vœux émis de 1822 à 1867, en rendant toujours possible la revision dans les cas déjà prévus ».

En conséquence, la commission propose d'ajouter à l'art. 443 un premier alinéa ainsi conçu :

« Dans ces deux derniers cas, le droit à la revision reste

ouvert, alors même que l'auteur signalé d'un délit ou d'un crime à l'occasion duquel a été prononcée une première condamnation, ou que le témoin soupçonné de faux témoignage, ne peuvent plus être poursuivis par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité. »

Mais comme toutes les erreurs peuvent ne pas être réparées malgré cette extension, la commission adopte un quatrième cas qui répond aux vœux des projets Laguerre et Chiché et qui est ainsi conçu : « 4° Lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler, d'où paraît résulter la non-culpabilité de celui qui a été condamné ».

Toutefois, la commission ajoute au principe qu'elle vient ainsi de poser cette restriction que, dans ce quatrième cas, le droit de demander la revision n'appartiendra qu'au ministre de la Justice seulement, tandis que dans les trois premiers cas il appartient non seulement au ministre, mais aussi au condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui mission expresse.

3° La commission décide que la demande en revision ne sera recevable, pour les cas déterminés aux numéros 2 et 3 de l'art. 443, que si cette demande a été inscrite au ministère de la Justice dans les cinq ans à dater du jour où les parties réclamantes auront connu la seconde des condamnations inconciliables ou la condamnation des faux témoins. Ajoutons que, sous la législation de 1867, le délai n'était que de deux ans et courait à partir de la seconde condamnation inconciliable ou de la condamnation des faux témoins.

4° La commission décide que, la revision une fois prononcée, des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal, la Cour, ou la Cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande; et que, si elle est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents justifiant d'un préjudice matériel résultant de la condamnation.

La commission justifie cette innovation dans les termes suivants :

« L'individu a confié à la société le soin de le protéger dans son honneur, sa vie, sa liberté, ses biens..... Si elle se trompe, si de bonne foi elle retient comme vérité un amas fatal de vraisemblances, prend des présomptions pour des preuves, et frappe celui qu'elle veut protéger, ne doit-elle pas, en vertu de la garantie promise, soit en vertu du contrat social lui-même, indemniser l'innocent du préjudice occasionné par son fait? Un simple particulier y serait tenu par les art. 1382 et suivants du Code civil ou les règles générales du contrat. Pourquoi la société ne le serait-elle pas? »

Mais si la commission reconnaît à la victime d'une erreur judiciaire constatée par arrêt de revision, le droit à une indemnité pécuniaire, elle repousse le principe de l'indemnité, tant en faveur des individus dont l'innocence est déclarée par jugement qu'à l'égard de ceux qui ont été l'objet de simples poursuites.

La première délibération sur le projet adopté par la commission a eu lieu dans la séance de la Chambre du 30 décembre 1891.

L'extension de la revision, le principe de l'indemnité en faveur des individus dont la condamnation est revisée, furent admis sans difficulté. Mais il en fut autrement de la question de savoir s'il fallait admettre ou rejeter le principe de l'indemnité en faveur des individus dont l'innocence est déclarée dans un jugement d'acquittement ainsi que de ceux qui ont été l'objet de simples poursuites et qui n'ont été rendus à la liberté qu'à la suite d'une ordonnance de non-lieu. M. Chiché, estimant qu'il y avait lieu d'accorder à ces individus une indemnité, déposa un contre-projet dans lequel était formulé le principe suivant :

« Toute personne victime d'une arrestation, d'une poursuite judiciaire ou d'une condamnation reconnue erronée, a droit à une indemnité égale au préjudice matériel et au préjudice moral qu'elle a subis. »

Ce contre-projet fut repoussé.

Dans la séance suivante, plusieurs amendements furent proposés qui reprenaient, tout en les renfermant dans des termes beaucoup plus restreints, les dispositions essentielles du contre-projet de M. Chiché. Ces amendements étaient dus à MM. Bovier-Lapierre, Pontois et de Ramel.

L'amendement de M. Bovier-Lapierre était ainsi conçu :

« Le prévenu et l'accusé, lorsqu'il n'existera pas de partie civile, et qu'ils n'auront point, par leur faute, donné lieu, à la poursuite, pourront obtenir une réparation pécuniaire de l'État dans le cas d'innocence déclarée par le jugement ou l'arrêt correctionnel, ou par la réponse du jury sur la question qui lui sera toujours posée par le président des assises

dans les conditions et les formes prescrites par les art. 340, 345 et 347 du Code d'instruction criminelle. Il sera statué sur le chiffre des dommages-intérêts en matière correctionnelle par le tribunal ou la Cour, en matière criminelle par la Cour d'assises, si l'accusé acquitté ne déclare pas de ce chef renoncer au bénéfice de la réponse du jury. »

Cet amendement restreignait, comme on le voit, le bénéfice de l'indemnité au cas où le prévenu serait acquitté. L'indemnité devenait une simple faculté que les tribunaux ou la Cour d'assises pouvait toujours refuser d'accorder. Enfin le bénéfice de l'indemnité était subordonné aux conditions suivantes : 1° Qu'il n'y ait point de partie civile ; 2° Que l'accusé n'ait commis aucune faute ; 3° Qu'il y ait non seulement acquittement, mais innocence déclarée ; 4° Que le prévenu ne renonce point au bénéfice de l'innocence déclarée.

L'amendement de M. Pontois se montrait encore plus exigeant relativement aux conditions nécessaires pour qu'une indemnité judiciaire pût être accordée en dehors de toute condamnation. Il était ainsi conçu :

ARTICLES ADDITIONNELS

I

« Auront droit à une indemnité, après avoir bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, toutes personnes arrêtées sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, lorsqu'une décision judiciaire définitive aura consacré l'innocence de ces personnes par

la condamnation du véritable auteur du crime ou du délit.

« Auront le même droit, après un jugement ou arrêt définitif d'acquittement, toutes les personnes arrêtées sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, quand il résultera de la décision définitive d'acquittement rendue en leur faveur que le fait incriminé ne constitue ni crime ni délit.

II

« Dans tous les cas où une indemnité sera accordée aux victimes d'erreurs judiciaires en vertu de la présente loi, il sera inséré au *Journal officiel* de la République française une notice résumant la décision judiciaire qui a reconnu le droit à l'indemnité et qui en a fixé le quantum :

III

« Les indemnités allouées en vertu de la présente loi seront payées comme frais de justice criminelle. »

Ainsi donc, d'après l'amendement de M. Pontois, l'indemnité n'aurait pu être accordée en l'absence d'une condamnation suivie de revision que dans les deux cas suivants :

1° Lorsque l'innocence du prévenu aurait été proclamée par la condamnation du véritable auteur du crime ou du délit.

2° Lorsqu'une décision définitive serait intervenue établissant que le fait incriminé ne constitue ni crime ni délit.

A l'inverse, le projet Bovier-Lapierre se trouvait étendu dans sa portée par M. de Ramel dont l'amendement était

ainsi conçu : « Les tribunaux et les Cours statuant en matière correctionnelle qui prononceront l'acquittement du prévenu pourront, sur sa demande, décider s'il y a lieu de lui allouer une indemnité et, au cas d'affirmative, en fixer le montant.

« Lorsqu'une Cour d'assises prononcera l'acquittement de l'accusé, le jury pourra, sur des conclusions prises à cet effet, être immédiatement renvoyé dans sa chambre des délibérations pour décider si une indemnité est due à l'acquitte. Sur sa déclaration affirmative, la Cour d'assises fixera cette indemnité.

« Celui qui, après avoir subi une détention préventive, bénéficiera d'une ordonnance de non-lieu, et lorsqu'il se sera écoulé cinq ans sans qu'aucune poursuite ait été ordonnée contre lui pour le même fait, pourra demander des dommages-intérêts devant le tribunal qui aurait été compétent pour connaître de la prévention, ou devant la Cour d'appel compétente pour rendre l'arrêt de renvoi. »

La Chambre vota la prise en considération des amendements de MM. Bovier-Lapierre, Pontois et de Ramel, et ces trois amendements furent, en conséquence, renvoyés à la commission.

Trois mois après (le 7 avril 1892), la commission présentait à la Chambre un texte nouveau qui complétait le premier projet par l'addition suivante à l'art. 446 nouveau du Code d'instruction criminelle :

« Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée, toute personne arrêtée préventivement sous l'incul-

pation d'un crime ou d'un délit dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait, ou ne pourra plus l'être, conformément au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'art. 443.

« 2° Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 443 pour le faux témoignage.

« 3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime ni délit.

« L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquiescement aura été prononcé. »

Ce nouveau texte fut adopté sans discussion.

Finalement le projet de loi voté par la Chambre était ainsi conçu.

ARTICLE UNIQUE : « Les art. 443, 444, 445 et 446 du Code d'instruction criminelle sont ainsi modifiés :

ART. 443. — « La revision pourra être demandée, en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :

« 1° Lorsqu'après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffi-

sants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

« 2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

« 3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne pourra être entendu dans les nouveaux débats.

« Dans ces deux derniers cas, le droit à la revision reste ouvert, alors même que l'auteur signalé d'un délit ou d'un crime, à l'occasion duquel a été prononcée une première condamnation, ou que le témoin soupçonné de faux témoignage, ne peuvent plus être poursuivis ou condamnés par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité.

« 4° Lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler d'où paraît résulter la non-culpabilité de celui qui a été condamné. »

ART. 444. — « Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas :

« 1° Au ministre de la Justice.

« 2° Au condamné.

« 3° Après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui mission expresse.

Dans le quatrième cas, au ministre de la Justice seulement.

« La Cour de cassation, section criminelle, sera saisie par son procureur général en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

« La demande de celles-ci sera non recevable pour les cas déterminés aux numéros 2 et 3 de l'article précédent, si elle n'a été inscrite au ministère de la Justice dans les cinq ans à dater du jour où elles auront connu la seconde des condamnations inconciliables ou la condamnation du faux témoin.

« Dans tous les cas, l'exécution des arrêts ou jugements dont la revision est demandée sera de plein droit suspendue sur l'ordre du ministre de la Justice jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité.

ART. 445. — « En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la Cour procédera directement ou par commission rogatoire à toutes enquêtes sur le fond, confrontation, reconnaissance d'identité, interrogatoire et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

« Lorsque l'affaire sera en état, si la Cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision; elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une Cour ou un tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

« Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la Cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

« Dans tous les cas, lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts. »

ART. 446. — « La revision prononcée, des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal, la Cour, ou la Cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande.

« Si elle est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents, justifiant d'un préjudice matériel par le fait de la condamnation.

« La demande devra être formée avant l'arrêt définitif de revision. Elle sera recevable en tout état de procédure. Si la condamnation révisée était simplement pécuniaire, l'amende et les frais indûment perçus seront restitués pour tous dommages-intérêts.

« Les frais seront avancés par le demandeur en revision jusqu'à l'arrêt de recevabilité. Après cet arrêt, l'instruction sera suivie aux frais du Trésor.

« L'arrêt de revision sera affiché conformément à l'art. 36 du Code pénal et inséré d'office au *Journal officiel*. La publication de cet arrêt dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

« Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée, toute personne arrêtée préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait, ou ne pourra plus l'être, conformément au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'art. 443 ;

« 2° Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 443 pour le faux témoignage ;

« 3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime ni délit.

« L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquiescement aura été prononcé. »

Le projet de loi ainsi voté par la Chambre fut alors

transmis par le Gouvernement au Sénat. La commission du Sénat en avait déjà commencé l'étude lorsque le ministre de la Justice invité par la Commission à faire connaître son opinion a jugé bon, avant de donner son avis, de soumettre au Conseil d'État le projet voté par la Chambre. Un contre-projet fut alors rédigé par le Conseil d'État, et le Gouvernement, s'appropriant ce contre-projet, l'a présenté au Sénat comme émanant de son initiative.

Les différences qui existent entre la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés et le projet du Gouvernement sont les suivantes :

1^{re} *différence*. — Tandis que la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés se composait d'un article unique ainsi conçu : « Les art. 443, 444, 445 et 446 du Code d'instruction criminelle sont ainsi modifiés..... », le projet de loi déposé au Sénat par le Gouvernement se compose de deux articles :

ART. 1. — « Le chapitre 3 du livre II, titre II du Code d'instruction criminelle est remplacé par le chapitre suivant.... »

ART. 2. — « Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation donnant ouverture à revision dans les termes de l'art. 443, §§ 2 et 3, serait antérieure à la présente loi, le délai fixé par l'art. 444 pour l'inscription de la demande courra à partir de la promulgation. »

2^e *différence*. — Tandis que dans la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, le 3^e numéro de l'art. 443 est ainsi conçu : « 3^e Lorsqu'un des témoins en-

tendus aura été condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu... », le projet de loi du Gouvernement dit : « 3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

3° *différence*. — Le projet de loi du Gouvernement supprime la disposition finale du 3° numéro de l'art. 443 votée par la Chambre des députés, disposition en vertu de laquelle, dans les deuxième et troisième cas de revision : « le droit de revision reste ouvert, alors même que l'auteur signalé d'un délit ou d'un crime, à l'occasion duquel a été prononcée une première condamnation, ou que le témoin soupçonné de faux témoignage, ne peuvent plus être poursuivis ou condamnés par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité ».

4° *différence*. — Tandis que, dans la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, le numéro 4 de l'art. 443 formule le quatrième cas de revision dans les termes suivants : « 4° Lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler d'où paraît résulter la non-culpabilité de celui qui a été condamné », le projet de loi du Gouvernement modifie ce texte de la façon suivante : « 5° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné ».

5° *différence*. — Le projet de loi du Gouvernement ramène le délai pendant lequel le second et le troisième cas de revision pourront être invoqués de cinq ans à deux ans.

6° *différence*. — Tandis que la proposition adoptée par la Chambre des députés décide dans l'art. 445 *in fine* que « Dans tous les cas, lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts », le projet de loi du Gouvernement place la disposition ci-dessus dans l'art. 446, après lui avoir fait subir quelques modifications de détail (suppression des mots : « Dans tous les cas », remplacement des mots : « entre toutes les parties » par : « contre toutes les parties », et suppression des mots : « d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité »). Puis il complète cette disposition ainsi modifiée par la suivante :

« Lorsqu'il s'agira des cas de revision exprimés aux numéros 1 et 4 de l'art. 443, si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé. »

7° *différence*. — Le projet de loi du Gouvernement repousse

absolument le principe de la réparation pécuniaire en matière d'acquittement ou de non-lieu. En cas de revision, il n'admet la demande en indemnité que comme une simple faculté et à la condition qu'elle reste soumise à la libre appréciation des tribunaux. Il exige, en outre, pour que l'indemnité soit accordée, l'existence d'un préjudice matériel causé à la personne victime de l'erreur judiciaire par la condamnation. Enfin, au cas de décès de la victime de l'erreur judiciaire, il restreint le droit de demander une indemnité, au conjoint, aux ascendants et descendants, et aux frères et sœurs de la victime.

Voici, d'ailleurs, relativement au droit de demander, après revision, une indemnité, le texte présenté par le Gouvernement, comparé à celui voté par la Chambre des députés :

TEXTE VOTÉ PAR LA CHAMBRE.

ART. 446. — La revision prononcée, des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal, la Cour, ou la Cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande.

Si elle est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents, justifiant d'un préjudice matériel par le fait de la condamnation.

TEXTE DU GOUVERNEMENT.

ART. 447. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer une indemnité, à raison du préjudice matériel que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander une indemnité appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants, frères et sœurs, justifiant d'un préjudice

TEXTE VOTÉ PAR LA CHAMBRE.

La demande devra être formée avant l'arrêt définitif de revision. Elle sera recevable en tout état de la procédure. Si la condamnation revisée était simplement pécuniaire, l'amende et les frais indûment perçus seront restitués pour tous dommages-intérêts.

TEXTE DU GOUVERNEMENT.

matériel résultant pour eux de la condamnation.

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

L'indemnité allouée sera à la charge de l'État et payée comme frais de justice criminelle.

8° *différence*. — Relativement aux frais de l'instance en revision, tandis que la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés se contentait de dire : « Les frais seront avancés par le demandeur en revision jusqu'à l'arrêt de recevabilité. — Après cet arrêt, l'instruction sera suivie aux frais du Trésor », le projet de loi du Gouvernement porte : « Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor. — Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision s'il y a lieu. — Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais ».

9° *différence*. — Relativement à l'affichage de l'arrêt de revision, il existe entre la proposition adoptée par la Chambre des députés et le projet de loi du Gouvernement une différence dans la forme de rédaction. Voici d'ailleurs les deux textes.

TEXTE DE LA CHAMBRE.

L'arrêt de revision sera affiché conformément à l'art. 36 du Code pénal et inséré d'office au *Journal officiel*. La publication de cet arrêt dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

TEXTE DU GOUVERNEMENT.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée.

Il sera inséré d'office au *Journal officiel*, et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor.

Le Sénat renvoya à la commission relative aux erreurs judiciaires le contre-projet que le Conseil d'État avait adopté et que le Gouvernement s'était approprié et chargea du rapport M. Béranger.

La commission du Sénat fit subir au projet du Gouvernement plusieurs modifications qu'il nous faut maintenant examiner.

En ce qui concerne la revision des procès criminels et correctionnels, les modifications apportées par la commis-

sion du Sénat au projet de loi du Gouvernement sont peu considérables. Ce sont les suivantes :

1° La commission du Sénat rétablit, à la suite des trois premiers cas de revision, la disposition que le Conseil d'État avait supprimée.

2° Relativement aux personnes à qui appartient le droit de demander la revision dans les trois premiers cas, la commission du Sénat ajoute, en cas d'incapacité du condamné, son représentant légal. D'autre part, elle assimile l'absence déclarée du condamné à sa mort.

3° En ce qui concerne la suspension de l'exécution des arrêts ou jugements dont la revision est demandée, la commission du Sénat établit une distinction suivant que l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas encore été exécuté, ou bien est en cours d'exécution. Cette distinction est établie dans les termes suivants :

« Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministre de la Justice à la Cour de cassation.

« Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la Justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité. »

Telles sont les modifications que la commission du Sénat a fait subir au projet de loi du Gouvernement en ce qui concerne la revision. Elles sont, comme on le voit, peu considérables.

Il en est tout autrement en ce qui concerne la réparation pécuniaire en cas de revision et surtout en cas d'acquiescement ou de non-lieu.

En ce qui concerne la réparation pécuniaire en cas de revision, la commission du Sénat repousse la doctrine du Conseil d'État proclamant l'irresponsabilité de l'État au regard du condamné innocent. La commission admet que « la réparation est un droit, mais un droit dont l'exercice comporte une appréciation », ce qui l'amène à substituer à la formule adoptée par la Chambre : « des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal », les termes moins absolus : « l'arrêt ou le jugement de revision..... pourra..... » Mais la commission du Sénat n'entend pas admettre que la dette de l'État n'ait pour cause que l'accomplissement d'un devoir purement moral, d'un simple acte de bienfaisance et d'humanité.

« Il y aurait, dit M. Bérenger dans son rapport, une singulière contradiction, s'il en était ainsi, à rendre les tribunaux juges de la mesure de sa bienveillance. La source de l'action, il faut savoir le reconnaître nettement, est dans l'obligation juridique de réparer la faute sociale dont sa prudence aurait dû le préserver. »

La commission s'est encore séparée du Conseil d'État sur un autre point, relativement à la réparation pécuniaire après revision. Elle ne peut admettre que la réparation soit subordonnée dans tous les cas à la justification d'un préjudice matériel distinct de celui qui résulte d'une façon incontestable de la poursuite et de la condamnation.

« Mais il y a ici encore, dit M. Bérenger, une distinction évidente à faire. — S'agit-il de quelque parent éloigné, il n'est pas douteux qu'on devra exiger de lui la preuve qu'il a subi un dommage personnel et en même temps matériel. — La demande est-elle au contraire formée par le condamné lui-même, ou par quelqu'un de ses proches, ceux particulièrement du même nom, que la honte ou le déshonneur ont dû atteindre comme lui, pourquoi demander des justifications spéciales? Ne suffit-il pas du préjudice général qui les a atteints dans leur considération, leur repos, leurs relations, leur vie tout entière, pour légitimer leur demande? L'honneur ne se chiffre pas en argent, dit le Conseil d'État. Pourquoi donc la diffamation et l'injure elle-même sont-elles passibles de dommages-intérêts? C'est un préjudice moral, a-t-on parfois ajouté. En fût-il ainsi, il ne devrait pas être exclu, témoin la même jurisprudence. Mais comment peut-on dire que l'homme aussi cruellement frappé n'ait eu à subir que des souffrances morales? La privation de la liberté, s'il s'agit du condamné, ou la simple suspension de ses affaires; et, s'il s'agit de ses proches, le discrédit, le trouble jeté dans leur vie, ne les ont-ils pas frappés jusque dans leurs intérêts? »

La commission du Sénat admet donc la réparation pécuniaire, sans condition, pour le condamné, pour son conjoint, ses ascendants et descendants. Elle ne l'accorde aux autres que sur justification d'un préjudice matériel.

Voici d'ailleurs le texte adopté par la commission du Sénat comparé à celui proposé par le Conseil d'État.

TEXTE DU CONSEIL D'ÉTAT.

ART. 447. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer une indemnité, à raison du préjudice matériel que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander une indemnité appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants, frères et sœurs, justifiant d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

L'indemnité allouée sera à la charge de l'État et payée comme frais de justice criminelle.

TEXTE DE LA COMMISSION.

L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra dans la même condition à son conjoint, à ses ascendants et descendants. Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'État, sauf son recours contre ceux par la faute desquels la poursuite aurait été ordonnée ou la condamnation prononcée. Ils seront payés comme frais de justice criminelle.

En cas d'acquiescement ou de non-lieu la commission du Sénat rétablit la faculté, consacrée précédemment par la Chambre des députés et repoussée par le Gouvernement,

d'accorder une indemnité aux victimes de simples poursuites. Mais sur ce point, la commission fit subir au texte voté par la Chambre plusieurs modifications.

Voici d'ailleurs le texte proposé par la commission comparé à celui voté par la Chambre.

TEXTE VOTÉ PAR LA CHAMBRE.

Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée, toute personne arrêtée préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants :

1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait, ou ne pourra plus l'être, conformément au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'art. 443 ;

2° Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'art. 443 pour le faux témoignage ;

3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime ni délit.

L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait

TEXTE DE LA COMMISSION.

Toute personne ayant été détenue préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, qui aura été acquittée ou qui aura été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, pourra, si elle n'a pas donné lieu par sa faute à la poursuite et si elle justifie d'un préjudice matériel résultant de sa détention, demander des dommages-intérêts dans les cas suivants :

1° S'il résulte de la décision mettant fin aux poursuites que le fait imputé ne constitue ni crime ni délit, ou que son innocence a été reconnue ;

2° S'il est établi avec certitude, soit par une condamnation prononcée contre un tiers, soit par des faits ou documents révélés postérieurement, qu'un autre a été l'auteur du fait imputé.

La demande peut être formée en cas d'acquiescement, au moment du jugement du fond.

TEXTE VOTÉ PAR LA CHAMBRE.

générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquittement aura été prononcé.

TEXTE DE LA COMMISSION.

Elle doit, dans tous les cas, être introduite dans les six mois du jour où le fait donnant ouverture à l'action a été connu de l'intéressé.

Elle est jugée sur simple requête, en cas de jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-lieu, par le tribunal du lieu où la décision a été rendue, jugeant au civil; en cas d'arrêt d'acquittement, par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises; et d'arrêt de non-lieu, par une Chambre civile de la Cour d'appel.

Ce n'est que dans la séance du 9 février 1894 que la délibération sur la proposition de loi a été commencée au Sénat pour être continuée dans les séances des 12, 13 février et 2 mars 1894.

Relativement à la revision des procès criminels et correctionnels, le Sénat vota les propositions de sa commission en leur faisant toutefois subir les modifications suivantes :

1° Le Sénat ne rétablit pas, contrairement aux vœux de sa commission, la disposition supprimée par le Conseil d'État à la suite des trois premiers cas de revision.

2° Le Sénat décida que, dans le quatrième cas de revision, le ministre de la Justice, seul compétent pour demander la revision, ne devra statuer qu'après avoir pris l'avis d'une com-

mission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la Chambre criminelle. Cette disposition ne se trouvait dans aucun des projets précédents.

3° Le Sénat réduisit le délai dans lequel la revision doit être demandée de deux ans à un an.

Relativement à la réparation pécuniaire après revision, le Sénat vota le texte proposé par sa commission, sauf cependant une modification en ce qui concerne les personnes contre lesquelles l'État peut exercer un recours. D'après la commission du Sénat, ces personnes étaient celles par la faute desquelles la poursuite aurait été ordonnée ou la condamnation prononcée. Le texte voté par le Sénat précise en décidant que le recours aura lieu « contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée ».

Enfin, le Sénat a rejeté la proposition de sa commission ayant trait à la réparation pécuniaire en cas d'acquittement ou de non-lieu.

Le projet de loi ayant été ainsi voté par le Sénat, la Chambre des députés fut appelée à examiner les modifications apportées à la législation alors en vigueur par la Chambre, le projet du Gouvernement, celui de la commission du Sénat et le vote définitif du Sénat. Le rapport a été fait au nom de la commission, le 21 juin de l'année 1894, par M. Pourquery de Boisserin.

Ce rapport constate que plusieurs membres de la commission « ont exprimé un vif regret de la réduction apportée à

une grande réforme si ardemment réclamée par l'opinion publique », en ajoutant toutefois que, pour ne pas retarder le progrès important réalisé par cette loi, la commission a décidé à l'unanimité d'accepter l'œuvre du Sénat.

La Chambre, se rangeant à l'avis de son rapporteur, adopta sans discussion, le 27 mai 1895, le texte du Sénat.

Ce texte, promulgué au *Journal officiel* du 11 juin et qui constitue la loi du 8 juin 1895 est ainsi conçu :

Loi sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

ARTICLE UNIQUE. — « Le chapitre 3 du livre II, titre III du Code d'instruction criminelle est remplacé par le chapitre suivant :

CHAPITRE III

Des demandes en revision et des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

ART. 443. — « La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :

« 1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide;

« 2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit,

un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

« 3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats ;

« 4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné. »

ART. 444. — « Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas :

« 1° Au ministre de la Justice ;

« 2° Au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal ;

« 3° Après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

« Dans le quatrième cas, au ministre de la Justice seul qui statuera, après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la chambre criminelle.

« La Cour de cassation, chambre criminelle, sera saisie par

son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

« La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la Justice ou introduite par le ministre sur la demande des parties, dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision.

« Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministre de la Justice à la Cour de cassation.

« Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la Justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité. »

ART. 445. — « En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la Cour procédera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontation, reconnaissance d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

« Lorsque l'affaire sera en état, si la Cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision; elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les

cas, devant une Cour ou un tribunal autre que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire.

« Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la Cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

« Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts; dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

« Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé. »

ART. 446. — « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation.

« Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants.

« Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

« La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision. Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée. Ils seront payés comme frais de justice criminelle.

« Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

« Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

« Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais.

« L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au *Journal officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

« Les frais de la publicité ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor. »

ART. 447. — « Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation ou des faits donnant ouverture à revision serait antérieure à la présente loi, les délais fixés pour l'introduction de la demande courront à partir de sa promulgation. »

CHAPITRE II

Des cas dans lesquels la revision peut être demandée.

Nous avons vu dans le chapitre précédent quels ont été, relativement aux cas dans lesquels il convient d'autoriser la revision, les divers systèmes proposés au cours de la discussion de la loi de 1895, et quel a été le texte définitivement adopté. Nous allons maintenant aborder l'étude des divers cas dans lesquels, dans notre législation actuelle, la revision peut être demandée.

Et, tout d'abord, qu'est-ce, au juste, que la revision dans notre droit actuel, et en quoi diffère-t-elle de l'appel, d'une part, et du pourvoi en cassation, de l'autre?

La revision, dans l'acception générale du mot, est une voie extraordinaire de recours contre des décisions judiciaires dans lesquelles on prétend que le juge s'est trompé, elle implique une condamnation irrévocable prononcée contre un individu qui n'était pas l'auteur du fait incriminé, elle suppose donc que la condamnation qu'on prétend mal fondée n'est plus susceptible d'aucune voie de recours ordinaire.

La revision ne peut être demandée que si l'on invoque à

l'appui de sa demande un fait ou un document qui ne l'a pas été déjà au cours du procès. C'est par là que la revision diffère de l'appel. L'appelant peut, en effet, invoquer devant le juge d'appel les mêmes moyens de défense que ceux déjà invoqués par lui devant le juge de première instance, tandis que le condamné qui demande la revision de son procès doit nécessairement invoquer à l'appui de sa demande des motifs nouveaux. La revision ne doit donc pas être confondue avec l'appel.

Elle ne doit pas, non plus, être confondue avec le recours en cassation. Le recours en cassation n'a lieu, en effet, que pour erreur de droit ou violation de la loi, tandis que la demande en revision suppose une erreur de fait.

La revision n'a lieu, dans notre législation, qu'en faveur du condamné, elle suppose nécessairement une condamnation injuste. Mais si c'est là un des caractères de la revision telle qu'elle existe dans notre législation, ce n'est pas là un caractère essentiel de la revision considérée en elle-même. Ce qui le prouve, c'est que certaines législations étrangères admettent fort bien que la revision puisse être invoquée par la société contre un individu renvoyé des poursuites qui avaient été dirigées contre lui, lorsqu'il apparaît que c'est à tort qu'il n'a pas été condamné. C'est ainsi que dans le Code d'instruction criminelle autrichien de 1873 et dans le Code de procédure pénale allemand de 1877, la reprise d'une procédure terminée par un jugement passé en force de chose jugée peut avoir lieu contre l'inculpé, ainsi que nous l'avons déjà vu dans la seconde partie de notre étude sur la revision

des procès. Il en était de même dans notre ancien droit, au cas où un jugement de plus amplement informé avait été rendu. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Notre Code d'instruction criminelle ne permet en effet de nouvelles poursuites que s'il survient des charges nouvelles après un non-lieu et non pas après un acquittement. Est-ce à tort, est-ce avec raison? Nous pensons que c'est à tort.

L'intérêt de la société exige en effet que toute infraction à la loi pénale soit punie et, dès lors, il importe peu que le coupable ait été acquitté faute de preuves si, postérieurement à l'acquittement, il survient des preuves nouvelles de sa culpabilité. Il est vrai qu'il est très utile que la chose jugée devienne irrévocable, mais il est non moins utile à la société qu'un criminel ne reste pas impuni. L'acquittement définitif et irrévocable d'un criminel est, en effet, susceptible de produire des conséquences désastreuses. Une pareille impunité énerve en effet l'action de la justice et encourage le coupable à continuer le cours de ses méfaits. Elle est en outre de nature à causer dans le public un véritable scandale et à troubler la société. Il se peut en effet fort bien que le coupable, une fois acquitté, avoue son crime, s'en glorifie ouvertement, et jette ainsi la terreur dans le public en même temps qu'il devient un véritable danger pour la société. C'est pourquoi l'autorité de la chose jugée est loin de présenter la même importance en matière pénale qu'en matière civile. Sans doute il importe que tout jugement qui n'est plus susceptible d'appel ni de recours en cassation puisse être mis à exécution et, en conséquence, celui qui est acquitté doit être mis en liberté, de

même que celui qui est condamné doit subir sa peine, mais cela n'implique nullement que l'inculpé remis en liberté à la suite d'un jugement d'acquiescement ne puisse être l'objet de nouvelles poursuites s'il apparaît d'une façon évidente qu'il s'est réellement rendu coupable d'un crime ou d'un délit.

Quoi qu'il en soit, notre Code de procédure d'instruction criminelle n'admet la revision qu'en faveur de l'individu condamné à tort.

Peu importe, d'ailleurs, qu'il s'agisse d'une condamnation à une peine criminelle ou d'une condamnation à une peine correctionnelle, d'une condamnation à l'emprisonnement ou d'une condamnation à une simple amende. Toutefois, s'il en est ainsi aujourd'hui, il n'en a pas toujours été de même, ainsi que nous l'avons déjà vu en étudiant la revision sous les législations antérieures à celle de 1895. Le Code d'instruction criminelle n'avait en effet autorisé la revision qu'en matière criminelle. La loi de 1867 étendit la revision des matières criminelles aux matières correctionnelles, mais seulement pour les condamnations à l'emprisonnement et pour celles qui prononcent ou emportent interdiction totale ou partielle de l'exercice des droits civiques, civils et de famille. Enfin la loi de 1895 autorisa la revision de toutes les condamnations correctionnelles, même des condamnations à une simple amende. Le législateur de 1895 a pensé en effet, avec raison, qu'une condamnation correctionnelle, alors même qu'elle se résoudrait en une simple amende, était de nature à porter une grave atteinte à l'honneur et à la réputation du condamné, et que, dès lors, il serait injuste de lui fermer la

voie de la revision, alors qu'il apparaît clairement que le délit pour lequel il a été condamné n'a pas été commis par lui.

Mais si le législateur de 1895 a autorisé la revision des condamnations criminelles et correctionnelles, quelle que soit la peine prononcée, il n'a pas admis la revision des condamnations pour contraventions de police.

Il a pensé sans doute que de semblables condamnations ne touchant pas à l'honneur du condamné et ne figurant pas à son casier judiciaire, il n'y avait pas lieu pour les effacer, de recourir à une procédure aussi compliquée que celle de la revision. Néanmoins, tout en reconnaissant que, dans la plupart des cas, le maintien d'une condamnation à une peine de simple police ne sera pas de nature à porter un grave préjudice à celui qui en a été victime, nous regrettons que le législateur de 1895 n'ait pas autorisé dans ce cas la revision, et cela pour les deux motifs suivants :

D'abord, il est injuste de maintenir une condamnation, quelque peu grave qu'elle soit, lorsqu'elle est imméritée ; et d'ailleurs, peut-on dire vraiment qu'une condamnation à une peine de simple police est toujours peu grave, alors qu'elle peut aboutir à un emprisonnement de 5 jours ? —

En second lieu, une contravention de simple police peut entraîner après elle des responsabilités civiles fort lourdes et, par conséquent, une condamnation en semblable matière peut causer un grave préjudice à celui qui la subit. Aussi certaines législations étrangères : celles de l'Allemagne et de l'Autriche, autorisent-elles la revision, non seulement en matière criminelle et correctionnelle, mais même en

matière de contraventions de police. Il est fâcheux qu'il n'en soit pas de même dans notre législation.

Ceci dit, il nous faut maintenant rechercher quels sont, dans notre législation actuelle, les divers cas dans lesquels la revision peut être demandée.

La revision peut être demandée dans les quatre cas suivants :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Au premier abord, il semblerait que nous n'avons à nous occuper que du quatrième cas de revision, attendu qu'il comprend, dans sa généralité, les trois premiers. Mais si l'on examine attentivement les diverses dispositions de la loi de 1895, on s'aperçoit que les trois premiers cas de revision ne se confondent nullement, dans la pratique, avec

le quatrième, et cela parce que les conditions de recevabilité de la demande en revision sont différentes, ainsi que nous le verrons plus loin, suivant que l'on se trouve dans un des trois premiers cas de revision ou dans le quatrième. Aussi nous allons nous occuper séparément de chacun des quatre cas de revision.

1^{er} CAS DE REVISION

La revision peut être demandée lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

Trois conditions sont requises pour qu'il y ait lieu à l'exercice de ce premier cas de revision. Ces trois conditions sont :

1° Une condamnation prononcée pour homicide.

2° La représentation de pièces postérieurement à la condamnation.

3° La production d'indices suffisants sur l'existence de la personne dont la mort supposée a donné lieu à la condamnation.

L'application de ce premier cas de revision a lieu, sans aucun doute, dans le cas où l'existence de la personne prétendue homicidée est prouvée au moment même de la demande en revision. La présence de la personne prétendue homicidée est en effet une preuve visible et palpable de l'erreur judiciaire.

La même solution doit-elle être admise dans le cas où il

est prouvé que la personne prétendue homicidée est morte postérieurement à la condamnation? Les termes dans lesquels le premier cas de revision est conçu semblent s'opposer à cette extension. D'ailleurs, dans ce cas, l'innocence du condamné est moins certaine que lorsque la prétendue victime de l'homicide est actuellement vivante. Il y a lieu, en effet, de redouter, dans le cas où la prétendue victime de l'homicide n'existe plus, soit la production de faux actes dans lesquels on s'efforcerait d'établir que le mort prétendu a figuré, soit l'altération ou la fabrication d'écrits tendant à prouver l'existence de la personne postérieurement au prétendu homicide ou bien l'époque exacte de sa mort, soit l'incertitude de la déclaration des témoins qui viendraient déposer. Aussi croyons-nous que le condamné ne peut invoquer en sa faveur le premier cas de revision que s'il offre de prouver l'existence actuelle de la personne prétendue homicidée.

Il en est autrement dans la législation japonaise. La revision peut, en effet, être demandée, en vertu de l'art. 439 du Code de procédure criminelle japonais : « Si une condamnation a été prononcée pour homicide et qu'il y ait preuve de l'existence de la personne prétendue homicidée, au moment où la condamnation a été prononcée, ou de sa mort antérieurement à l'acte incriminé ». Ce texte autorise comme on le voit, la demande en revision du condamné, non seulement dans le cas où la prétendue victime de l'homicide est actuellement vivante, mais même dans le cas où elle est décédée, soit avant, soit après l'acte incriminé.

2° CAS DE REVISION

La revision peut être demandée lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

Trois conditions sont nécessaires pour qu'il y ait lieu à l'application de ce second cas de revision. Ces conditions sont les suivantes :

1° Il faut que l'inconciliabilité qui existe entre les deux condamnations se manifeste dans deux arrêts ou deux jugements distincts.

En conséquence, si plusieurs individus ont été condamnés par un seul et même arrêt ou jugement, ils ne pourront pas demander la revision, sous prétexte que les condamnations qui les frappent ne peuvent se concilier entre elles.

2° Il faut en second lieu que les deux condamnations qu'on prétend être inconciliables aient été prononcées pour le même crime ou pour le même délit.

3° Il faut enfin que les deux condamnations ne puissent pas se concilier et soient la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

Afin de bien préciser dans quelles hypothèses l'inconciliabilité entre les deux condamnations sera suffisante pour donner lieu à la revision, nous allons indiquer

plusieurs espèces dans lesquelles il a été décidé qu'il y avait lieu à revision.

La Cour de cassation a décidé qu'il y avait lieu d'annuler les deux arrêts de condamnation pour inconciliabilité et de renvoyer l'affaire devant une autre Cour d'assises.

1° Lorsqu'il est certain, d'après toutes les pièces et les circonstances d'un procès criminel, qu'un crime n'a été commis que par deux individus, et que cependant il y en a trois de condamnés pour le même crime par deux arrêts différents (Cass., 24 juin 1830).

2° Lorsque deux accusés ayant été condamnés chacun séparément pour le même vol, il est certain, d'après la réponse des jurés à l'égard de l'un de ces accusés, que le vol n'a été commis que par une seule personne (Cass., 20 janv. 1831).

3° Lorsque deux arrêts différents ont prononcé une condamnation contre deux individus pour le seul fait d'avoir tiré un coup de fusil contre un individu et d'avoir ainsi tenté de lui donner volontairement la mort (Cass., 23 janv. 1835).

4° Lorsque, à propos d'un même vol, sont intervenus contre des accusés différents deux arrêts de condamnation dont l'un déclare que le vol a été commis par plusieurs personnes, avec la circonstance d'effraction, tandis que le second considère le vol comme ayant été commis par un seul individu à l'aide d'escalade (Cass., 11 janv. 1844).

5° Lorsqu'un accusé ayant été condamné pour avoir volontairement donné la mort à un individu et avoir mis le feu à la maison de celui-ci pour dissimuler son crime,

un autre accusé est ultérieurement déclaré coupable d'avoir porté au même individu des coups et blessures qui ont occasionné sa mort, sans qu'aucune complicité ait pu exister entre lui et le précédent condamné (Cass., 2 juin 1857).

3^e CAS DE REVISION

La revision peut avoir lieu lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

Comme dans ce troisième cas de revision, l'erreur de la condamnation ne se montre pas avec la même évidence que dans les deux cas précédents, on devra procéder ici avec la plus grande circonspection.

D'après les termes de la loi, il faut que le faux témoin ait été poursuivi et condamné postérieurement à la condamnation de la victime du faux témoignage pour qu'il puisse y avoir lieu à revision. Il en résulte que si le faux témoin était arrêté au cours des débats, par conséquent avant le jugement de condamnation, la revision ne pourrait pas avoir lieu.

Tels sont les trois premiers cas de revision. Ces trois cas étaient déjà prévus par le Code d'instruction criminelle de 1808 et par la loi de 1867. Le législateur de 1895 jugea bon de les maintenir à titre d'exemples dans l'art. 443 du Code d'instruction criminelle, tout en énonçant dans un quatrième numéro une disposition générale destinée à

rendre possibles les demandes en revision qui ne rentrent pas dans les trois premières hypothèses. Ces trois premiers cas de revision visent en effet des circonstances dans lesquelles la demande doit toujours être reçue parce qu'ils constituent dès l'abord de graves présomptions contre le bien-fondé de la première condamnation intervenue.

Dans le second et dans le troisième cas prévus par l'art. 443 du Code d'instruction criminelle il fallait, pour que la revision pût être demandée, qu'une nouvelle décision judiciaire fût intervenue, condamnant soit un autre individu accusé du même crime ou du même délit que celui pour lequel le demandeur en revision avait été condamné, soit un faux témoin ayant déposé contre le demandeur en revision. Il en résultait que si, par un motif de fait ou de droit, le vrai coupable ou le faux témoin ne pouvait plus être jugé, l'erreur commise devenait irréparable. Aussi le projet adopté par la Chambre des députés le 7 avril 1892 ainsi que celui adopté par la commission du Sénat avaient ajouté à la suite des trois premiers cas de revision la disposition suivante :

« Dans ces deux derniers cas, le droit à la revision reste ouvert, alors même que l'auteur signalé d'un délit ou d'un crime, à l'occasion duquel a été prononcée une première condamnation, ou que le témoin soupçonné de faux témoignage, ne peuvent plus être poursuivis ou condamnés par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité. »

Il semblait en effet souverainement injuste de faire

dépendre la revision, d'une condamnation qui, au cas de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, devenait impossible, l'auteur du crime ou du faux témoignage ne pouvant plus être condamné. C'était se placer à un point de vue bien étroit que de n'autoriser la revision que lorsqu'on pouvait opposer au jugement de condamnation rendu contre le demandeur en revision, victime de l'erreur judiciaire, un autre jugement condamnant soit le véritable auteur du crime ou du délit soit un faux témoin.

Il est vrai que l'on avait objecté que ce serait se rendre coupable d'une grave injustice envers celui qui passerait pour être l'auteur véritable du crime ou du délit ou pour s'être rendu coupable d'un faux témoignage que de le mettre en cause alors qu'il ne pourrait plus se défendre. L'honneur de cet homme qui est couvert, soit par la prescription, soit par l'irresponsabilité, ou bien que son décès a soustrait à la justice humaine, pourrait être attaqué, sa mémoire flétrie, sans qu'il ait eu la garantie d'une procédure contradictoire ayant abouti à une condamnation.

Ces observations sont exactes; mais on peut y répondre qu'il est encore bien plus injuste de maintenir une condamnation contre un individu que l'on sait être innocent, et que d'ailleurs l'examen de la question de la recevabilité de la revision et du fond même de l'affaire par la Cour de cassation constitue une certaine garantie contre les abus éventuels qui pourraient se produire, au cas où un condamné ne demanderait la revision que pour attaquer l'hon-

neur d'un mort ou d'une personne qui serait légalement hors d'état de pouvoir se défendre. Ajoutons qu'il se peut fort bien que la culpabilité de celui qu'on prétend être le véritable auteur du crime ou du délit ou bien un faux témoin ne fasse aucun doute, il se peut qu'il ait fait des aveux complets et qu'il les ait faits précisément parce qu'il se savait à l'abri de toute condamnation pénale.

Néanmoins cette addition aux trois premiers cas de revision ne fut pas votée par le Sénat pour ce motif qu'elle était inutile, attendu que les faits visés par cette disposition additionnelle tomberaient toujours dans le champ d'application du quatrième cas de revision. Nous sommes loin d'être de cet avis. Nous croyons en effet que pour qu'il y ait lieu d'appliquer le quatrième cas de revision, il faut quelque chose de plus qu'une seconde condamnation ou un faux témoignage. Et d'ailleurs il y a avantage pour le condamné à se trouver dans l'un des trois premiers cas de revision plutôt que dans le quatrième puisque, dans les trois premiers cas, il peut demander lui-même la revision du jugement qui l'a condamné tandis que dans le quatrième cas le ministre de la Justice seul a le droit de la demander.

4° CAS DE REVISION

La revision pourra enfin être demandée, « lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées de nature à établir l'innocence du condamné ».

Ce quatrième cas de revision constitue, à la différence des trois premiers, une innovation de la loi de 1895. Son champ d'application est assez étendu. Aussi mérite-t-il d'être étudié avec un soin tout particulier.

Deux hypothèses sont prévues dans ce texte.

1° Un fait vient à se produire ou à se révéler.

2° Une pièce est représentée.

1^{re} *hypothèse*. — Un fait vient à se produire ou à se révéler.

Pour que ce fait puisse donner lieu à une demande en revision, il faut :

1° Qu'il se soit produit ou révélé après la condamnation.

2° Qu'il soit de nature à établir l'innocence du condamné.

Reprenons chacune de ces deux conditions.

I. — Il faut que le fait se soit produit ou révélé après la condamnation.

Et, tout d'abord, qu'est-ce qu'un fait qui se produit, qu'est-ce qu'un fait qui se révèle, et quelle différence y a-t-il entre l'un et l'autre?

Un fait qui se produit est un événement qui a lieu sans être nécessairement porté à la connaissance des personnes qu'il peut intéresser.

Un fait qui se révèle est, au contraire, un événement qui, non seulement a eu lieu, mais qui a été porté à la connaissance des intéressés.

Telle est la différence qu'il y a entre un fait qui vient à se produire et un fait qui vient à se révéler.

Ajoutons que, pour que la revision puisse avoir lieu, il

n'est pas nécessaire que le fait allégué se soit produit postérieurement à la condamnation, mais il faut du moins qu'il n'ait pas été révélé au cours des débats.

Ici se présente une difficulté. Suffit-il pour que la revision soit possible, que le fait de nature à établir l'innocence du condamné ne se soit pas révélé au cours des débats, en ce sens qu'il n'ait pas été porté à la connaissance du tribunal, ou faut-il que ce fait ait été inconnu, non seulement des juges, mais même de l'accusé? La question est assez difficile à résoudre, le législateur de 1895 ayant négligé de nous dire ce qu'il fallait entendre exactement par « un fait qui vient à se révéler ». Nous avons dit, il est vrai, plus haut, qu'un fait qui vient à se révéler est un événement qui est porté à la connaissance des intéressés. Or, le premier intéressé est l'accusé; d'où il semblerait résulter que, dès qu'un fait a été porté à la connaissance de l'accusé, il s'est révélé, du moins à l'accusé. Cela est vrai. Mais est-ce suffisant? La société représentée par le ministère public et les juges chargés d'appliquer la loi sont également intéressés à connaître ce fait, et, s'ils l'ignorent, peut-on vraiment dire que le fait s'est révélé? Cela nous semble assez douteux, d'autant plus que ces mots : « un fait se révèle », éveillent l'idée d'un fait qui se manifeste au grand jour. Or, peut-on dire qu'un fait se manifeste au grand jour, lorsqu'il n'est connu que d'une seule personne, alors même que cette personne aurait un intérêt considérable à le connaître? Nous ne le pensons pas. Aussi croyons-nous que la revision pourrait être demandée, alors même que le fait de nature à établir l'innocence du con-

damné aurait été connu de lui avant sa condamnation, pourvu toutefois qu'il n'ait pas été porté à la connaissance du tribunal.

Nous fondons notre opinion sur les trois considérations suivantes :

1° Le législateur n'exige pas que le fait qui vient à se révéler soit inconnu lors des débats, alors qu'il a bien soin d'exiger cette condition lorsqu'il s'agit de pièces représentées ; il se contente d'exiger que le fait se soit révélé postérieurement à la condamnation. Or, cette expression : « un fait vient à se révéler », éveille dans notre esprit une toute autre idée que lorsqu'on nous parle d'un fait connu. Il semble que la révélation d'un fait exige une certaine publicité que ne comporte pas la simple connaissance du même fait par un individu.

2° Notre opinion nous paraît la plus conforme à la pensée probable du législateur. Il est en effet vraisemblable qu'en exigeant que le fait se soit révélé après la condamnation, le législateur a simplement voulu empêcher que des arguments déjà invoqués et discutés lors du jugement puissent être invoqués à nouveau par le condamné pour obtenir la revision de la sentence de condamnation, ce qui aurait transformé la revision en une véritable voie d'appel. L'appelant, en effet, n'a pas à produire d'arguments nouveaux, il peut simplement soutenir que les juges du premier degré ont mal apprécié les preuves qu'ils avaient devant eux, et que la même défense réussira mieux en deuxième instance. Or le législateur n'a pas voulu qu'il en fut de même pour le demandeur en revision.

3° L'opinion d'après laquelle la demande en revision serait impossible lorsque le fait de nature à établir l'innocence du condamné aurait été connu de ce dernier au moment des débats, sans avoir été porté à la connaissance du tribunal, produirait des conséquences véritablement injustes. Il se peut en effet que l'accusé ait négligé de se servir du fait qu'il connaissait parce qu'il n'en comprenait pas la portée ou se croyait déjà suffisamment armé pour sa défense. Il se peut encore qu'il ait oublié de s'en servir. Va-t-on pour cela l'empêcher désormais de faire reconnaître son innocence alors qu'elle ne fait doute pour personne?

D'ailleurs n'y aurait-il pas une très grande difficulté, parfois même une véritable impossibilité, à établir qu'un accusé connaissait tel fait avant sa condamnation.

Nous pensons donc que, pour qu'un fait de nature à établir l'innocence du condamné puisse donner lieu à une demande en revision, il suffit que ce fait n'ait pas pu être apprécié par les premiers juges parce qu'il ne leur était pas connu. C'est d'ailleurs le système qui est admis par les législations de l'Allemagne et de l'Autriche. Il est vrai que ces législations se bornent à prévoir la production de nouveaux faits et moyens de preuve sans exiger qu'ils se soient révélés postérieurement à la condamnation.

Quoi qu'il en soit sur le sens que l'on doit attribuer à ces mots : « lorsqu'un fait vient à se révéler », il y a une chose certaine, c'est que lorsqu'un fait a été connu des juges lors des débats, il ne peut plus faire l'objet d'une demande en revision, alors même qu'il serait de nature à établir

l'innocence du condamné. Le législateur a ainsi voulu empêcher que la revision ne se transformât en une véritable voie d'appel.

Certes, nous reconnaissons qu'il est nécessaire que des faits déjà discutés ne puissent pas être indéfiniment remis en question. Et cependant il nous semble bien sévère d'interdire la revision d'un jugement de condamnation lorsqu'il apparaît qu'un fait déjà connu des premiers juges, mais mal apprécié par eux, constitue la preuve évidente de l'innocence du condamné.

Aussi croyons-nous qu'il aurait été préférable de ne pas exiger que le fait se soit révélé après la condamnation, et de s'en tenir au texte adopté en 1892 par la Chambre des députés, en l'appliquant toutefois avec la plus grande prudence et lorsqu'il apparaît réellement que l'accusé est innocent.

II. — Pour qu'un fait qui vient à se révéler puisse donner lieu à une demande en revision, il ne suffit pas que ce fait se soit révélé après la condamnation, il faut en outre que ce fait soit de nature à établir l'innocence du condamné.

Cette seconde condition doit être étudiée avec un soin d'autant plus grand que, dans la rédaction adoptée en 1892 par la Chambre des députés, on s'était contenté d'exiger qu'un fait vint à se produire d'où parut résulter la non-culpabilité du condamné. Or, au point de vue juridique, il y a une différence assez grande entre établir la non-culpabilité d'un accusé et prouver son innocence. Pour établir la non-

culpabilité, il suffit de démontrer que les faits allégués contre l'accusé ne sont pas suffisamment justifiés. A cet égard le doute doit lui profiter. Il n'en est plus de même si l'on veut établir l'innocence de l'accusé. Il ne suffit plus alors d'établir que les faits délictueux allégués contre lui ne sont pas suffisamment justifiés; il faut prouver qu'ils n'ont pas été commis par lui. Exemple : Un individu est accusé d'un crime et l'accusation repose sur la déclaration d'un témoin qui affirme avoir vu l'accusé commettre le crime qui lui est reproché. Cette déposition entraîne la condamnation de l'accusé. Puis, postérieurement à la condamnation, le témoin meurt après avoir avoué qu'il a fait une fausse déposition et qu'il n'a pas vu l'accusé commettre le crime pour lequel il a été condamné. Cet aveu suffira pour établir la non-culpabilité du condamné; mais il ne prouvera pas son innocence. En effet, de ce que personne n'a vu le condamné commettre le crime dont il a été accusé, il ne s'ensuit pas qu'il ne l'ait pas commis. Il faudra donc, pour que le condamné puisse obtenir la revision de la sentence de condamnation qui l'a frappé, qu'il prouve son innocence, à l'aide d'un alibi par exemple, et il faudra que cette preuve soit faite dès l'instant où la demande en revision sera introduite. Il faut, en effet, pour que la revision puisse être demandée, que le fait allégué soit « de nature à établir l'innocence du condamné ». Sur ce point encore nous aurions préféré le texte voté en 1892 par la Chambre des députés, texte qui se contentait d'exiger que la non-culpabilité de l'accusé parût résulter du fait allégué. Il sera en

effet dans bien des cas impossible au condamné de prouver de prime abord son innocence. Et, ce qu'il y a de plus étrange, c'est que le fait visé par le troisième numéro de l'art. 443 ne suffit pas à lui seul pour que la revision puisse être demandée en vertu du quatrième numéro du même article. En effet, de ce que l'accusé a été victime d'un faux témoignage, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il soit innocent du crime pour lequel il est poursuivi. Il en résulte que si, par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, le faux témoin ne peut plus être poursuivi, le quatrième cas de revision ne pourra pas toujours être invoqué, comme on l'a prétendu au Sénat.

2° *hypothèse*. — Une pièce est représentée.

Pour que cette pièce puisse donner lieu à une demande en revision il faut :

1° Qu'elle ait été inconnue lors des débats.

2° Qu'elle soit de nature à établir l'innocence du condamné.

Notons tout d'abord que le législateur de 1895 n'exige pas que cette pièce ait été représentée postérieurement à la condamnation, tandis que cette condition était exigée dans le texte proposé par le Gouvernement. En effet, les mots « ou lorsque » qui se trouvent dans le texte voté en 1895 ne se trouvaient pas dans le texte présenté par le Gouvernement.

Cette observation faite, nous allons reprendre chacune des deux conditions exigées pour que la représentation d'une pièce puisse donner lieu à une demande en revision.

I. — Il faut tout d'abord que cette pièce ait été inconnue lors des débats.

Mais de qui doit-elle être inconnue? Le législateur de 1895 ne le dit pas. Il est bien certain que la pièce doit avoir été inconnue des juges. Mais est-il nécessaire qu'elle ait été également inconnue de l'accusé? Nous croyons que oui. Nous pensons en effet que si le législateur avait voulu qu'il en fût autrement, il aurait eu soin de préciser sa pensée en décidant qu'il devrait s'agir de pièces inconnues des juges lors des débats. Il ne l'a pas fait. C'est donc qu'il a entendu que la pièce fût inconnue, non seulement des juges, mais aussi de l'accusé, du moins au cours des débats.

Supposons maintenant que le condamné ait connu l'existence de la pièce avant les débats, mais que, au cours des débats, il ne se soit plus souvenu de l'existence de cette pièce. Pourra-t-il, après sa condamnation, invoquer cette pièce à l'appui d'une demande en revision? Nous pensons que oui. Le législateur n'exige pas en effet que la pièce ait été inconnue de l'accusé avant sa condamnation. Il exige simplement qu'elle ait été inconnue lors des débats. Or, dans l'espèce, cette condition nous semble être remplie. En effet l'individu qui ne se souvient plus de l'existence d'une pièce se trouve dans la même situation que s'il ne la connaissait pas.

Quoi qu'il en soit, il est certain que lorsqu'une pièce est connue lors des débats, cette pièce ne peut plus être invoquée à l'appui d'une demande en revision. Or une pareille interdiction est de nature à produire des résultats

fâcheux. Il se peut, en effet, que cette pièce, tout en établissant l'innocence de l'accusé, ait été mal appréciée par les juges. Il se peut encore que l'accusé ne s'en soit pas servi parce qu'il ne se doutait pas de son importance ou parce qu'il croyait que les autres moyens de défense invoqués par lui suffisaient pour établir son innocence. N'est-il pas vraiment injuste de lui interdire, dans ces conditions, la voie de la revision, alors d'ailleurs que son innocence est certaine? Nous croyons donc que le législateur a eu tort d'exiger que la pièce représentée ait été inconnue lors des débats.

II. — Pour que la représentation d'une pièce puisse donner lieu à une demande en revision, il ne suffit pas que cette pièce ait été inconnue lors des débats, il faut en outre qu'elle soit de nature à établir l'innocence du condamné.

En ce qui concerne cette seconde condition, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons déjà dit lorsque nous avons étudié la première hypothèse prévue par le n° 4 de l'art. 443. Nous nous contenterons de faire, relativement à cette seconde condition, une seule observation qui, d'ailleurs, est commune aux deux hypothèses visées dans le quatrième cas de revision. Cette observation est la suivante ; Il n'est pas nécessaire, pour que la révélation d'un fait ou la représentation d'une pièce puisse donner lieu à une demande en revision, que ce fait ou cette pièce soit de nature à établir par lui seul l'innocence du condamné. Il suffit que le rapprochement de ce fait ou de cette pièce avec d'autres faits révélés au cours des débats, soit de nature à établir l'innocence du condamné.

CHAPITRE III

Des personnes qui peuvent demander la revision.

Nous avons recherché, dans le chapitre précédent, dans quels cas la revision pouvait être demandée. Nous allons maintenant rechercher quelles sont les personnes qui peuvent demander la revision.

Le législateur de 1895 distingue, à cet égard, deux hypothèses : celle où l'on se trouve dans un des trois premiers cas de revision et celle où l'on se trouve dans le quatrième cas. Nous allons étudier successivement chacune de ces deux hypothèses.

1^{re} hypothèse. — Il s'agit d'un des trois premiers cas de revision. Il faut alors distinguer suivant que le condamné est encore vivant, ou bien en état d'absence déclarée, ou bien décédé.

Si le condamné est encore vivant, le droit de demander la revision appartient tout d'abord au condamné lui-même. C'est lui en effet le principal intéressé et il est juste qu'il puisse demander lui-même la revision à laquelle il a droit.

Mais il se peut que le condamné se trouve en état d'inca-

pacité, soit qu'il ait été frappé d'interdiction légale, soit qu'il ait été interdit judiciairement. Dans ce cas, le droit de demander la revision est conféré par la loi de 1895 au représentant légal du condamné.

Enfin si la revision n'est demandée ni par le condamné ni par son représentant légal, elle peut l'être par le ministre de la Justice.

Telles sont les personnes qui peuvent demander la revision dans les trois premiers cas prévus par l'art. 444, lorsque le condamné est vivant et présent. Mais il se peut que le condamné soit décédé ou qu'il soit en état d'absence.

S'il est décédé, le droit de demander la revision appartient à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse. Ajoutons que ce droit appartient également au ministre de la Justice.

Si le condamné est en état d'absence, il faut distinguer suivant que l'absence a été déclarée par les tribunaux ou suivant qu'il y a simplement présomption d'absence.

S'il y a absence déclarée, la revision peut être demandée par les mêmes personnes que celles qui auraient ce droit si le condamné était mort.

S'il y a simplement présomption d'absence, la revision ne peut être demandée que par le ministre de la Justice.

2^e hypothèse. — Si l'on se trouve dans le quatrième cas de revision, le droit de demander la revision n'appartient qu'au ministre de la Justice seul. Le condamné, dans ce cas, n'a donc pas le droit de demander lui-même la revision. Il

doit s'adresser au ministre de la Justice et lui signaler le fait ou la pièce qui est de nature à établir son innocence, en le priant d'introduire une demande en revision. Ajoutons que le ministre de la Justice ne doit statuer qu'après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la Chambre criminelle. Cette commission joue d'ailleurs un rôle purement consultatif.

Le droit exclusif accordé au ministre de la Justice de demander la revision, lorsque l'on se trouve dans le quatrième cas prévu par l'art. 443, nous semble théoriquement critiquable à divers points de vue.

Tout d'abord, il est contraire au principe de la séparation des pouvoirs, en ce qu'il permet à un membre du pouvoir exécutif de fermer l'accès des tribunaux à une catégorie de demandeurs, et constitue ainsi un empiètement du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire. La faculté de demander la revision d'un jugement de condamnation rendu contre un innocent cesse d'être un droit pour le condamné, ce n'est plus qu'une simple faveur qui doit être sollicitée du ministre de la Justice. Le législateur de 1895 nous a ainsi ramenés à l'ancienne pratique des *lettres de revision*, à cette différence près que ce n'est plus le Chef de l'État, mais le ministre de la Justice, qui accorde ou refuse au condamné le droit de faire reconnaître judiciairement son innocence. Or, une semblable pratique ne nous semble plus guère compatible avec les principes de notre droit.

En second lieu, il est illogique de refuser le droit de demander la revision au principal intéressé, c'est-à-dire au condamné, pour l'accorder à une personne qui n'a pas d'intérêt à la demander.

A quel titre, en effet, le ministre de la Justice va-t-il demander la revision d'un procès? Est-ce au nom de l'accusé? mais alors, il aurait été bien plus naturel d'accorder le droit de demander la revision au condamné lui-même ou à son représentant légal. Est-ce au nom de la société? Mais alors c'est au ministère public qu'il aurait fallu accorder ce droit. C'est en effet le ministère public et non le ministre de la Justice qui a qualité pour représenter la société dans un débat judiciaire. Est-ce enfin dans l'intérêt supérieur de la justice qui exige que la condamnation prononcée contre un innocent ne soit pas maintenue? Mais dans cet ordre d'idées, la Cour de cassation, juridiction suprême, nous paraît bien plus compétente que le ministre de la Justice qui représente bien plutôt l'intérêt gouvernemental que l'intérêt judiciaire.

Le droit exclusif accordé au ministre de la Justice de demander la revision, lorsque l'on se trouve dans le quatrième cas prévu par l'art. 443, est donc fort critiquable au point de vue théorique. Mais présente-t-il du moins des avantages tellement considérables, au point de vue pratique, que ces avantages soient de nature à excuser dans une certaine mesure une pareille dérogation aux principes les plus élémentaires de notre droit et à la logique? Nous ne le croyons pas. Il est vrai que ce droit exclusif accordé au

ministre de la Justice présente cet avantage d'éliminer, dès l'abord, toutes les demandes non fondées en les empêchant de parvenir devant la Cour de cassation, et de décourager ainsi ceux qui seraient tentés de demander la revision dans l'unique but de retarder le moment où ils devront subir leur peine. Mais cet avantage est contrebalancé par de nombreux inconvénients. Le système admis par le législateur de 1895 aura en effet pour résultat d'apporter un obstacle considérable à l'exercice du droit de revision en faisant dépendre cet exercice du bon vouloir du ministre de la Justice. Il aura cet autre résultat également fâcheux de retarder le moment où l'exécution de la peine pourra être suspendue, et de faire dépendre l'arrivée de ce moment du plus ou moins de diligence que mettra le ministre de la Justice à examiner la requête du condamné.

Aussi croyons-nous qu'il aurait été préférable, à tous les points de vue, de permettre au condamné de demander lui-même la revision aussi bien dans le quatrième cas prévu par l'art. 443 que dans les trois premiers.

CHAPITRE IV

Du délai dans lequel la revision doit être demandée.

« La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la Justice ou introduite par le ministre sur la demande des parties dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision ». Tel est le texte qui a été définitivement adopté par le législateur de 1895 en ce qui concerne le délai dans lequel la revision doit être demandée.

Nous allons, au sujet de ce texte, étudier les quatre questions suivantes :

1° Le droit à la revision doit-il être considéré comme un droit prescriptible ou comme un droit imprescriptible?

2° Quel est le délai de prescription qu'il convient d'admettre?

3° Quel doit être le point de départ de ce délai?

4° Dans quels cas doit-on considérer le droit à la revision comme prescriptible?

1^{re} *question*. — Le droit à la revision doit-il être considéré comme un droit prescriptible ou comme un droit imprescriptible?

Le législateur de 1895 considère le droit à la revision comme étant prescriptible et, en cela, il n'a fait que suivre l'exemple du législateur de 1867. Mais cette solution est-elle bonne? Nous ne le croyons pas.

Tout d'abord nous ferons remarquer que, sur ce point, la solution admise par le législateur de 1867 et, après lui, par le législateur de 1895, ne l'a pas été par celui de 1808. Le Code de 1808 ne fixait en effet aucun délai pour l'exercice de la revision dans les cas où il l'admettait. Le condamné pouvait donc, tant qu'il vivait, demander la revision. Son droit était alors imprescriptible.

Nous considérons que cette solution était la seule conforme à la justice et à l'équité et nous regrettons que le législateur de 1867 et celui de 1895 ne l'aient pas admise. N'est-il pas injuste en effet qu'un individu qui a été condamné pour un fait qu'il n'a pas commis et dont l'innocence éclate au grand jour se trouve dans l'impossibilité de faire reconnaître judiciairement son innocence uniquement parce qu'il a laissé s'écouler un certain délai avant de demander la revision? Dira-t-on qu'en laissant s'écouler ce délai il a suffisamment montré qu'il renonçait à s'en prévaloir, et que dès lors c'est de son plein gré que l'erreur judiciaire sera maintenue? Mais un pareil raisonnement serait loin d'être toujours exact. Le retard que le condamné a mis à introduire sa demande en revision peut en effet dans bien des cas se justifier parfaitement.

Il se peut tout d'abord que ce retard s'explique par ce fait que le condamné croyait n'être pas armé de preuves

suffisantes pour obtenir à coup sûr la revision de son procès et espérait obtenir par la suite les preuves qui lui faisaient encore défaut. Va-t-on faire au condamné un grief de ce qu'il a fait preuve d'une prudence, peut-être un peu exagérée dans l'espèce, et l'empêcher d'obtenir la revision lorsqu'il se trouvera en mesure de prouver de la façon la plus éclatante son innocence.

Il se peut encore que ce retard s'explique par le profond découragement dans lequel se trouve le condamné. Il s'imaginerait que ses réclamations ne seront pas écoutées et qu'il en sera, des preuves qu'il pourrait fournir, comme de celles qu'il a déjà fournies devant la Cour d'assises ou devant le tribunal correctionnel. Peut-être même ignore-t-il la possibilité dans laquelle il se trouve de faire constater judiciairement son innocence.

Il se peut enfin que ce retard s'explique par le défaut d'intérêt actuel. Le condamné a subi sa peine. Les personnes au milieu desquelles il vit ignorent sa condamnation. Il se dit qu'une demande en revision va avoir pour résultat de faire connaître la condamnation qu'il a encourue et que sa réputation va s'en trouver atteinte, au moins momentanément, si la revision lui est accordée; peut-être même pour toujours, si sa demande est rejetée. Dans ces conditions il néglige de demander la revision de son procès. Puis, plus tard, sa condamnation vient à être connue. Dès lors toutes les portes se ferment devant lui, tout travail lui est refusé. Il songe alors à demander la revision. N'est-il pas injuste dans ces conditions de la lui refuser, sous prétexte qu'il est

trop tard, alors d'ailleurs qu'il peut faire la preuve de son innocence?

Nous croyons donc que le législateur a eu tort de ne pas proclamer l'imprescriptibilité du droit à la revision. On ne peut pas supposer en effet qu'un condamné, se sachant innocent, ait pu renoncer pour toujours au droit qu'il a de faire constater son innocence. Le retard qu'un condamné a mis à faire sa demande en revision ne doit donc pas être considéré comme impliquant de sa part une idée de renonciation. Et, d'ailleurs, une semblable renonciation ne serait pas valable par ce motif que le condamné n'est pas seul intéressé à faire reconnaître son innocence. La honte d'une condamnation n'atteint pas seulement le condamné; elle rejaillit sur toute sa famille et spécialement sur ses enfants, et c'est pour cela que le législateur leur a donné le droit de demander la revision après la mort du condamné. Le condamné ne peut donc pas renoncer valablement à un droit qui ne lui est pas personnel.

2^e question. — Quel est le délai de prescription qu'il convient d'admettre?

Sur ce point l'accord s'est fait difficilement. La loi de 1867 avait fixé le délai à deux ans. La Chambre des députés le fixa à cinq ans. Le projet de loi du Gouvernement le ramena à deux ans. Enfin le Sénat le fixa définitivement à un an.

Ce délai nous paraît beaucoup trop court et nous aurions préféré, parmi les divers délais proposés, voir adopter celui de cinq ans. Nous croyons même qu'il aurait été plus naturel

d'adopter le délai de droit commun en matière civile, c'est-à-dire le délai de trente ans. Il nous semble en effet illogique qu'un individu ait plus de facilité pour faire reconnaître l'existence d'un droit de créance qu'il n'en a pour faire reconnaître son innocence.

3^e *question*. — Quel doit être le point de départ du délai de la prescription ?

Cette question peut recevoir deux solutions. Le point de départ du délai de la prescription peut en effet être fixé, soit au jour où le fait donnant ouverture à la revision se sera produit, soit au jour où il aura été porté à la connaissance de la partie demanderesse. La première solution a été adoptée par le législateur de 1867 et la seconde par le législateur de 1895. De ces deux solutions, c'est évidemment la seconde qui est la plus équitable. Il est en effet injuste qu'un condamné voie son droit à la revision se prescrire alors qu'en fait il se trouve hors d'état d'exercer ce droit.

4^e *question*. — Dans quels cas doit-on considérer le droit à la revision comme prescriptible ?

Le législateur de 1867 avait décidé que le droit à la revision ne serait prescriptible que dans les cas visés par les numéros 2 et 3 de l'art. 443. Le même système fut admis dans la proposition adoptée par la Chambre des députés, dans le projet de loi du Gouvernement et dans les propositions de la commission du Sénat. Le texte alors proposé était le suivant :

« La demande de celles-ci (il s'agit des parties demandereses) sera non recevable pour les cas déterminés aux

n^{os} 2 et 3 de l'article précédent si elle n'a été inscrite au ministère de la justice dans les deux ans..... » Mais, lors de la discussion du projet de loi devant le Sénat, ce texte fut remplacé par le suivant, lequel a été définitivement voté : « La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la justice ou introduite par le ministre, sur la demande des parties, dans le délai d'un an..... »

Il résulte d'une façon évidente de ce texte que la prescription d'un an s'applique aux cas visés par les trois premiers numéros de l'art. 443. En effet, dans ces trois cas, la demande en revision doit être inscrite au ministère de la justice. Mais en résulte-t-il également que la prescription doive s'appliquer au quatrième cas de revision? Si l'on s'en tient à la simple lecture du texte précédemment cité, il semble que l'on doive répondre par l'affirmative. Ce texte semble en effet viser deux hypothèses distinctes : celle où la demande en revision a été inscrite au ministère de la justice, et celle où la demande a été introduite par le ministre, sur la demande des parties. Or la première hypothèse se rapportant évidemment aux trois premiers cas de revision, la seconde doit se rapporter au quatrième cas. En effet, comme l'a fait remarquer M. Le Poittevin dans la séance de la société générale des prisons du 20 novembre 1895. « Si le délai ne devait s'appliquer qu'aux demandes formées par les parties, il y aurait un membre de phrase de trop, attendu que, dans tous les cas où les parties ont le droit d'agir, il faut toujours qu'elles commencent par faire inscrire leur demande au ministère de la justice ».

Il semble donc, à la simple lecture du texte précédemment cité, que la prescription s'applique aux quatre cas de revision. Mais si l'on compare ce texte avec celui qui le précède immédiatement dans la loi de 1895, la certitude qu'on avait se transforme en doute. Le texte auquel nous venons de faire allusion est ainsi conçu : « La Cour de cassation, chambre criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas ». Il résulte de ce texte que, lorsque l'ordre donné par le ministre de la Justice a été provoqué par la réclamation des parties, on se trouve dans un des trois premiers cas de revision; et que, lorsque l'on se trouve dans le quatrième cas, l'ordre a lieu d'office. Or, dans le texte suivant, le législateur ne vise pas le cas où l'ordre émané du ministre de la Justice a lieu d'office; il ne prévoit que le cas où l'instance en revision a été introduite par le ministre, sur la demande des parties. M. Jacquin en a conclu dans la séance précitée de la société générale des prisons que « l'intention du législateur a été de laisser de côté le cas, le quatrième, où le ministre saisit d'office, le cas où seul il peut agir, parce que l'on ne voit aucun motif pour imposer une prescription à son droit d'action ».

Sur le point de savoir quelle a été l'intention du législateur, l'opinion de M. Jacquin ne nous paraît pas certaine. M. Pourquery de Boisserin dit en effet dans le second rapport qu'il a fait à la Chambre des députés : « Le Sénat, par une nouvelle rédaction acceptée par sa commission au cours

des débats, réduit le délai à un an et il en étend l'application à tous les cas de revision indistinctement ». Que cette nouvelle rédaction ait été introduite un peu par surprise et sans que le Sénat se soit bien rendu compte de l'importance du changement apporté, cela se peut. Mais la Chambre des députés n'en a pas moins confirmé ce changement en connaissance de cause.

Nous croyons donc que si le texte définitivement adopté n'est pas d'une clarté suffisante, l'intention du législateur n'en a pas moins été d'étendre la prescription à tous les cas de revision.

Tels sont les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de chacune des deux thèses en présence. Comme on le voit, l'une et l'autre sont également soutenables. C'est à la Cour de cassation qu'il appartient de résoudre la question. Quant à nous, nous la verrions assez volontiers adopter l'opinion d'après laquelle la prescription ne s'applique pas au quatrième cas de revision. C'est en effet la solution la plus équitable. Si la demande en revision n'a pas été introduite dans le délai d'un an, la faute en revient uniquement au ministre de la Justice qui seul a qualité pour agir. Il est donc injuste de faire retomber les conséquences de cette négligence sur le condamné.

CHAPITRE V

De la procédure en matière de revision.

Lorsqu'un condamné demande la revision de son procès, sa demande doit commencer par passer entre les mains du ministre de la Justice. Si la demande est fondée sur un des trois premiers cas de revision, le rôle du ministre consiste à transmettre la demande au Procureur général près la Cour de cassation avec ordre de saisir la Chambre criminelle. Si la demande est fondée sur le quatrième cas de revision, le ministre de la Justice doit commencer par examiner la validité de la demande, après avoir pris l'avis d'une commission spéciale dont nous avons, dans un chapitre précédent, indiqué la composition. S'il juge la demande bien fondée, il la transmet au Procureur général près la Cour de cassation, avec ordre de saisir la Chambre criminelle.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation, une fois saisie de la demande, commence par examiner si cette demande est recevable en la forme, c'est-à-dire si la revision est demandée pour une des causes où la loi l'autorise, si la demande est formée par une personne ayant qualité, si elle

est introduite dans le délai légal, si elle en est saisie régulièrement.

Si le pourvoi est déclaré recevable en la forme, il y a lieu d'examiner si l'ouverture à revision alléguée par le demandeur existe réellement et si les conditions exigées pour que la revision puisse avoir lieu sont remplies. Pour faire ce second examen, la Cour de cassation, dans le cas où l'affaire n'est pas en état, procède directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontation, reconnaissance d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence. En d'autres termes, elle instruit la demande quand elle ne la trouve pas instruite. Cet examen de l'affaire est surtout utile lorsque la demande est basée sur le quatrième cas de revision, car alors il y a lieu d'examiner avec soin si toutes les conditions requises pour que la demande en revision soit recevable sont remplies, si, par exemple, la pièce produite en faveur du condamné a été inconnue lors des débats, ou si le fait allégué ne s'est révélé que postérieurement à la condamnation, ce qui peut nécessiter un examen assez approfondi du procès. Cet examen terminé, la Cour de cassation statue sur la recevabilité de la demande au fond. Si elle l'admet, elle annule les jugements et arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision, elle fixe les questions qui devront être posées et renvoie les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une Cour ou un tribunal autre que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire.

Dans les affaires qui doivent être soumises au jury, le

procureur général près la Cour de renvoi dresse un nouvel acte d'accusation.

Lorsqu'il ne peut être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statue au fond sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts ; dans ce cas, elle annule seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée, et décharge, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

Telle est la procédure en matière de revision dans la législation française actuellement en vigueur. C'est, comme on le voit, la Cour de cassation qui joue dans cette procédure le rôle principal. C'est en effet à elle qu'incombe le soin d'annuler le jugement de condamnation attaqué.

Il en est autrement dans la législation allemande et dans la législation autrichienne, ainsi que nous l'avons vu dans la seconde partie de notre étude sur la revision. Dans ces deux législations, ce n'est pas en effet la Cour de cassation qui est compétente pour prononcer la revision, mais le tribunal dont émane le jugement attaqué, dans la législation allemande ; et la Cour de première instance devant laquelle

la procédure dont on demande la reprise était pendante, dans la législation autrichienne.

Le système de la législation française présente sur ceux des législations allemande et autrichienne cet avantage d'attribuer le soin de prononcer la revision à une juridiction complètement indépendante de celle dont émane le jugement attaqué et de présenter ainsi pour le demandeur en revision une plus grande garantie d'impartialité. Il est vrai que la Cour de cassation se trouve ainsi amenée à sortir de ses attributions ordinaires en s'occupant du fond de l'affaire qui lui est soumise et même, ce qui est encore plus grave, en instruisant elle-même l'affaire lorsqu'elle ne la trouve pas en état. Nous pensons même que, sur ce dernier point, le législateur français est allé beaucoup trop loin, et qu'il aurait été préférable de confier l'instruction de la demande en revision, soit à une Cour d'appel, ainsi que l'a établi la loi belge du 18 juin 1894 pour le 3^{me} cas de revision (cas qui correspond à notre 4^{me}), soit même à un juge d'instruction.

CHAPITRE VI

Des effets de la revision.

Après avoir examiné, dans les chapitres précédents, dans quels cas, sous quelles conditions et comment la revision d'un procès criminel ou correctionnel peut être obtenue, il nous reste à rechercher quels sont les effets que produit la revision, une fois qu'elle a été prononcée d'une façon définitive.

I. — Tout d'abord l'arrêt ou le jugement de revision établit publiquement l'innocence du condamné. La publicité est ici obtenue par l'affichage de l'arrêt ou du jugement de revision dans la ville où la condamnation a été prononcée, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis et dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée.

A côté de cette publicité obligatoire, il en existe une autre, facultative pour le condamné. Elle consiste dans l'insertion d'office au *Journal officiel* et dans la publication dans

cinq journaux, au choix du demandeur, de l'arrêt ou du jugement de revision. Ajoutons que les frais de cette publicité sont à la charge du Trésor.

II. — Une seconde conséquence de la revision consiste en ce que l'arrêt ou le jugement qui la prononce fait cesser d'une façon définitive l'exécution de la peine. Nous disons : « d'une façon définitive »; attendu que l'exécution de la peine a peut-être déjà été antérieurement suspendue, sur l'ordre du ministre de la Justice, au moment où la Cour de cassation a été saisie de la demande en revision; ou bien encore par l'arrêt de la Cour de cassation statuant sur la recevabilité de la demande en revision.

La revision fait donc cesser l'exécution de la peine. En est-il de même des dommages-intérêts qui ont pu être accordés à la partie civile? La loi belge du 18 juin 1894 prévoit cette hypothèse et décide que si la revision est admise, la partie civile perdra le bénéfice des condamnations obtenues à son profit et sera condamnée à telles restitutions que de droit, sans néanmoins qu'elle puisse, sauf le cas de dol personnel, être condamnée à la restitution des fruits et intérêts, si ce n'est à partir de l'arrêt qui admettra la revision. La loi française du 8 juin 1895, à la différence de la loi belge, ne prévoit pas cette hypothèse. Néanmoins nous estimons que la solution donnée à cette question par la législation belge doit être étendue à la législation française. En effet, la condamnation à des dommages-intérêts envers la partie civile étant une conséquence de la culpabilité reconnue du condamné, la revision qui fait disparaître la reconnaissance de

la culpabilité ainsi que les condamnations correctionnelles ou criminelles prononcées, doit faire disparaître en même temps la condamnation aux dommages-intérêts. Il en résulte que si le paiement de ces dommages-intérêts a déjà été effectué, on se trouve en présence d'un paiement indû, sujet, par conséquent, à répétition, en vertu de l'art. 1235, al. 1 du Code civil, ainsi conçu : « Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition ». D'autre part, il résulte de l'art. 1378 du Code civil que la partie civile n'est tenue à la restitution des fruits et intérêts de ce qu'elle a reçu du condamné, que si elle a été de mauvaise foi, c'est-à-dire si elle a su, lors du paiement, que le condamné n'était pas coupable.

III. — Enfin l'arrêt ou le jugement de revision produit ce dernier résultat que le demandeur en revision peut obtenir une indemnité pécuniaire laquelle sera à la charge de l'État.

Nous touchons ici à la grave question des indemnités à accorder aux victimes des erreurs judiciaires. Cette question ne rentre pas dans le plan de notre étude. Néanmoins nous croyons utile de faire connaître, très rapidement d'ailleurs, le système qui a été définitivement admis par le législateur de 1895 relativement à l'indemnité pécuniaire qu'il convient d'accorder au condamné qui a obtenu la revision de son procès et dont l'innocence a été publiquement reconnue.

Ce système peut se résumer dans les quatre propositions suivantes :

1° Le demandeur en revision peut, en tout état de la procédure en revision, demander des dommages-intérêts à la Cour ou au tribunal chargé de proclamer l'innocence du condamné.

2° L'arrêt ou le jugement d'où résulte l'innocence du condamné peut, sur la demande ainsi faite, accorder des dommages-intérêts au demandeur en revision. La Cour ou le tribunal a d'ailleurs toute liberté d'apprécier si des dommages-intérêts doivent être accordés et dans quelle mesure ils doivent l'être. Il a d'ailleurs été expliqué par la Commission du Sénat que les tribunaux devraient, pour savoir s'ils doivent ou non accorder les dommages-intérêts demandés, rechercher si le condamné a donné lieu lui-même par sa conduite, par quelque faute personnelle, à la poursuite et à la condamnation dont il a souffert, et que, dans le cas où aucune faute ne pourrait lui être reprochée, des dommages-intérêts devraient lui être accordés.

3° Si le demandeur en revision est, soit le condamné lui-même, soit son conjoint, soit un de ses ascendants ou descendants, les dommages-intérêts alloués doivent comporter tout le préjudice causé par la condamnation au demandeur ; peu importe d'ailleurs qu'il s'agisse d'un préjudice moral ou d'un préjudice matériel. Si le demandeur est un parent d'un degré plus éloigné, il ne pourra obtenir de dommages-intérêts que pour le préjudice matériel résultant pour lui de la condamnation.

4° Les dommages-intérêts alloués sont à la charge de

l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée.

Vu : *Le Président de la thèse,*
A. LE POITTEVIN.

Vu par le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Comment l'institution de la revision est compatible avec l'autorité de la chose jugée.....	5

PREMIÈRE PARTIE

DE L'HISTOIRE DE LA REVISION.....	21
CHAPITRE I. — De la revision en droit romain.....	23
— II. — De la revision dans notre ancien droit.....	34
— III. — De la revision dans le droit intermédiaire....	64
— IV. — Du système organisé par le Code d'instruction criminelle.....	72
— V. — De la loi de 1867.....	82

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.....	89
CHAPITRE I. — De la revision dans la législation belge.....	92
— II. — De la revision en Suisse.....	99
— III. — De la revision dans la législation italienne..	101

	Pages.
CHAPITRE IV. — De la revision dans la législation allemande.	103
— V. — De la revision dans la législation autrichienne.	113
— VI. — De la revision dans la législation russe.	121
— VII. — De la revision dans la législation japonaise..	123
— VIII. — De la revision dans la législation chinoise..	127

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE : LOI DU 8 JUIN 1895.....	129
CHAPITRE I. — De l'élaboration de la loi du 8 juin 1895.....	136
— II. — Des cas dans lesquels la revision peut être de- mandée.....	170
— III. — Des personnes qui peuvent demander la revi- sion.....	193
— IV. — Du délai dans lequel la revision doit être de- mandée.....	198
— V. — De la procédure en matière de revision.....	206
— VI. — Des effets de la revision.....	210

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE DUC